Université Paris Nanterre

MÉMOIRE DE RECHERCHE MASTER 2

UFR Langues et cultures étrangères
Études russes et post-soviétiques (ERPS)

Journalistes russes en exil : défis professionnels, stratégies d'adaptation et transformation identitaire

Étude comparative internationale

Présenté par **Daria TIMCHENKO**

N° Étudiant : 43013976

Sous la direction de : Mme Anne LE HUÉROU

Soutenance prévue le **: xx/06/2025**

Année universitaire **2024-2025**

Table des matières

Introduction **5**

Choix du sujet de recherche 5

Approches théoriques de l'étude du journalisme en exil 7

Méthodes et structure de la recherche 7

Partie I. Défis professionnels en exil **13**

1. Censure et mécanismes de contrôle 14

1.1. Censure directe 14

1.1.1. Censure directe en Russie et contre les médias russes en exil 15

Mesures législatives 17

Censure militaire 19

La censure des entreprises technologiques occidentales 22

Le départ des médias d'opposition 23

Situation en avril 2025 24

1.2. Intimidation des sources et accès à l'information 25

1.3. Discréditation des journalistes 26

1.4. Conclusion 28

2. Contraintes financières 30

2.1. Les difficultés financières rencontrées par les médias russes en exil 31

2.2. Crises de financement 36

2.2.1. « Nevzlingate » 36

2.2.2. La fin de l'USAID 37

2.3. Conclusion 38

3. Questions de sécurité 39

3.1. Problèmes de sécurité des journalistes russes en exil 40
3.2.Conclusion 45
4. Difficultés de vérification 46
5. Auto-censure 49
5.1. Menace de représailles contre les membres de la famille ou les collègues restés au pays 51
5.2. Menace de perte de financement ou d'emploi 52
5.3. La menace de critiques de la part du pays d'accueil 53
5.4. Conclusion 55
6. Question d'identité professionnelle 57
6.1. Approche théorique et témoignages de journalistes 57
6.2. Les questions d'auto-définition auxquelles sont confrontés les journalistes russes en exil 62
6.2.1. Interaction avec le public 62
6.2.2. Réévaluation des normes et des rôles professionnels 67
6.2.3. Isolement professionnel 71
6.3. Conclusion 73
7. Conclusion de la Partie I : Les défis professionnels des journalistes en exil 74
Partie II. Évolution de l'identité professionnelle: Nouvelles formes de journalisme en exil 77
8. Les journalistes en exil face aux défis de la migration 78
9. Surmonter les difficultés professionnelles 81
9.1. Solutions technologiques contre la censure 81
9.2. Construire des réseaux alternatifs 82
9.3. Nouvelle focalisation 84
9.4. Conclusion 87
10. Évolution des rôles professionnels 87

10.1. Spécificités du journalisme russe en exil 89

10.1.1. Les nouveaux rôles des journalistes russes dans l'environnement d'opposition 89

10.1.2. Les nouveaux rôles des journalistes russes au sein de la communauté journalistique 91

10.1.3. Rôle des acteurs de l'information civique 94

10.1.4. Conclusion 97

10.3. Advocacy and activism 99

10.3.1. Advocacy et activisme chez les journalistes russes en exil 103

10.4. Sousveillance et fonctions de chien de garde : le journalisme d'investigation en exil 105

11. Formation et développement des compétences 109

12. Conclusion de la partie II : Nouvelles formes de journalisme en exil 112

Conclusion générale 114

Références Bibliographiques 118

Données empiriques 123

Sources primaires 123

Introduction

« Les gens en Russie ne veulent même plus parler des sujets les plus anodins, ils ont peur, parce que nous sommes interdits partout, bloqués… Les gens ont peur même de lire. Parfois je me demande pourquoi on continue à faire tout ça. Juste pour avoir des papiers, pour qu'on ne nous expulse pas d'ici ? … Oui, on peut dire des choses qui sont interdites là-bas. C'est notre avantage. Mais on n'a pas d'"insight", pas de possibilité de vérifier ou de poser une question supplémentaire. Le regard change énormément. Je pense qu'il n'a jamais été aussi difficile de faire du journalisme qu'aujourd'hui. Je suis impressionnée que des gens arrivent encore à produire de bons textes. C'est un exploit. »

Ce témoignage est extrait d'un entretien avec Liza, journaliste russe installée à Riga depuis trois ans. Aujourd'hui, elle ne sait pas si elle pourra y rester : le média pour lequel elle travaille a perdu son financement cette année. Elle ignore ce que l'avenir lui réserve, pour elle et sa famille. Quant à retourner à Moscou, cela est impossible : en Russie, elle est considérée comme une « agent étranger » collaborant avec une organisation déclarée « indésirable ».

L'histoire de Liza n'a pourtant rien d'exceptionnel. En exil, les journalistes du monde entier sont confrontés à de nombreux défis : menaces sécuritaires, perte d'accès aux sources et au public, instabilité juridique et financière, crises identitaires et redéfinition contrainte de leur rôle. Mais le cas des journalistes russes, au cœur de ce travail, constitue un exemple particulièrement emblématique et dynamique de ces processus : leur départ massif et quasi simultané après le déclenchement de la guerre en Ukraine, en 2022, n'a pas mis fin à leur activité. En dépit du traumatisme personnel et professionnel, une part significative des médias russes en exil continue à expérimenter de nouveaux formats et à repenser ses missions journalistiques.

En mobilisant des sources interdisciplinaires, des données empiriques et des entretiens avec des journalistes, ce mémoire se propose d'analyser comment les rôles professionnels se transforment en exil, quelles stratégies d'adaptation et de solidarité émergent en réponse à la crise, et dans quelle mesure l'expérience russe peut être mise en perspective avec celle d'autres contextes d'exil journalistique.

Choix du sujet de recherche

Les journalistes russes ayant quitté leur pays après le déclenchement de la guerre à grande échelle en Ukraine en 2022 constituent un matériau empirique unique à étudier. D'une part, les mesures répressives mises en œuvre par l'État russe ont été quasi instantanées : seulement deux semaines après l'invasion, une loi sur la « discréditation des Forces armées de la Fédération de Russie » a été adoptée, rendant passible de poursuites pénales toute diffusion d'informations sur la guerre non validées par les sources officielles. En conséquence, les médias indépendants se sont retrouvés de facto hors-la-loi et ont dû chercher en urgence des moyens de poursuivre leur activité hors du pays.

D'autre part, malgré le caractère brutal, massif et contraint de ce départ, une partie importante de la communauté journalistique a réussi à préserver son activité professionnelle. Le processus de relocalisation — souvent répété — a constitué pour beaucoup à la fois un traumatisme personnel profond et une crise professionnelle. Nombreux sont ceux qui font encore face à une incertitude juridique, une instabilité financière, des difficultés à obtenir des visas et des permis de travail, ainsi qu'à l'angoisse liée à la sécurité de leurs proches restés en Russie. Néanmoins, en septembre 2024, au moins 66 projets médiatiques russes indépendants continuent de fonctionner en exil, générant ensemble des milliards de vues sur leurs sites internet, chaînes *YouTube, Telegram et TikTok*[1].

L'étude du phénomène de l'exil des journalistes russes permet d'analyser non seulement les défis professionnels et existentiels rencontrés par les travailleurs des médias après leur départ forcé, mais aussi les transformations plus larges de la pratique et de l'identité journalistiques dans le contexte d'une émigration politique. Le cas russe se distingue particulièrement par sa dynamique : le travail des journalistes en exil dépend directement de l'évolution de l'actualité russe, du contexte politique et juridique des pays d'accueil, ainsi que de la nécessité d'adapter en permanence les stratégies de production de contenu aux attentes du public. Cela génère une forte incertitude et contraint les journalistes à reconsidérer en permanence tant leur pratique quotidienne que leur rôle professionnel dans la société. La présente étude vise à documenter et analyser cette recherche de nouvelles solutions dans un contexte de crise persistante.

[1] *Locking down the windows*. JX Fund, 2024, https://jx-fund.org/wp-content/uploads/2024/10/JX-Fund-Russia-EXIM-Report-2024.pdf?x76990.

La spécificité géopolitique du cas russe suscite également un intérêt particulier. Malgré une histoire d'interactions et des traditions culturelles communes, l'État russe s'oppose activement au monde occidental[2]. Dans ce contexte, les journalistes russes installés dans les pays de l'Union européenne ne sont pas seulement des migrants, mais aussi des réfugiés politiques dans un espace avec lequel leur pays est officiellement en confrontation idéologique. Ainsi, en Russie, ils sont qualifiés d'agents de l'Occident, tandis que dans les pays européens, malgré la position politique, ils sont parfois perçus comme des agents d'influence du Kremlin ou des instruments de propagande.

Cette position liminaire rend le cas russe particulièrement pertinent pour une analyse scientifique. Elle permet d'aborder de manière nouvelle les processus d'adaptation professionnelle, de redéfinition de l'identité journalistique, ainsi que la construction de nouveaux modèles d'interaction — tant au sein même de la communauté en exil qu'avec des acteurs extérieurs : organisations de défense des droits humains, institutions internationales, publics étrangers et russes.

L'un des objectifs principaux de cette recherche est d'analyser dans quelle mesure les stratégies d'adaptation des journalistes russes en exil sont comparables à l'expérience de leurs collègues issus d'autres contextes autoritaires. En quoi ces expériences se ressemblent-elles ou diffèrent-elles ? Les transformations du corps professionnel des journalistes russes en exil sont-elles déterminées par les conditions rencontrées après le départ de Russie, ou par leur interaction continue avec la réalité et le public russes ? Les réponses à ces questions permettent, semble-t-il, de mieux comprendre la nature de la transformation professionnelle des journalistes situés entre deux mondes — entre passé et avenir, entre maison et exil, entre objectivité et activisme.

Approches théoriques de l'étude du journalisme en exil

Les recherches contemporaines sur le journalisme en exil peuvent être divisées en deux grands axes. Le premier est centré sur l'analyse des défis professionnels, juridiques et socio-psychologiques auxquels sont confrontés les journalistes ayant quitté leur pays. C'est le cas, par exemple, du travail de Louisa Esther et Richard H. Thomas sur les journalistes

[2] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18, https://doi.org/10.1080/1461670X.2025.2462550.

burundais en exil[3], ou encore de l'étude de Conor O'Loughlin et Pytrik Schafraad, fondée sur des entretiens avec des journalistes originaires de cinq pays différents[4]. Le second axe considère le journalisme en exil comme faisant partie de pratiques médiatiques transnationales plus larges, intégrant à la fois de nouvelles formes de communication et des rôles professionnels transformés par la migration et la répression politique. À ce titre, les travaux de R. Arafat analysent l'évolution des pratiques journalistiques des Syriens en exil[5]. Il convient de noter que deux grandes études sur les journalistes russes en exil, publiées en 2025 — celle de Vasily Gatov et Ilya Yablokov[6], ainsi que l'article d'Elena Rodina et Olga Dovbysh[7] — relèvent du premier axe et décrivent les défis auxquels les journalistes russes ont été confrontés en exil.

Dans les deux approches — celui qui porte sur les défis et celui qui étudie les nouvelles formes — le journalisme en exil est généralement compris comme une activité menée par des médias qui « ne peuvent plus fonctionner dans leur pays en raison de leur contenu et qui opèrent dans un contexte d'exil volontaire ou forcé en raison d'un danger »[8]. Ces médias sont souvent perçus comme des plateformes de résistance politique, des acteurs clés des mouvements sociaux et des agents dans la lutte pour la liberté d'expression. Dans ce contexte, les journalistes en exil sont interprétés comme des figures d'opposition aux régimes autoritaires, et leur travail est analysé principalement par comparaison avec les normes établies du journalisme mainstream (notamment occidental)[9].

Le contexte politique de l'exil et la migration contrainte influencent inévitablement les normes professionnelles, les valeurs et les pratiques quotidiennes, incitant les chercheurs à

---

[3] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024.

[4] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, n° 1, mars 2016.

[5] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, n° 16, décembre 2021, p. 2174-96 et Arafat, Rana. « Rethinking digital media use for diasporic political participation: An investigation into journalism advocacy, digital activism, and democratic divides (Dissertation summary) ». *Studies in Communication Sciences*, vol. 22, n° 3, décembre 2022.

[6] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18, https://doi.org/10.1080/1461670X.2025.2462550.

[7] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1-17.

[8] Cook, Clare E. « Fragile Finance: The Revenue Models of Oppositional News Outlets in Repressive Regimes ». *International Communication Gazette*, vol. 78, n° 6, 2016, p. 514-35.

[9] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, n° 1, mars 2016.

considérer le journalisme en exil comme un « journalisme sous une autre forme »[10]. Cela justifie la description de nouveaux rôles assumés par les journalistes et la mise en évidence de formes spécifiques d'activité professionnelle émergeant dans l'exil. L'une de ces formes est l'implication dans des pratiques médiatiques transnationales[11] fondées sur l'usage des technologies numériques, permettant aux journalistes de maintenir le lien avec leur public et leurs sources restés dans leur pays d'origine. Ces nouvelles possibilités ont profondément transformé la pratique et les capacités d'action des journalistes en exil, qui peuvent désormais préserver leur expertise nationale et continuer à exercer leur métier.

Dans ce contexte, les chercheurs s'intéressent de plus en plus aux environnements sociaux et culturels dans lesquels se forment les valeurs et objectifs des journalistes exilés[12]. On propose ainsi d'analyser leur transformation professionnelle à travers le prisme de la situation dans leur pays d'origine. Cette approche repose sur une perspective socio-constructiviste du travail journalistique, selon laquelle les idées et les actions des professionnels des médias sont ancrées dans des contextes sociaux et historiques spécifiques.

En élargissant les cadres d'analyse, certains chercheurs, comme Elena Rodina et Olga Dovbysh, suggèrent d'envisager le journalisme en exil comme un espace où les pratiques professionnelles sont profondément entremêlées avec l'expérience migratoire, avec des processus d'attachement ou d'aliénation vis-à-vis du pays d'origine et du pays d'accueil[13]. Dans cette perspective, une attention particulière est portée à la manière dont le journalisme en exil se construit sous l'influence de l'expérience migratoire des journalistes eux-mêmes, de leur lien — ou perte de lien — avec leur pays d'origine ou d'accueil, et de l'impact de ces facteurs sur leur intégration personnelle et professionnelle.

Cette recherche propose de combiner les approches décrites ci-dessus, en s'appuyant sur des travaux récents qui conjuguent une attention au passé historique de l'exil et aux réalités actuelles de l'environnement numérique. Elle cherche à analyser comment un ensemble de facteurs — la situation politique du pays d'origine, les conditions de vie en exil et l'expérience professionnelle personnelle — influence l'adaptation des journalistes russes et la

[10] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024.
[11] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, n° 16, décembre 2021, p. 2174-96.
[12] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, n° 1, mars 2016.
[13] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1-17.

formation de nouveaux rôles professionnels. Une attention particulière est accordée à la comparaison de ces processus avec les transformations observées dans d'autres communautés professionnelles issues de pays autoritaires, afin d'identifier les caractéristiques universelles et spécifiques du cas russe.

Les chercheurs étudiant le journalisme russe en exil se concentrent sur les défis et les conséquences de l'exode massif des journalistes en 2022, sur les circonstances de cette fuite et les expériences vécues. Pourtant, l'exemple des journalistes d'autres pays montre qu'un changement qualitatif intervient à un certain moment. L'originalité de ce mémoire réside dans la tentative de saisir ce moment de transformation — celui du passage d'une phase de survie à une phase de développement.

Méthodes et structure de la recherche

À la suite de l'analyse théorique du journalisme en exil, cette étude se tourne vers des méthodes d'analyse concrètes permettant d'examiner comment les médias russes s'adaptent à la vie et au travail hors de leur pays. Dans la littérature existante sur le journalisme en exil, les chercheurs soulignent régulièrement les menaces à la sécurité, le manque de financement, la nécessité de repenser les conditions de travail, la perte de lien avec le public et les crises d'identité professionnelle. Ces défis sont communs à de nombreux journalistes exilés, mais le cas russe présente un certain nombre de caractéristiques spécifiques liées au contexte politique et médiatique du pays d'origine.

Pour faciliter l'analyse et structurer la présentation du matériel, la première partie de ce mémoire est consacrée aux défis professionnels auxquels sont confrontés les journalistes russes en exil, ainsi que leurs homologues issus d'autres pays. Chaque aspect est traité dans un chapitre distinct : la censure et les mécanismes de pression, les difficultés d'accès à l'information et aux sources, le discrédit des journalistes et la perte de confiance du public, l'instabilité financière, les questions de sécurité personnelle et numérique, l'autocensure et la nécessité de redéfinir leur identité professionnelle.

La deuxième partie du travail se concentre sur les transformations survenant dans le journalisme en exil — tant dans le contexte global que dans le cas russe. L'analyse porte sur les pratiques mises en œuvre pour surmonter les défis décrits dans la première partie : l'adoption de solutions technologiques, le développement de canaux alternatifs d'accès à

l'information, de nouvelles approches de l'interaction avec le public, la redéfinition des rôles professionnels et la collaboration avec différents acteurs.

Ce travail vise à combler un manque de recherches empiriques sur le journalisme russe en exil et à contribuer à une meilleure compréhension théorique de l'identité journalistique dans le contexte de la migration contrainte.

Une attention particulière est portée aux relations historiques entre les journalistes et l'État, car en Russie, la pression politique, l'autocensure et l'opposition au pouvoir ont façonné une expérience professionnelle spécifique. Une tâche essentielle de ce travail est d'analyser comment cette expérience influence les choix que les journalistes font en exil : comment ils s'adaptent aux nouvelles conditions, comment ils perçoivent leur éventuelle dépendance vis-à-vis des pays d'accueil et des structures internationales, et comment ils font face aux défis liés au maintien de leur autonomie professionnelle. En outre, l'étude aborde la question de la transformation des relations professionnelles internes : dans quelle mesure l'exil partagé favorise-t-il l'émergence de nouvelles formes de coopération et de solidarité entre journalistes ? Ces questions définissent le cadre de l'analyse, tant des pratiques quotidiennes que des stratégies professionnelles plus larges qui se forment dans le contexte de l'exil.

La base empirique de cette recherche comprend :

- des publications académiques récentes sur le journalisme en exil ;
- des études sur le paysage médiatique russe entre 2022 et 2025 ;
- des matériaux médiatiques, des publications sur les réseaux sociaux, ainsi que des rapports d'organisations internationales et de défense des droits humains apportant leur soutien aux journalistes en exil ;
- Enfin, trois entretiens approfondis ont été menés par l'auteur du mémoire, entre le début du mois de février et la fin du mois de mai 2025, en présentiel ou par visioconférence. Deux conversations privées supplémentaires ont également été réalisées dans le cadre de cette recherche. Les personnes interrogées sont des journalistes aux parcours professionnels variés (journalisme d'investigation, reportage, édition, gestion de rédaction), représentant des projets médiatiques basés dans différents pays européens.

Il convient de noter qu'en raison du nombre limité d'entretiens et des contraintes temporelles de la recherche, les données recueillies ne prétendent pas offrir une vision exhaustive du

phénomène. Elles permettent néanmoins de dégager les caractéristiques principales du journalisme russe en exil, les difficultés qu'il rencontre, ainsi que les moyens développés pour y faire face.

Partie I. Défis professionnels en exil

Pour la majorité des journalistes, leur travail est directement lié à la langue ainsi qu'au contexte culturel, social et politique de leur pays d'origine. L'identité professionnelle et les rôles des journalistes se forment dans ces environnements, si bien que l'exil représente une rupture majeure. Les journalistes tentent de surmonter les difficultés liées à leur éloignement à la fois de leurs sources d'information et de leur public, tout en cherchant à maintenir leur influence sur la situation dans leur pays d'origine[14]. Pour y parvenir, ils doivent redéfinir leur mission professionnelle dans un environnement complètement nouveau[15].

Certains chercheurs estiment que le journalisme pratiqué en exil, lorsque les reporters couvrent les événements à distance, constitue une forme différente de journalisme. On peut la qualifier de journalisme hybride[16] ou de journalisme « liquide », dans lequel les normes communément admises sont repensées dans un contexte transnational[17]. Mais dans tous les cas, la migration et l'exil, combinés aux technologies numériques, transforment en profondeur la nature même de la profession[18].

Très souvent, l'activité des journalistes en exil prend la forme d'une résistance. Et si cette position permet d'attirer l'attention sur des problèmes critiques dans le pays d'origine du journaliste, elle brouille également la frontière entre journalisme et activisme, mettant en question les idéaux de neutralité et d'impartialité.

Plusieurs travaux documentent les nombreux obstacles auxquels sont confrontés les journalistes exilés issus de différents pays, notamment les menaces à leur sécurité physique et numérique, le financement instable, les difficultés d'accès à une information fiable et les problèmes de lien avec le public. En outre, les journalistes en exil ressentent souvent un isolement professionnel dans leur nouveau pays.

---

[14] Crete-Nishihata, Masashi, et Lokman Tsui. « "The Truth of What's Happening" How Tibetan Exile Media Develop and Maintain Journalistic Authority ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, 2023, p. 295‑312.
[15] Hanitzsch, Thomas, et Tim P. Vos. « Journalism beyond Democracy: A New Look into Journalistic Roles in Political and Everyday Life ». *Journalism*, vol. 19, nº 2, 2018, p. 146‑64.
[16] Skjerdal, Terje S. « Journalists or Activists? Self-Identity in the Ethiopian Diaspora Online Community ». *Journalism*, vol. 12, nº 6, 2011, p. 727‑44.
[17] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016.
[18] Sarıaslan, Kübra Zeynep. « This is not journalism: mapping new definitions of journalism in German exile ». *ZMO*, 2020, https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:101:1-202007271315430069546 2.

Examinons plus en détail les défis professionnels auxquels sont confrontés les journalistes en exil, afin de répondre aux questions suivantes : comment ces défis influencent-ils leur travail, et l'expérience des journalistes russes en exil diffère-t-elle de celle de leurs collègues venus d'autres pays ?

1. Censure et mécanismes de contrôle

Les journalistes en exil sont confrontés à différentes formes de censure et de contrôle — qu'ils ressentent aussi bien dans leur pays d'origine que dans le pays d'accueil. Les menaces visant les journalistes eux-mêmes ou leurs proches, les attaques de bots, le blocage des médias, les interdictions de collaboration, la surveillance (qu'elle soit physique ou numérique) — sont autant d'outils couramment utilisés par les régimes autoritaires. Ces instruments peuvent également être déployés contre les journalistes exilés. Le travail numérique leur permet certes de continuer à exercer à distance de leurs sources et de leur public, tout en évitant les répressions directes, mais il ne les protège pas totalement. Parfois, la menace numérique dépasse les frontières nationales. En outre, les régimes autoritaires peuvent exercer une pression diplomatique ou économique sur les pays dans lesquels sont installés les journalistes en exil.

Examinons les principales méthodes de contrôle des journalistes et des médias utilisées par les autorités des pays à faible niveau de liberté d'expression.

1.1. Censure directe

Il s'agit avant tout d'interdictions explicites de publier des contenus qui contredisent le point de vue officiel des autorités ou le remettent en question. Pour les journalistes ayant quitté leur pays, toute collaboration avec eux ou publication de leurs travaux est interdite. L'accès aux contenus produits à l'étranger est également limité. Ces restrictions peuvent viser aussi bien des individus que des rédactions entières.

La censure directe contre les médias en exil peut prendre des formes variées. Par exemple, en Chine, les autorités pratiquent au Tibet des coupures de réseaux mobiles et à large bande. Il existe également des dispositifs de contrôle au niveau des applications, qui filtrent le contenu, bloquent les comptes sur les plateformes et limitent la circulation de l'information. Les sites contenant du contenu d'opposition sont attaqués en ligne. Les médias traditionnels sont également visés : brouillage des fréquences radio, confiscation des antennes satellites chez les

particuliers. Au Tibet, toute coopération avec les journalistes jugés déloyaux envers les autorités ou avec les journalistes étrangers est interdite[19].

Au Burundi, les forces de sécurité menacent directement les médias qui couvrent les manifestations anti-gouvernementales, et en 2018, la diffusion des radios étrangères *Voice of America* et *BBC* a été suspendue. Il est interdit aux journalistes de collaborer avec ces médias[20].

En Arabie saoudite, l'enregistrement obligatoire des blogs et des sites internet est en vigueur, et les lois antiterroristes et contre la cybercriminalité permettent aux autorités de poursuivre ceux qui s'écartent du récit pro-gouvernemental[21].

En Hongrie, les autorités exercent une pression sur les médias indépendants à travers des taxes, des amendes et des licences. La publicité publique est exclusivement attribuée aux médias pro-gouvernementaux[22].

Il convient de noter que, lorsqu'on parle de la persécution des journalistes et des restrictions à la liberté d'expression, il s'agit le plus souvent de censure directe.

1.1.1. Censure directe en Russie et contre les médias russes en exil

Jusqu'en 2000, la Fédération de Russie possédait l'une des lois sur les médias les plus libérales. Elle reposait sur la liberté d'expression, l'inviolabilité de la vie privée, l'interdiction de la propagande inhumaine et de la censure. Mais à partir des années 2000, la loi sur les médias a subi plusieurs modifications. Chacune d'elles a marqué un durcissement de la politique de l'État, une augmentation du contrôle et des restrictions sur les médias. « La loi sur l'information, les technologies de l'information et la défense de l'information de 2006 est amendée dans un sens de plus en plus restrictif »[23].

---

[19] Crete-Nishihata, Masashi, et Lokman Tsui. « "The Truth of What's Happening" How Tibetan Exile Media Develop and Maintain Journalistic Authority ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, 2023, p. 295‑312.
[20] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024, p. 17506352241268814.
[21] *10 Most Censored Countries*. Committee to Protect Journalists, 10 septembre 2019, https://cpj.org/reports/2019/09/10-most-censored-eritrea-north-korea-turkmenistan-journalist/.
[22] Bennett, Philip, et Moises Naim. « 21st-century censorship ». *Columbia Journalism Review*, 5 janvier 2015, https://www.cjr.org/cover_story/21st_century_censorship.php.
[23] Daucé, Françoise. « Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la presse en ligne à Moscou (2012-2019) »: *Le Mouvement Social*, vol. n° 268, nº 3, janvier 2020, p. 101‑16.

D'un côté, des amendements ont commencé à apparaître, réglementant plus strictement la propriété des médias (par exemple, sur le droit des personnes physiques et morales étrangères à posséder des médias), et de l'autre — des lois sans lien direct avec les médias, telles que les lois sur l'extrémisme, la lutte contre la propagande de la drogue, la protection des enfants contre les informations indésirables. On ne pouvait pas encore parler de censure directe, mais malgré cela, tous ces nouveaux textes de loi devaient être pris en compte par les médias. Leur non-respect pouvait entraîner le retrait de leur licence.

Dans le domaine du contrôle d'Internet et des médias électroniques, l'État n'a pratiquement montré aucune activité jusqu'en 2011, année où sont apparues les premières normes juridiques imposant l'enregistrement des médias en ligne. Pourtant, en 2008 déjà, « Roskomnadzor » avait été créé — un régulateur étatique officiellement chargé de la surveillance des sphères de l'information et de la communication, jouant le rôle d'interface entre différents acteurs publics et privés. L'activité de « Roskomnadzor » s'est élargie et diversifiée au fil du temps. Si en 2008, l'année de sa création, « Roskomnadzor » avait émis 49 avertissements aux médias pour diffusion de contenus extrémistes, propagande de drogues, pornographie ou violence, en 2020, l'agence était à l'origine du blocage de centaines de milliers de sites web[24].

« En 2014, année marquante dans les relations entre les médias, l'État et la société, nous étions déjà arrivés avec un cadre législatif prêt, qui permettait, premièrement, à "Roskomnadzor", agence fédérale de contrôle des médias, d'agir pratiquement comme un service de sécurité dans le domaine des médias, et deuxièmement, à divers combattants de l'extrémisme d'intervenir dans les médias et sur Internet »[25].

Après l'annexion de la Crimée et le début du conflit en Ukraine, le Kremlin a ouvertement commencé à renforcer son contrôle sur les médias.

Avant même l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022, les autorités utilisaient activement la législation pour s'en prendre aux médias non loyaux. Aux lois sur la propagande, la diffusion de contenus extrémistes, de drogues, de pornographie ou de violence, ainsi que sur la justification du terrorisme, utilisées depuis plusieurs années pour

[24] Kossov, Valéry. « Chapitre 1. Oppression juridique et recours numériques : droit, lois et jugements ». Dans Daucé, Françoise, et al. *Genèse d'un autoritarisme numérique*, Presses des Mines, 2023.
[25] Shulman, Ekaterina. *Apprivoiser les médias. Conférence pour l'Université ouverte*. https://openuni.io/course/6-course-5/lesson/14/.

faire pression sur les médias, se sont ajoutées en 2019 des lois sur la responsabilité pour la publication de fausses informations et pour l'insulte au pouvoir et aux symboles de l'État. En 2020, la responsabilité pénale a été introduite pour non-suppression d'informations interdites et pour diffusion de fausses informations.

Pour éviter la pression de l'État, de nombreux médias russes ont commencé à diffuser un mélange de propagande et de divertissement, destiné à attirer un public neutre dans la sphère pro-Kremlin[26].

L'État a exercé une pression sur les entreprises technologiques pour contrôler les algorithmes des moteurs de recherche et promouvoir ses intérêts[27]. De plus, le Kremlin a évincé les investisseurs étrangers en limitant la propriété étrangère des médias russes et des agrégateurs de nouvelles.

Mesures législatives

L'État russe a élaboré trois principales catégories légales pour marquer les ONG et médias jugés indésirables : « agent étranger », « organisation indésirable » et « organisation extrémiste ». Chacune entraîne certaines conséquences pour les personnes ou organisations visées.

Un agent étranger est une personne physique ou morale qui, selon le gouvernement russe, reçoit un soutien de l'étranger ou est « sous influence étrangère sous d'autres formes » (auparavant, un financement étranger était une condition obligatoire, mais aujourd'hui la loi est appliquée de manière élargie). Ce statut a été appliqué aux médias pour la première fois en 2017, et aux journalistes en décembre 2020. Les lois liées à ce statut se durcissent constamment, rendant la vie des « agents étrangers » pratiquement impossible en Russie : par exemple, en mars 2025, une loi est entrée en vigueur sur la confiscation effective des revenus des agents étrangers. De plus, les agents étrangers ont des obligations qui compliquent leurs relations avec le public et les autorités. Ainsi, ils doivent :

- Informer de leur statut chaque fois qu'ils s'adressent aux autorités ou à une organisation ;

[26] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[27] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.

- Marquer tous les contenus diffusés publiquement avec un texte et un signe spécifique ;
- Rendre compte de leurs activités tous les six mois (y compris de l'aide étrangère reçue, ses sources, sa nature et leurs dépenses) ;
- Les agents étrangers engagés dans une activité d'information doivent créer une entité juridique et faire auditer à leurs frais leurs rapports financiers.

Depuis 2025, des exigences supplémentaires ont été introduites : par exemple, à partir du 1er mars 2025, les agents étrangers sont tenus d'ouvrir des comptes spéciaux en roubles pour enregistrer certains types de revenus. À partir du 1er septembre 2025, il est totalement interdit aux agents étrangers d'exercer des activités éducatives et de sensibilisation, ainsi que de recevoir tout soutien municipal ou étatique, y compris dans le cadre d'activités créatives.

Selon le média *Proekt,* la décision d'inscrire une personne ou un média sur la liste des agents étrangers (mise à jour vendredi) est prise par les fonctionnaires de l'administration présidentielle. « Formellement, ce travail est réalisé par le ministère de la Justice, mais en réalité, cette question était déjà si importante pour les dirigeants du pays qu'elle a été confiée aux subordonnés de Sergueï Kirienko — l'un des plus proches alliés de Vladimir Poutine, premier adjoint de son administration, responsable de toute la politique intérieure de la Russie »[28].

Une organisation indésirable est une organisation composée de personnes morales étrangères ou internationales, représentant une menace pour l'ordre constitutionnel, la capacité de défense ou la sécurité de la Fédération de Russie. Formellement, seule une ONG étrangère ou internationale peut être déclarée indésirable. Cependant, dans la pratique, des projets russes ont également été concernés.

Dès qu'une organisation est déclarée indésirable, toutes ses filiales et unités en Russie sont fermées, les opérations avec des fonds non monétaires et autres biens sont limitées, l'accès à son site est restreint, ainsi que la mise en œuvre de programmes (projets) et d'événements. La participation à une organisation indésirable peut entraîner des sanctions administratives et pénales. En pratique, la participation comprend :

- La mention de l'organisation dans des publications ;

[28] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.

- Le travail dans un média reconnu comme organisation indésirable ;
- La diffusion de ses contenus ;
- Le partage de ses contenus sur les réseaux sociaux.

Une organisation extrémiste est une organisation dont l'activité vise, par exemple, à justifier publiquement le terrorisme, à porter atteinte aux droits et libertés des citoyens, à modifier l'ordre constitutionnel, etc., selon la décision du gouvernement. Une telle organisation est dissoute. La décision du tribunal s'applique à toutes ses structures et antennes.

Quant à la reconnaissance des médias traditionnels et numériques (hors réseaux sociaux) comme organisations extrémistes, cela n'a pas encore eu lieu en Russie. Toutefois, les autorités ont commencé à inscrire certains journalistes ou organisations sur les listes d'extrémistes. Les raisons ne sont généralement pas expliquées. L'inclusion sur cette liste implique le blocage de tous les comptes bancaires, une interdiction de quitter le pays, ainsi que des restrictions sur la gestion des biens.

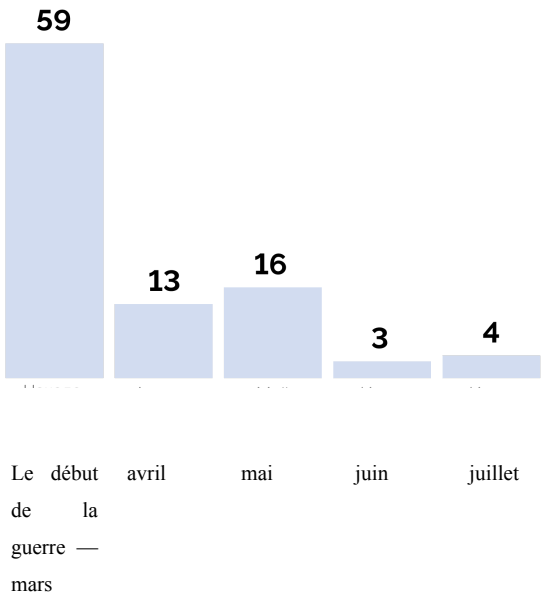
Au début du mois d'avril 2025, le registre des agents étrangers comprenait 202 entrées (chaque entrée représentant un média ou un journaliste), conformément à l'article 6 de la loi de la Fédération de Russie du 27.12.1991 n° 2124-1 « Sur les médias »[29].

Censure militaire

Dans les premiers jours de la guerre en 2022, les médias russes d'opposition ont continué à émettre normalement, rendant compte des combats en Ukraine et des manifestations à travers le pays. Mais dès la fin février, lorsqu'il est devenu évident que la guerre ne serait pas rapide et que des pertes importantes parmi les militaires ont commencé, tous les médias indépendants ont été bloqués en Russie et ne sont devenus accessibles que via des applications VPN.

Selon les estimations du média *Proekt* et du Centre pour la défense des droits des médias, au cours de la première année de guerre, « Roskomnadzor » a bloqué 95 ressources d'information opérant en Russie ou à l'étranger à destination du public russe[30].

[29] *Reestr Inostrannykh agentov Ministerstva Justicii Rossijskoj Federacii (Registre des agents étrangers du ministère de la justice de la Fédération de Russie)*.
https://minjust.gov.ru/ru/pages/reestr-inostryannykh-agentov/. Consulté le 10 avril 2025.
[30] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.



Nombre de ressources bloquées par mois, année 2022. Le calcul inclut les médias, les agrégateurs et les ressources d'actualité ; les sites miroirs ne sont pas pris en compte. *Source : Proekt.*

« Roskomnadzor » a obligé tous les médias à relater les actions militaires uniquement à partir de sources officielles russes, et à désigner le conflit comme une « opération militaire spéciale ». Peu après, de nouvelles lois criminalisant la diffusion de « fausses informations » sur les forces armées russes ont été adoptées. Ces actes sont désormais passibles de peines allant jusqu'à 15 ans d'emprisonnement. L'instauration de cette censure militaire en Russie est documentée dans un rapport de *Reporters sans frontières.* La Russie occupe actuellement la 162e place sur 180 pays pour la liberté de la presse, en recul par rapport à la 171e place en 2022[31].

À la fin du mois de février 2022, certains journalistes ont tenté de discuter ouvertement des nouvelles lois : « Il faut comprendre que ces interdictions n'ont rien à voir avec la protection des gens contre des informations inexactes ou dangereuses. D'une part, elles sont conçues pour permettre une application sélective et peuvent être utilisées à discrétion ; d'autre part, leur simple existence engendre de l'autocensure et limite les journalistes dans leur travail ».[32]

« Bien sûr, il existe différents facteurs, arguments. Mais ils étaient valables lorsque l'on interdisait la divulgation des données personnelles des enfants, les reportages sur le suicide, etc. Dans ces cas, on pouvait encore rattacher la censure et l'autocensure à des considérations

[31] « Russie ». *Reporters sans frontières*, https://rsf.org/fr/pays/russie.
[32] « "Bud′te gotovy k dejstviâm Roskomnadzora". Zaâvlenie glavnogo redaktora internet-žurnala "Zvezda" ("Soyez prêt pour les actions de Roskomnadzor." Déclaration du rédacteur en chef du magazine en ligne "Zvezda") ». *Chaîne Telegram « Zvezda.Perm »*, 26 février 2022, https://t.me/zvzda/3571.

professionnelles. Ne pas appeler une guerre une guerre — c'est non professionnel. Et exiger d'un média qu'il mente à ses lecteurs — c'est illégal. »[33]

Il est intéressant de noter qu'au tout début de la guerre, ce ne sont pas seulement les médias d'opposition qui s'y sont opposés, mais aussi certains journalistes issus de publications loyales au Kremlin. Apparemment, le soutien au pouvoir n'était pas total, et tous n'étaient pas prêts à faire des compromis, même pour conserver leur emploi. Les déclarations publiques des journalistes ressemblaient davantage à des prises de position politiques. Ainsi, le 9 mai, le site de *Lenta.ru* a été rempli de titres virulents contre la guerre. Ils ont disparu au bout de 40 minutes, et les journalistes à l'origine de cette action ont été licenciés[34]. On peut aussi citer le cas de Marina Ovsiannikova, qui est apparue le 14 mars 2022 en direct du journal télévisé « Vremia » sur la chaîne *Pervy Kanal – Russie* avec une pancarte de protestation contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La journaliste Ioulia Akhmedova, qui a démissionné de *RIA Novosti,* a raconté qu'au tout premier briefing après le début de la guerre, des tensions sont apparues : « Ceux parmi nous qui se spécialisent en politique ont en réalité refusé d'écrire ce que l'on attendait probablement d'eux. Personne ne voulait, dans ces circonstances, produire de la propagande pure et simple. »[35]

Voici comment un employé de *Kommersant* décrit la censure militaire dans une interview donnée au média *Proekt* : « Travailler est devenu bien plus difficile. Il ne s'agit pas seulement du mot "guerre", mais du ton général des publications. Si un texte est trop critique et contient un soupçon d'idée que, dans un domaine donné, la situation s'est dégradée à cause de "l'opération spéciale", alors ce texte peut ne pas paraître du tout. Il y a un blocage total sur les textes concernant les militaires, les blessés et les morts, ou encore les récits sur leurs familles. »[36]

Des employés du groupe médiatique *RBC* ont également signalé la censure : « Nous sommes contraints de traiter les événements uniquement à partir de sources officielles, ce qui est relativement inutile, et donc nous écrivons très peu. »[37] Le contrôle ne s'exerçait pas seulement sur les sujets directement liés à la guerre et à la politique. La rédaction du

[33] Amzin, Alexandre. « Vojna (La guerre) ». *Chaîne Telegram «My i Žo / media i žurnalistika» (M et J / Médias et Journalisme)*, 28 février 2022, https://t.me/themedia/5107.
[34] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.
[35] Ibid.
[36] Ibid.
[37] Ibid.

magazine Forbes a reçu plusieurs appels de l'administration présidentielle exigeant de ne pas écrire sur les conséquences des sanctions économiques, comme par exemple les fluctuations du taux de change du rouble. Dans les rédactions des plus grands portails d'information russes — *Lenta.ru* et *Gazeta.ru* ses représentants ont envoyé des instructions strictes : ne pas écrire sur le taux de change du rouble, en particulier sur un éventuel effondrement ; ne pas publier d'articles susceptibles d'inciter les lecteurs à retirer leur argent des institutions financières visées par les sanctions. Il était également interdit d'écrire sur les « incidents négatifs impliquant des réfugiés », les « informations sur la hausse des prix des produits alimentaires », les « restrictions sur les retraits d'argent » et même sur la « soumission de la Russie à la Chine »[38].

La censure des entreprises technologiques occidentales

Les médias indépendants ont été confrontés à la censure non seulement de la part de l'État. Après le début de la guerre, les entreprises technologiques occidentales ont bloqué les médias pro-Kremlin sur les principales plateformes sociales et restreint tout contenu lié à la guerre produit par des utilisateurs russes, y compris les comptes de médias russes en exil[39]. En outre, ces entreprises ont désactivé certains de leurs services, mettant en péril le fonctionnement des rédactions, leur lien avec leur audience ainsi que leur autonomie financière (par exemple, *Google* a suspendu les paiements pour les vues sur *YouTube*). Dans le même temps, le mécanisme de signalement des contenus est resté actif, ce dont les autorités russes se sont immédiatement saisies.

Ilya Yablokov et Vasily Gatov citent dans leur étude le rédacteur en chef d'un site d'information indépendant : « Le Kremlin a envoyé des trolls pour nous bloquer sur *Facebook* et *Google.* Nos publicités sont devenues invisibles. Nous sommes en ligne, mais personne ne nous voit. Nous avons publié une enquête sur un génocide en Ukraine, et si nous avions eu des publicités, elle aurait été vue par des millions de personnes sur *YouTube,* mais *Google* a écouté les plaintes des trolls du Kremlin. »[40]

[38] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.
[39] Antoniuk, Daryna. « Designed for peacetime, not war:' How Ukraine is forcing companies to rethink content moderation ». *The Record*, 13 avril 2022, https://therecord.media/how-ukraine-is-forcing-companies-to-rethink-content-moderation.
[40] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.

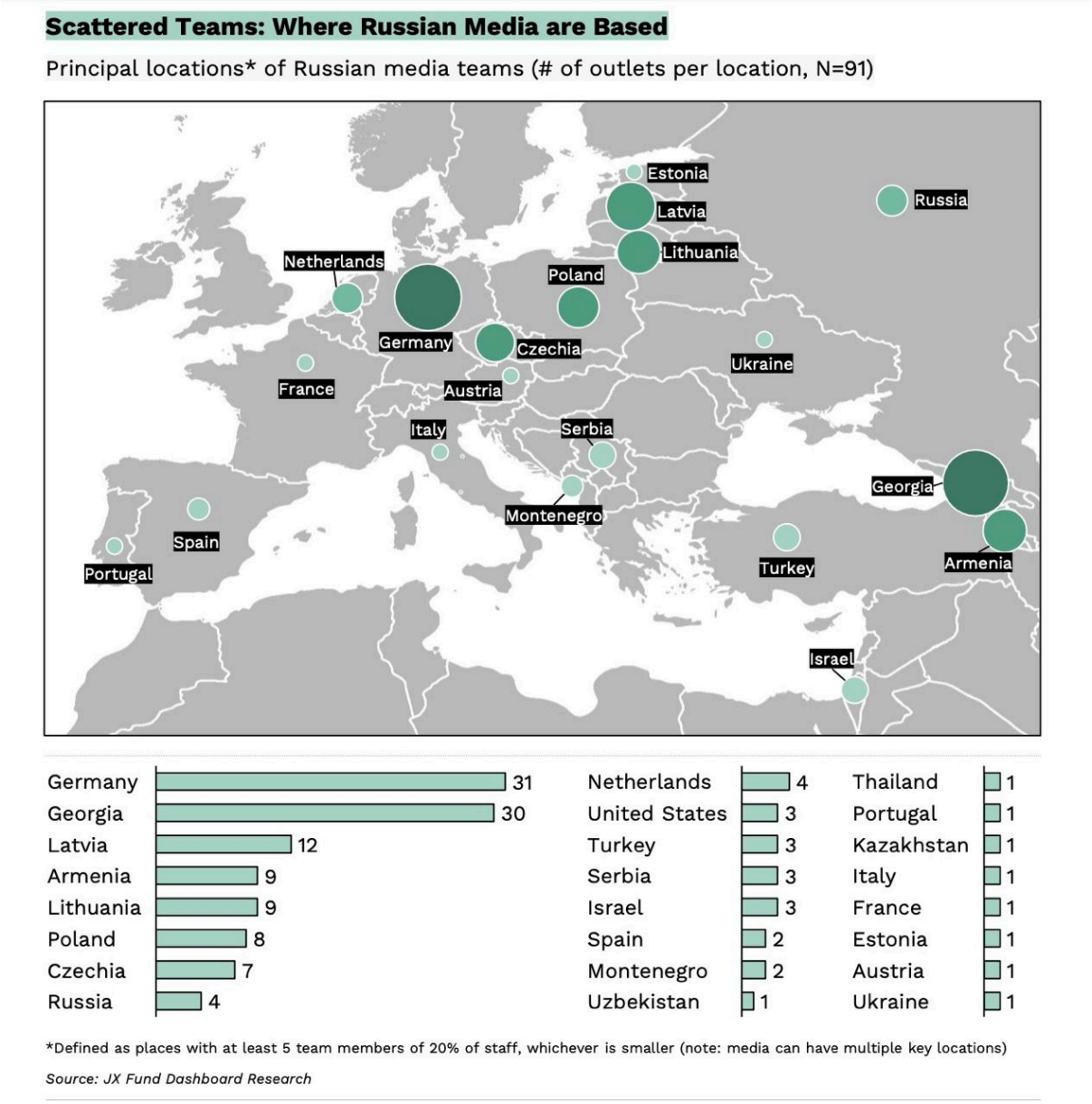
Le départ des médias d'opposition

Avant même l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, la censure, les menaces et le durcissement de la législation avaient poussé plusieurs organisations médiatiques indépendantes russes à s'exiler. *The Insider* a été la première à transférer son siège à Riga en 2013. *Meduza* a suivi en 2014. Enfin, à la suite d'une pression croissante des autorités, deux principaux médias d'investigation — *IStories* et *Proekt* — ont enregistré leurs structures en Lettonie et aux États-Unis à la fin des années 2010.

Après février 2022, d'autres journalistes ont commencé à quitter la Russie. Des rédactions étrangères comme la *BBC, Radio Free Europe/Radio Liberty, Washington Post, Financial Times, Sky News* ont exfiltré leurs journalistes. D'autres rédactions ont également rapidement trouvé des solutions pour faire partir leurs équipes.

Début 2022, les journalistes d'opposition ont reçu une invitation à s'installer à Riga de la part du ministre letton des Affaires étrangères. Des visas humanitaires leur ont été accordés, bien que la Lettonie n'octroie normalement pas de visas aux citoyens russes. Les rédactions russes et biélorusses de *Radio Free Europe/Radio Liberty* ont créé un « grand centre d'information » à Riga et à Vilnius. Plusieurs ONG et associations allemandes soutiennent également les médias russes en exil, en les aidant à obtenir des documents, en mettant à disposition des espaces de coworking ou de production de contenu, etc.

Lorsque les rédactions ne relocalisaient pas leurs journalistes dans un pays précis avec visa et aide logistique, ceux-ci partaient littéralement où ils le pouvaient. Dans la majorité des cas, il s'agissait de pays n'imposant pas de visa aux citoyens russes : Kazakhstan, Kirghizistan, Arménie, Turquie, Serbie. De nombreuses rédactions ont été divisées par les frontières et les distances, et le travail s'effectuait exclusivement en ligne, parfois à travers plusieurs fuseaux horaires. En exil, plusieurs nouveaux médias sont apparus, rassemblant des journalistes ayant quitté la Russie et devenant rapidement visibles (par exemple, *Verstka* et *Cherta*).



Situation en avril 2025

Entre les médias russes en exil et leur audience se dresse la censure[41]. L'accès au contenu provenant de l'Occident est limité — *Facebook, Instagram, YouTube* sont bloqués. Au printemps 2025, des informations ont commencé à circuler selon lesquelles *Telegram* aurait commencé à supprimer des chaînes à la demande des autorités russes, tandis que le service de dons *Boosty* (l'un des rares moyens encore accessibles en Russie de rémunérer les créateurs de contenu) aurait bloqué au moins 26 comptes appartenant à des « agents de l'étranger ».

[41] « En Russie, l'information cadenassée par la censure systémique du Kremlin ». RSF, 1 septembre 2022, https://rsf.org/fr/en-russie-l-information-cadenass%C3%A9e-par-la-censure-syst%C3%A9mique-du-kremlin.

Il existe des moyens de contourner ces blocages, comme les VPN, mais ils ne sont pas accessibles à tous, et nécessitent une configuration et une actualisation constantes. En conséquence, les médias indépendants disparaissent progressivement de l'espace informationnel des citoyens ordinaires, ne subsistant que pour ceux qui leur sont véritablement fidèles. Conquérir un nouveau public depuis l'exil est extrêmement difficile. De plus, la consultation ou le visionnage de médias d'opposition est dangereux en Russie : même le simple fait de repartager des nouvelles sur les réseaux sociaux peut tomber sous le coup des nouvelles lois répressives, notamment celle sur la « discréditation des forces armées de la Fédération de Russie ».

1.2. Intimidation des sources et accès à l'information

L'une des fonctions essentielles du journalisme est la collecte d'informations. La pression exercée sur les sources et la limitation de l'accès à celles-ci constituent une forme de censure indirecte. Cette problématique est particulièrement aiguë pour les journalistes en exil, dont l'accès aux sources est déjà difficile.

Des chercheurs soulignent que dans les régimes autoritaires, les individus sont menacés et punis pour avoir communiqué avec des journalistes ayant quitté le pays. Par exemple, des journalistes tibétains racontent : « Certaines de mes sources ont été poursuivies et condamnées à 13 ans, 15 ans, 16 ans, 7 ans, 8 ans, 3 ans… beaucoup d'entre elles ont été emprisonnées. » D'après les témoignages des personnes arrêtées, la police leur a présenté, au moment de leur détention, des enregistrements ou des transcriptions de leurs conversations téléphoniques comme preuve de leur « collusion avec des étrangers » : « Chaque fois que j'ai été arrêté, on m'a accusé de séparatisme et de divulgation de secrets à l'extérieur »[42].

Des sanctions pour collaboration avec des étrangers existent aussi en Russie. En juillet 2022, l'article 275.1 du Code pénal a été introduit : il prévoit une peine de trois à huit ans de prison pour avoir établi un contact avec des ressortissants étrangers ou des organisations étrangères menant des activités « manifestement dirigées contre la sécurité de la Fédération de Russie ». Les juristes estiment que ce texte pourrait également s'appliquer à la communication avec des médias étrangers ou d'opposition[43].

---

[42] Crete-Nishihata, Masashi, et Lokman Tsui. « "The Truth of What's Happening" How Tibetan Exile Media Develop and Maintain Journalistic Authority ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, 2023, p. 295‑312.

[43] « "Nedogosizmena". Kak v Rossii sažaût za kontakty s inostrancami (La quasi-haute trahison : qui est emprisonné en Russie pour des contacts avec des étrangers) ». *Sever Real*, 22 juin 2024, https://www.severreal.org/a/nedogosizmena-kak-v-rossii-sazhayut-za-kontakty-s-inostrantsami/33041192.html.

Par ailleurs, les poursuites administratives pour collaboration avec des médias indépendants qualifiés « d'indésirables » en Russie se multiplient. Selon les données du Centre pour la protection des droits des médias, au moins 79 décisions de ce type ont été rendues en 2024[44]. Les journalistes de *Meduza* en ont été les principales cibles, ainsi que des experts ou des lecteurs du média.

1.3. Discréditation des journalistes

Outre les interdictions directes et les menaces, l'État utilise aussi des formes de pression indirecte sur les journalistes d'opposition — notamment la discréditation. Les autorités accusent publiquement les journalistes de partialité ou de diffuser de fausses informations, dans le but de nuire à leur réputation et à la confiance du public[45]. Elles produisent et diffusent de fausses informations, y compris des photographies truquées et des histoires fabriquées[46]. Elles criminalisent le travail journalistique, en accusant les journalistes de propager du contenu interdit, d'incitation ou de trahison.

Par exemple, en 2018, un tribunal turc a condamné par contumace l'ancien rédacteur en chef du journal *Cumhuriyet*, Can Dündar, à plus de cinq ans de prison pour divulgation de secrets d'État. Exilé en Allemagne, Dündar a été condamné pour avoir publié des informations sur les livraisons présumées d'armes à des combattants syriens par les services secrets turcs[47].

En 2020, un tribunal iranien a condamné par contumace la journaliste Masih Alinejad à dix ans de prison pour « propagande contre le système ». Résidant aux États-Unis, Alinejad est connue pour ses critiques du régime iranien et son activisme sur les réseaux sociaux. Un membre de sa famille vivant en Iran a également été arrêté[48].

---

[44] « Svoboda slova — 2024 (Liberté d'expression — 2024) ». *Centre de protection des droits des médias*, 22 janvier 2025, https://mmdc.ru/blog/2025/01/22/svoboda-slova-2024/.
[45] Müller, Jan-Werner. « Is 'the Media' Really Under Attack? » *Foreign Policy*, 3 mai 2024, https://foreignpolicy.com/2024/05/03/media-attacks-world-press-freedom-authoritarianism-journalists/?utm_source=chatgpt.com.
[46] « Journalists and the Threat of Disinformation ». *PEN America*, 14 avril 2022.
[47] « Turquie : le journaliste d'opposition en exil Can Dündar condamné à 27 ans de prison ». *France 24*, 23 décembre 2020, https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20201223-turquie-le-journaliste-d-opposition-en-exil-can-d%C3%BCndar-condamn%C3%A9-%C3%A0-27-ans-de-prison.
[48] « Iran : des proches de journalistes condamnés à des peines de prison pour avoir défendu fils ou soeur ». *Reporters sans frontières*, 22 juillet 2020, https://rsf.org/fr/iran-des-proches-de-journalistes-condamn%C3%A9s-%C3%A0-des-peines-de-prison-pour-avoir-d%C3%A9fendu-fils-ou-soeur.

Les autorités chinoises utilisent des sites d'information et des comptes de réseaux sociaux fictifs pour discréditer les journalistes et médias indépendants en exil. Par exemple, elles ont créé de faux profils de prétendus journalistes indépendants afin de publier des contenus de propagande justifiant les politiques chinoises au Xinjiang[49].

Les autorités érythréennes diffusent de la propagande présentant les dissidents comme des conspirateurs contre le gouvernement, des traîtres ou des agents de l'Occident. Cette stratégie vise à justifier la répression et à discréditer les critiques du régime, y compris les journalistes en exil[50].

Les journalistes russes sont de plus en plus souvent poursuivis au pénal. Le rapport du Centre pour la protection des droits des médias signale 45 journalistes condamnés en 2024, contre 23 en 2023[51]. Les chefs d'accusation les plus fréquents en 2024 sont : « non-respect des obligations d'agent de l'étranger », « diffusion de fausses informations sur l'armée », « participation à une communauté extrémiste » et « apologie du terrorisme ». Les autorités russes ont également ouvert au moins 12 enquêtes pénales contre des journalistes étrangers qui couvraient les combats dans la région de Koursk, les accusant d'avoir franchi illégalement la frontière de la Fédération de Russie.

Il existe des preuves que les directions éditoriales de médias encore actifs en Russie recommandent à leurs employés d'éviter de citer les sources qualifiées d'«agents de l'étranger »[52].

Dès 2013, la Russie a vu émerger l'*Agence de recherche sur Internet,* plus connue sous le nom de « fabrique à trolls ». Cette structure utilisait de faux comptes sur les réseaux sociaux, les forums et les médias en ligne pour diffuser des opinions pro-Kremlin et discréditer l'opposition[53]. Son financement provenait d'entreprises liées à l'homme d'affaires russe Evgueni Prigojine. L'agence ne ciblait pas seulement l'audience russe : en 2018, le procureur

---

[49] Guibert, Nathalie. « Controverse autour d'un article de propagande de la télévision d'Etat chinoise sur les Ouïgours ». *Le Monde*, 31 mars 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/31/quand-la-television-chinoise-cgtn-invente-une-journaliste-francaise_6075155_3210.html.

[50] Martínez, Aurora. « Qui raconte les récits de l'Érythrée ? » *Réseau international des journalistes*, 13 juin 2024, https://ijnet.org/fr/story/qui-raconte-les-r%C3%A9cits-de-l%E2%80%99%C3%A9rythr%C3%A9e.

[51] « Svoboda slova — 2024 (Liberté d'expression — 2024) ». *Centre de protection des droits des médias*, 22 janvier 2025, https://mmdc.ru/blog/2025/01/22/svoboda-slova-2024/.

[52] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.

[53] « Agency ». *New York Times*, 7 juin 2015, https://www.nytimes.com/2015/06/07/magazine/the-agency-russian.html.

spécial américain Robert Mueller l'a accusée d'avoir interféré dans les élections présidentielles américaines de 2016.

L'*Agence de recherche sur Internet* utilisait de faux comptes pour attaquer les médias et journalistes d'opposition, en laissant des commentaires diffamatoires et en diffusant de fausses informations. Ses employés créaient aussi des mèmes et des vidéos provocateurs visant à saper la confiance envers les médias indépendants et leurs représentants. Par exemple, une de ses unités produisait des mèmes associant les visages de journalistes ou d'opposants politiques à des scènes pornographiques[54].

Avec le développement des technologies, l'usage de faux comptes s'est accru : il n'est désormais plus nécessaire de mobiliser une armée d'individus pour écrire des commentaires pro-gouvernementaux — cette tâche est de plus en plus assurée par l'intelligence artificielle. Selon les calculs du média *Verstka*, en 2024, les bots pro-gouvernementaux ont publié sur *VKontakte* le plus grand nombre de commentaires depuis quatre ans[55]. Ces bots soutiennent massivement certaines opinions, créant l'illusion d'un consensus et supprimant les opinions divergentes. Cela influence la perception de l'information par les utilisateurs réels et peut conduire à l'autocensure parmi les journalistes. Les comptes automatisés laissent de nombreux commentaires négatifs sous les articles ou publications des journalistes, créant une apparence de condamnation publique et diminuant l'autorité des contenus publiés.

1.4. Conclusion

L'analyse des pratiques de censure et de pression exercées sur les journalistes en Russie montre que, malgré certaines spécificités nationales, ces mécanismes s'inscrivent dans une boîte à outils autoritaire globale. Censure directe, pression sur les sources, discréditation des médias indépendants — toutes ces stratégies sont également utilisées dans d'autres régimes répressifs, de la Turquie à l'Iran, en passant par la Chine et l'Érythrée.

Comme la Turquie et l'Égypte, la Russie a recours à la répression judiciaire et aux lois sur les « fausses informations » ou « l'extrémisme » pour légitimer la répression. À l'instar de la Chine, elle utilise des technologies de falsification de l'information et des usines à trolls pour manipuler l'opinion publique et miner la confiance dans le journalisme indépendant. Comme

[54] Volchek, Dmitry. « Наша норма – 120 комментов в день". Жизнь кремлевского тролля ». *Radio Svoboda*, 24 janvier 2021, https://www.svoboda.org/a/31065181.html.
[55] Britskaya, Tatiana. « Botovselennaâ (Univers des bots) ». *Novaïa Gazeta*, 29 mars 2025, https://novayagazeta.ru/articles/2025/03/29/botovselennaia.

en Iran, la pression ne s'arrête pas aux journalistes eux-mêmes, mais touche également leurs proches restés dans le pays.

Il convient de mentionner spécifiquement la loi sur les « agents étrangers », qui est devenue un instrument puissant d'isolement et de discrédit, visant à la fois des journalistes individuels et des rédactions entières. Bien que des lois similaires existent dans d'autres pays — par exemple, aux États-Unis — nulle part ailleurs elles n'ont été appliquées avec une telle ampleur punitive et stigmatisante qu'en Russie. La version russe de cette loi se distingue par son caractère universel (elle s'applique à toute personne physique ou morale), l'absence de critères clairs, et la forte toxicité publique du statut, ce qui en fait un outil particulièrement efficace pour réprimer les voix critiques et instaurer un climat de peur et d'autocensure. La loi russe sur les agents étrangers commence à être copiée par d'autres États cherchant à légitimer leur contrôle sur les médias indépendants et la société civile.

La situation russe présente aussi certaines spécificités. Premièrement, elle se distingue par son ampleur : le pouvoir emploie simultanément diverses formes de pression — de la violence physique à la répression numérique — aussi bien contre les journalistes restés dans le pays que contre ceux qui sont en exil. Deuxièmement, ces dernières années, la numérisation de la censure est devenue particulièrement marquée : les mesures répressives sont désormais complétées par un contrôle algorithmique, une désinformation automatisée et une manipulation des réactions publiques par l'IA et les bots. Il devient de plus en plus difficile pour les journalistes indépendants de résister à cette armée numérique.

2. Contraintes financières

Le financement a toujours été une question sensible pour les journalistes, car il conditionne directement leur indépendance et leur objectivité. Ce sujet devient particulièrement douloureux en situation d'exil et lors de la couverture de conflits[56].

Dans les entretiens, les journalistes en exil de différents pays évoquent souvent le manque de financement comme leur principal problème : « Certains journalistes peuvent être instrumentalisés dans de telles conditions... [Quand] vous n'avez pas un bon salaire, et que quelqu'un vient vous dire " fais ça pour moi, écris-moi cet article, je te paierai "... certaines mauvaises habitudes peuvent tenter ces journalistes parce que la vie est chère »[57]. D'autres journalistes reconnaissent qu'ils ne peuvent pas travailler à la hauteur de leurs capacités, car ils sont obligés de gagner leur vie en parallèle[58]. Pour survivre, beaucoup doivent cumuler plusieurs emplois.

Les médias en exil comptent généralement sur des subventions américaines et européennes. Ainsi, des journalistes syriens ont « déclaré dépendre entièrement des dons annuels et du financement par subvention offerts par des organisations européennes qui soutiennent la démocratie et la liberté de la presse, telles que l'International Media Support, la Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) et Free Press Unlimited »[59]. Mais même le renouvellement à peu près régulier des subventions ne garantit pas l'absence de ce que l'on appelle la « fatigue des donateurs », ni que les bailleurs de fonds ne déplacent leur attention, si bien que ce modèle économique ne peut être considéré comme stable. En outre, cette dépendance vis-à-vis des donateurs remet en question l'impartialité des médias[60]. Pour lutter contre cette dépendance, les médias s'adressent à plusieurs bailleurs de fonds et essaient d'inscrire des garanties d'indépendance dans leurs contrats. Cependant, dans un contexte de forte concurrence pour les subventions, ces mesures ne suffisent guère à garantir pleinement l'indépendance éditoriale.

---

[56] Koehler, Christina, et Pablo B. Jost. « Revealing the Hybrid Patterns: Conflict Coverage as a Product of a Commercial and a Normative Media Logic ». *The International Journal of Press/Politics*, vol. 24, nº 2, 2019, p. 233‑53.
[57] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024, p. 17506352241268814.
[58] *Exile Journalism in Europe: Current Challenges and Support Programmes*. Körber-Stiftung, 2022, https://koerber-stiftung.de/site/assets/files/33513/exile_journalism_in_europe-1.pdf.
[59] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96.
[60] Ibid.

2.1. Les difficultés financières rencontrées par les médias russes en exil

Malgré la pression exercée par l'État russe avant le début de la guerre à grande échelle contre l'Ukraine, les médias indépendants avaient appris à survivre, et même à générer des revenus grâce à des projets commerciaux et à un lectorat fidèle soutenant leur activité par des dons. Toutefois, le départ des journalistes, le durcissement de la législation et les sanctions occidentales ayant isolé le système financier russe ont démantelé les modèles économiques traditionnels et forcé les médias russes en exil à dépendre largement de financements accordés par des fondations et des ONG[61].

Le modèle publicitaire a progressivement cessé de fonctionner : les plus grands annonceurs étrangers ont quitté le marché, tandis que les annonceurs russes craignaient de collaborer avec des médias déclarés illégaux. Par exemple, dès les premières semaines de la guerre, les revenus publicitaires de *The Bell* — média économique indépendant qui, selon son cofondateur Piotr Mironenko, était parvenu à l'autofinancement avant 2022[62] — ont chuté de 80 à 90 %. Le média *Mediazona* a perdu plus de 70 % des dons de ses lecteurs[63]. Les recettes issues du financement participatif se sont effondrées : les cartes bancaires russes sont bloquées pour les transferts à l'étranger, et beaucoup ont annulé leur abonnement afin d'éviter d'être accusés de soutenir des journalistes devenus hors-la-loi. En vertu de l'article 284.1 du Code pénal de la Fédération de Russie, le soutien financier à des organisations « indésirables » est passible de cinq ans de prison. En mars 2024, une loi a été adoptée interdisant la publicité sur les ressources affiliées aux « agents étrangers » ; désormais, tant les annonceurs que les agents étrangers encourent des amendes pour ce motif (et après deux amendes, les agents s'exposent à des poursuites pénales).

Il convient de mentionner séparément les médias dont les revenus dépendaient de la monétisation de contenus vidéo — dès mars 2022, *YouTube* a annulé toutes les formes de monétisation (publicité, parrainage, etc.) pour le segment russe de la plateforme, et bien que les partenariats sponsorisés aient persisté en 2022–2023, ils ont décliné avec la dégradation de la situation économique et la fuite des annonceurs.

---

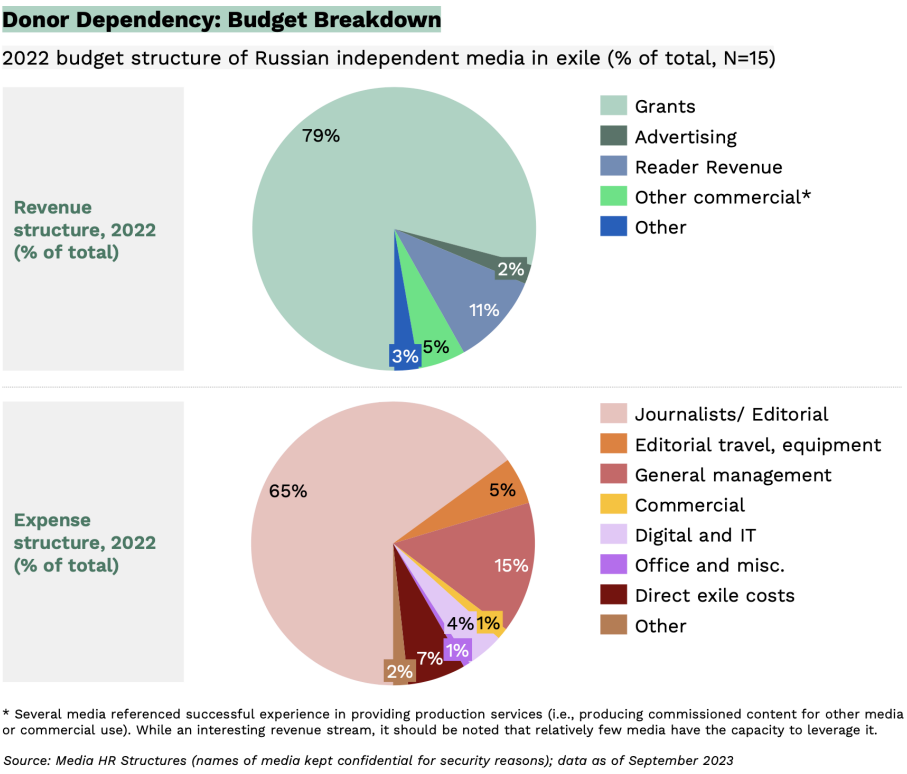
[61] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[62] D'après un entretien accordé à l'auteur de ce mémoire, le 13 mars 2024.
[63] D'après un entretien avec l'un des rédacteurs de « Mediazona », qui a souhaité rester anonyme, accordé à l'auteur de ce mémoire, en avril 2025.

En conséquence, entre 2022 et 2024, pratiquement le seul moyen de survie pour les médias russes en exil s'est avéré être le modèle à but non lucratif. La demande en subventions de bailleurs de fonds institutionnels a explosé. Selon les informations recueillies par le média *Proekt*, en 2022, le nombre de demandes de subvention émanant de journalistes a été multiplié par 2,5 à 3, et le montant total des subventions accordées a augmenté d'environ 40 à 50 %. Le nombre d'organisations impliquées dans ce processus est également passé de 5–7 à 7–10[64].

Toutes les organisations interrogées par *Proekt* ont constaté un changement dans la nature des demandes d'aide en 2022 — les principales concernaient les frais liés à la relocalisation et la constitution des dossiers administratifs. Dans plusieurs cas, les bénéficiaires ont sollicité une aide pour l'achat de matériel informatique, car l'ancien avait été saisi par les forces de l'ordre russes. Et dans un cas, un journaliste exilé a déposé une demande « littéralement pour acheter de la nourriture, car il n'avait plus de moyens de subsistance »[65].

Pour les grandes rédactions prospères, les subventions ont fini par couvrir environ 50 % de leur budget annuel. De plus, elles avaient encore des fonds disponibles sur leurs comptes, qu'elles ont pu transférer à l'étranger. Pour les petites rédactions, la dépendance aux subventions a atteint 85 % de leur budget, le reste étant constitué de dons de lecteurs[66]. Il est à noter que le budget moyen d'un média a augmenté d'environ 30 % après la relocation[67]. En 2022, *JX Fund* a recueilli des données pour son rapport sur les modes de financement de certains médias russes en exil.

[64] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.
[65] Ibid.
[66] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[67] *Sustaining independence: Current state of Russian media in exile*. JX Fund, novembre 2023, https://jx-fund.org/wp-content/uploads/2023/12/Sustaining_Independence-Current_State_of_Russian_Media_in_Exile_2023.pdf?x98766.



Comme on le voit sur le graphique, dès 2022, les médias ont tenté de diversifier leurs sources de revenus. Beaucoup d'entre eux (par exemple, *Mediazona*, *Meduza*, *Holod*) ont activement utilisé le financement participatif, en expliquant à leur audience l'importance du journalisme indépendant et la transparence des dépenses[68]. En même temps, les rédactions limitent volontairement l'acceptation de paiements effectués depuis des cartes bancaires russes, afin de ne pas mettre leurs lecteurs en danger. Toutefois, en raison des sanctions et des blocages, ces méthodes restent souvent techniquement complexes pour le public russe, et certaines plateformes peuvent désactiver les collectes de fonds destinées aux médias indépendants[69].

Voici comment l'écrit Elizaveta Osetinskaya, l'une des fondatrices de *The Bell* : « Après que le gouvernement russe a complètement bloqué notre marché publicitaire, nous n'avons pas accepté de fermer, de réduire notre équipe de moitié ou de passer à un financement à 100 % par des subventions. Nous avons opéré un retournement complet et avons commencé à générer des revenus grâce à notre produit. Et j'en suis fière. Mais pour le bureaucrate moyen, nous posons problème. D'abord, il faut qu'il comprenne notre fonctionnement, et c'est déjà

[68] « Žizn′ posle smerti: kak nezavisimye media nahodât den′gi v èmigracii (La vie après la mort: comment les médias indépendants trouvent de l'argent dans l'émigration) ». *Discours*, 25 décembre 2024, https://discours.io/articles/social/media-in-exile.
[69] « Sankcii Zapada udarili po nezavisimoj žurnalistike Rossii (Les sanctions occidentales frappent le Journalisme indépendant de la Russie) ». *Holod*, 6 février 2025, https://holod.media/2025/02/06/sankczii-zapada-udarili-po-nezavisimoj-zhurnalistike-rossii/.

un immense casse-tête – il est plus simple de nous interdire que de se pencher sur nos “ type ”. Ensuite, même s’il y parvient, il ne sait toujours pas quoi faire de nous. Nous ne sommes ni des hackers, ni des blanchisseurs d’argent, ni des propagandistes, mais notre lieu de naissance reste suspect. Et si tout cela n’était qu’une couverture (n’a-t-on pas encore eu assez de scandales d’espionnage pour que cela paraisse louche) ? »[70]

Il convient de noter que les médias russes, même d’opposition, évoquent rarement leurs sources de financement. Par exemple, les représentants de *Meduza* ont toujours souligné qu’avant le début de la guerre à grande échelle, le média était devenu autosuffisant, mais ils ne parlaient pas du capital initial[71]. La seule situation dans laquelle les médias abordent ouvertement la question de l’argent est celle du financement participatif, mais même dans ce cas, la part exacte qu’il représente dans leurs revenus n’est pas toujours claire.

Néanmoins, le fait que les médias expérimentent différentes sources de revenus — telles que la vente de contenu, la publicité, les programmes d’affiliation, les dons et des projets éditoriaux financés via le financement participatif — est un signal encourageant. Les recherches sur le journalisme en exil montrent que structurer l’activité comme une entreprise et combiner une logique commerciale (*for-profit*) avec une logique non lucrative (*non-profit*) peut conduire à un modèle économique plus durable. Cependant, il est difficile pour les journalistes de concilier cette activité commerciale avec un modèle non lucratif orienté vers l’intérêt général. Ainsi, dans l’une des études, les répondants originaires du Caucase, de la Biélorussie, du Zimbabwe, de la Zambie, de l’Ouzbékistan et du Turkménistan, du Sri Lanka, de la Syrie et de l’Iran évoquaient des tentatives de générer des revenus à travers des services non liés à l’information, le développement d’activités de formation au journalisme ou la création de services fondés sur les données — mais toutes ces initiatives restaient encore à l’état d’idée[72].

Le fait que les journalistes russes aient immédiatement cherché à diversifier leur financement peut également s’expliquer par leur sentiment d’insécurité face à la nécessité de solliciter des subventions.

---

[70] Osetinskaya, Elizaveta. *Facebook post*. 10 septembre 2024, https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=10234211744784367&id=1512104653&mibextid=WC7FNe&rdid=obUNDiIVwyBsF1Mc.

[71] « Žizn′ posle smerti: kak nezavisimye media nahodât den′gi v èmigracii (La vie après la mort: comment les médias indépendants trouvent de l’argent dans l’émigration) ». *Discours*, 25 décembre 2024, https://discours.io/articles/social/media-in-exile.

[72] Cook, Clare E. « Fragile Finance: The Revenue Models of Oppositional News Outlets in Repressive Regimes ». *International Communication Gazette*, vol. 78, nº 6, 2016, p. 514‑35.

En 2022, la plupart des médias russes d'opposition se sont pour la première fois confrontés à la manière dont fonctionnent les demandes de subvention, aux conditions qui peuvent accompagner le versement des fonds, ainsi qu'à la durée du processus : « Nous soumettons sans arrêt des demandes de financement, mais cela prend beaucoup de temps, ou bien nous ne savons tout simplement pas les rédiger [correctement]… Certains bailleurs de fonds nous disent que nous n'avons pas besoin de financement immédiat ; d'autres nous suggèrent de nous concentrer sur l'actualité " dure " [plutôt que sur des émissions de société ou de culture] », explique une journaliste dans un entretien accordé à Ilya Yablokov et Vasily Gatov[73].

Le financement par subventions est souvent lié à des programmes spécifiques. Cela signifie que les rédactions s'engagent à publier des contenus sur un thème donné. Pour les grands médias, qui disposent d'équipes nombreuses, cela peut être gérable, mais pour les petites équipes, cette contrainte peut poser problème. Elles se trouvent alors face à un dilemme : rester sans financement mais préserver leur travail rédactionnel et leur calendrier de publication, ou s'adapter aux conditions des bailleurs. Certains ont tenté de combiner les deux options — étirer les ressources éditoriales pour remplir les obligations tout en couvrant les dépenses courantes avec ces mêmes subventions. Cette course à l'attention du public principal et la tentative d'utiliser les fonds de projet pour des besoins opérationnels ont conduit certains journalistes russes à un véritable épuisement professionnel[74].

Les bailleurs ne se contentent pas de fixer les thématiques des articles, ils exigent également des rapports. Ceux-ci incluent souvent des statistiques de fréquentation du site, les réactions sur les réseaux sociaux, etc. Cela pousse les journalistes à choisir des sujets susceptibles de susciter une réaction plus large du public. Ce qui ne peut que affecter le respect des normes professionnelles et éthiques.

« Tu ne peux pas écrire sur les prisonniers politiques, parce que si tu le fais, tu obtiens 500 vues. Il faut écrire sur les révoltes des mobilisés », raconte le rédacteur en chef d'un média de défense des droits humains dans une interview accordée à Ilya Yablokov et Vasily Gatov[75].

[73] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[74] Ibid.
[75] Ibid.

2.2. Crises de financement

La sécurité financière des médias russes en exil a été profondément affectée par deux événements majeurs : l'un lié aux spécificités de la communauté d'opposition russe, et l'autre à l'agenda international.

2.2.1. « Nevzlingate »

Le système occidental de subventions s'est avéré trop complexe pour de nombreux journalistes, les fonds étant nécessaires bien plus rapidement que ce que la bureaucratie européenne et américaine pouvait fournir. Il n'est donc pas surprenant que certains journalistes se soient tournés vers des oligarques en disgrâce, ayant quitté la Russie mais continuant néanmoins à financer certains projets d'opposition. Les figures les plus connues ayant ouvertement soutenu financièrement des projets anti-Poutine sont Mikhaïl Khodorkovski et son ancien partenaire Leonid Nevzline.

En septembre 2024, un scandale a éclaté : la Fondation de lutte contre la corruption (FBK) a publié une enquête accusant Leonid Nevzline d'avoir organisé une attaque contre des collègues d'Alexeï Navalny en 2023.

Le « Nevzlingate » a non seulement exacerbé les conflits au sein de l'opposition russe, mais il a aussi montré comment ces tensions affectent les médias en exil. Certains journalistes se sont retrouvés impliqués dans les règlements de comptes consécutifs à la fracture de l'opposition après le « Nevzlingate ». D'autres ont au contraire adopté une position neutre ou attentiste. Cela s'est souvent traduit par une absence de publications sur le sujet, car le « Nevzlingate » représentait un risque important en termes de réputation pour ceux qui étaient liés, d'une manière ou d'une autre, non seulement aux structures de Nevzline, mais aussi à celles de Khodorkovski[76]. Le scandale a mis en lumière des problèmes systémiques dans le fonctionnement des médias indépendants en exil, notamment le manque de transparence financière et, comme dans les années 1990 et 2000, les pressions exercées par les bailleurs de fonds ainsi que l'autocensure.

[76] M. Turchenko, et M. Zavadskaya. « The Russian Opposition in the Eyes of Russians in Russia and Abroad: Mikhail Khodorkovsky ». *Riddle*, 3 février 2025 https://ridl.io/the-russian-opposition-in-the-eyes-of-russians-in-russia-and-abroad-mikhail-khodorkovsky/.

2.2.2. La fin de l'USAID

En janvier 2025, jusqu'à 90 organisations russes, ONG et médias ont perdu leur financement américain à la suite de la décision de l'administration de Donald Trump de geler l'aide étrangère[77]. L'ampleur exacte de cette perte reste inconnue. D'une part, parce que les médias ne sont pas toujours directement financés par les États-Unis, mais via une chaîne de donateurs dont le dernier maillon est lié à l'USAID. D'autre part, parce que les médias préfèrent ne pas s'étendre sur leur dépendance vis-à-vis des États-Unis : exposer ouvertement le fait qu'ils sont financés par des gouvernements occidentaux peut aliéner leur audience. Néanmoins, certains médias abordent cette question plus ouvertement. Le projet *Mediazona* a même publié un appel à l'aide sous le titre : « Sauvez *Mediazona*. Nous ne survivrons pas sans vous ! »[78]

The New York Times a rapporté que *Meduza*, l'un des médias russes en exil les plus résilients, avait perdu 15 % de son budget annuel[79]. Et même si cela ne semble pas une somme énorme, cela peut en réalité entraîner une vague de licenciements. Ce qui implique non seulement une perte de revenus, mais aussi une menace sur le séjour des journalistes en Europe. « Beaucoup d'employés de *Meduza* sont des ressortissants russes ayant un permis de résidence dans l'UE lié à leur emploi, ce qui signifie que ceux qui seront licenciés devront trouver un moyen de renouveler leur statut légal, par exemple via un visa humanitaire ou un visa de travail indépendant. »[80]

La Fédération européenne des journalistes a appelé les bailleurs de fonds européens potentiels à intervenir pour combler le vide laissé par l'arrêt du financement américain[81], mais il est peu probable que ces fonds arrivent rapidement. En attendant, les journalistes ne pensent pas

[77] « "Vse obrušilos′ razom". Desâtki rossijskih NKO i SMI ostalis′ bez finansirovaniâ posle «zamorozki» pomoŝi SŠA ("Tout s'est effondré à la fois." Des dizaines d'ONG et de médias russes sans financement après le «gel» de l'aide américaine) ». *The Moscow Times*, 30 janvier 2025, https://www.moscowtimes.ru/2025/01/30/vse-obrushilos-razom-desyatki-rossiiskih-nko-ismi-ostalis-bez-deneg-posle-zamorozki-pomoschi-trampa-a153803.

[78] « Spasite "Mediazonu". Nam bez vas ne vyžit′! (Sauvez Mediazona. Nous ne pouvons pas survivre sans vous!) ». *Mediazona*, https://donate.zona.media/.

[79] Bensinger, Ken, et Mullin, Benjamin. « Federal Funding Crackdown Imperils Global Newsrooms ». *The New York Times*, 26 février 2025, https://www.nytimes.com/2025/02/26/business/media/usaid-funding-cuts-journalism.html.

[80] « Samkelo depended on USAID-backed drugs to stay alive ». *The Financial Times*, 26 février 2025, https://www.ft.com/content/533bc63c-f374-4ea0-a46a-5af76bff849b.

[81] Musaddique, Shafi. « Europe's largest journalist membership organisation has urged donors to mobilise and fill funding gaps that endanger the future of independent media, following the US Agency for International Development's (USAID) funds freeze ». *Alliance Magazine*, 2 mai 2025, https://www.alliancemagazine.org/blog/european-donors-urged-to-mobilise-as-us-aid-freeze-jeopardises-independent-media/.

seulement à leur survie, mais aussi au fait qu'une des conséquences de la lutte pour le financement pourrait être une concurrence accrue entre eux[82].

2.3. Conclusion

La situation financière des médias indépendants russes en exil s'est révélée extrêmement vulnérable, en raison à la fois de facteurs géopolitiques et de la spécificité du système répressif russe. La perte de revenus issus de la publicité, du financement participatif et de la monétisation des contenus, sur fond de sanctions, de restrictions juridiques et de menaces pour soutien à des « organisations indésirables », a pratiquement détruit les anciens modèles économiques. Une dépendance forcée vis-à-vis des bailleurs de fonds étrangers a placé les journalistes dans une situation de compétition permanente pour les subventions, ce qui affecte tant la ligne éditoriale que l'état psychologique des membres des rédactions. Beaucoup ont souffert de burn-out, de l'obligation d'écrire en fonction des exigences des bailleurs et même de devoir choisir entre l'éthique et la « cliquabilité ».

Des problèmes similaires sont rencontrés par d'autres médias en exil. Cependant, la situation russe présente des particularités importantes.

Premièrement, l'ampleur des sanctions occidentales imposées au système financier russe et les interdictions légales de transferts à destination des journalistes russes ont créé un obstacle unique, y compris pour les dons privés. Une situation similaire se retrouve en Iran, où les transferts bancaires sont également restreints, et où la collaboration avec des organisations étrangères peut entraîner des poursuites pénales. En Russie, cela s'ajoute à une propagande agressive qui stigmatise les « agents étrangers » et crée une forme d'isolement social tant pour les médias que pour leur public.

Deuxièmement, les particularités de l'environnement oppositionnel russe et les scandales autour de ses sources de financement montrent l'absence d'un modèle stable et transparent de soutien financier aux médias indépendants. L'arrêt du soutien de l'USAID a une fois de plus souligné à quel point la position des médias en exil peut être précaire.

[82] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.

3. Questions de sécurité

La sécurité constitue un autre enjeu majeur auquel sont confrontés les journalistes en exil. Ces derniers sont victimes de menaces physiques, de pressions et de persécutions visant leurs proches restés dans leur pays d'origine. Ils font l'objet de surveillances, leurs ordinateurs et téléphones sont piratés. Chaque année, les attaques numériques contre les journalistes deviennent plus graves et plus diversifiées. Nous avons déjà abordé ce sujet en décrivant les mécanismes de contrôle auxquels recourent les régimes répressifs pour réduire les journalistes au silence : la désinformation, lorsque le contenu journalistique publié sur les réseaux sociaux est noyé dans un flot de fausses informations et de contenus pro-gouvernementaux ; ou encore le déplacement de l'attention vers la propagande, à cause de l'utilisation de bots.

Dans son rapport de 2018 consacré au harcèlement en ligne des journalistes dans différents pays, *Reporters sans frontières (RSF),* s'appuyant sur des exemples en Chine, Inde, Turquie, Vietnam, Iran et Algérie, identifie un troisième type d'attaque numérique : l'intimidation. Les journalistes sont alors la cible d'attaques personnelles, d'insultes et de menaces, dans le but de les discréditer et de les réduire au silence. Les femmes sont les plus touchées par ce type de violence[83].

De telles attaques peuvent se produire dans des pays bénéficiant d'un score élevé dans le World Press Freedom Index, mais dans les États autoritaires, elles deviennent un outil essentiel dans la lutte contre l'opposition. En 2020, *RSF* a publié la liste des 20 pires prédateurs numériques de la liberté de la presse — des entreprises et agences gouvernementales utilisant les technologies numériques pour espionner et harceler les journalistes, mettant ainsi en péril notre accès à l'information. Parmi les méthodes utilisées par les unités cybernétiques des pays autoritaires figuraient : signaler de prétendus abus sur les plateformes internationales afin de faire supprimer des publications ou de faire fermer des comptes ; surveiller les réseaux sociaux ; utiliser des logiciels espions exploitant des failles pour s'installer sur les smartphones ciblés et leur envoyer des fichiers infectés qui s'ouvrent automatiquement ; des logiciels capables d'extraire des fichiers, d'intercepter des e-mails ou des messages instantanés, et d'activer la caméra ou le micro de l'appareil visé[84].

---

[83] *Harcèlement en ligne des journalistes : quand les trolls lancent l'assaut*. RSF, 25 juillet 2018.
[84] RSF dévoile la liste 20/2020 des Prédateurs numériques de la liberté de la presse ». *RSF*, 3 octobre 2020, https://rsf.org/fr/rsf-d%C3%A9voile-la-liste-202020-des-pr%C3%A9dateurs-num%C3%A9riques-de-la-libert%C3%A9-de-la-presse.

Il convient également de mentionner que certains journalistes exilés ne se sentent pas en sécurité non seulement à cause des menaces émanant des gouvernements de leur pays d'origine, mais aussi de celles provenant des pays d'accueil. Ces menaces peuvent d'ailleurs être implicites. Par exemple, des journalistes syriens réfugiés en Turquie – pays qui joue un rôle actif dans le conflit syrien – ressentent une pression exercée par les autorités : « Les journalistes syriens sont confrontés à diverses restrictions juridiques en Turquie, car il est devenu plus difficile d'obtenir des accréditations pour exercer leur métier ou de créer des organisations médiatiques. »[85]

3.1. Problèmes de sécurité des journalistes russes en exil

Le premier et le plus évident de ces problèmes est celui des menaces directes. Il s'agit d'amendes administratives, suivies par des poursuites pénales engagées contre les journalistes pour non-respect des nouvelles lois. Ces menaces concernent à la fois les journalistes restés en Russie et ceux qui l'ont quittée. Sont particulièrement exposés ceux qui collaborent avec des organisations reconnues comme « agents étrangers » ou « indésirables », ainsi que ceux qui travaillent avec des médias étrangers. Ces menaces peuvent s'accompagner d'une surveillance, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Russie. Cette surveillance est difficile à documenter ou à prouver, mais plusieurs journalistes, dans des entretiens avec l'auteur de ce mémoire, ont affirmé avoir vu à plusieurs reprises les mêmes personnes – « ressemblant à des agents des services spéciaux » – assister à des événements publics impliquant des journalistes exilés, y compris dans des pays européens.

En outre, plusieurs tentatives d'empoisonnement de journalistes ont été enregistrées (au moins deux cas ont été publiquement évoqués : la journaliste d'investigation Elena Kostyuchenko a été empoisonnée à Munich ; Irina Babloyan, ancienne d'Écho de Moscou, à Tbilissi)[86].

Le deuxième problème concerne la surveillance en ligne et les cybermenaces. En juin 2024, le *Comité pour la protection des journalistes (CPJ)* a rapporté que les journalistes russes en exil faisaient face à un niveau élevé de surveillance et de menaces pour leur sécurité. Certains

[85] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, n° 16, décembre 2021, p. 2174‑96, https://doi.org/10.1080/1461670X.2021.1990110.

[86] « CPJ calls for investigation into alleged poisoning of exiled Russian journalists Elena Kostyuchenko and Irina Babloyan ». *CPJ*, 16 août 2023, https://cpj.org/2023/08/cpj-calls-for-investigation-into-alleged-poisoning-of-exiled-russian-journalists-elena-kostyuchenko-and-irina-babloyan/.

d'entre eux ont été victimes du logiciel espion Pegasus. Il est même possible que ce logiciel ait été installé non pas par les services russes, mais par des services européens[87].

Les relations entre les journalistes et les autorités des pays d'accueil posent également un problème de sécurité. Même en ayant quitté la juridiction de la Russie, beaucoup de journalistes se sentent toujours menacés.

Lorsque les rédactions n'organisaient pas elles-mêmes l'évacuation vers un pays déterminé en assurant les démarches de visa et l'aide au déménagement, les journalistes partaient littéralement là où ils le pouvaient : Kazakhstan, Kirghizistan, Arménie, Turquie, Serbie. Beaucoup de ces pays entretiennent des liens politiques étroits avec la Russie. Les risques d'être pris pour cible par les services de sécurité et d'être expulsés étaient donc élevés. Ainsi, en 2023, l'ancienne rédactrice en chef du média *DOXA,* Natacha Tychkevitch, placée sur la liste de recherche en Russie, a été arrêtée à son entrée en Serbie[88]. La rédaction du service russe de *Radio Svoboda,* basée à Prague, a fortement recommandé à ses employés de ne pas quitter le territoire de l'Union européenne en 2022[89]. Déjà en 2022, les autorités géorgiennes avaient interdit l'entrée sur leur territoire à plusieurs journalistes et militants russes de renom, sans en donner les raisons, parmi lesquels Mikhaïl Fishman (chaîne de télévision *Novaïa Gazeta*). Le lauréat du prix Nobel Dmitri Mouratov (*Novaïa Gazeta*) a lui aussi été retenu à la frontière, avant d'être finalement autorisé à entrer dans le pays, les autorités évoquant un « dysfonctionnement du système »[90]. Lors d'entretiens avec l'auteur de ce mémoire, au moins quatre journalistes ont déclaré avoir été empêchés d'entrer en Géorgie – certains y résidaient, ce qui signifie qu'ils n'ont littéralement pas pu rentrer chez eux ni retrouver leurs familles. Ils ont préféré ne pas divulguer cette information publiquement, espérant pouvoir y retourner un jour.

Ces épisodes ont poussé de nombreux journalistes à envisager un nouveau déménagement vers des lieux plus sûrs, d'autant plus que, avec l'arrivée de milliers de nouveaux immigrants

[87] « Investigation finds Russian journalist Galina Timchenko targeted by Pegasus spyware ». *CPJ*, 13 septembre 2023, https://cpj.org/2023/09/investigation-finds-russian-journalist-galina-timchenko-targeted-by-pegasus-spyware/.
[88] « De passage en Serbie, une journaliste russe en exil se fait traiter comme une criminelle ». *RSF*, 17 août 2023, https://rsf.org/fr/de-passage-en-serbie-une-journaliste-russe-en-exil-se-fait-traiter-comme-une-criminelle.
[89] D'après un entretien de l'auteur du mémoire avec l'un des journalistes du bureau praguois de *Radio Svoboda.*
[90] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.

russes, les pays du Caucase du Sud sont devenus des zones d'intérêt pour les services de renseignement surveillant l'opposition russe, y compris les médias indépendants[91].

Ainsi, beaucoup de journalistes ont dû déménager une seconde fois. Bien que la Serbie et le Kazakhstan soient les deux principaux pays d'accueil des émigrés russes, les médias privilégient les pays de l'UE, où la liberté de la presse est mieux garantie et où ils peuvent travailler dans une relative sécurité[92]. Les gouvernements des Pays-Bas, de la France et de l'Allemagne ont délivré des visas humanitaires et adopté des politiques relativement accueillantes envers les Russes. Cependant, le transfert depuis Tbilissi ou Erevan vers l'Union européenne s'est souvent avéré difficile, de nombreux journalistes ayant dû patienter pendant des mois, parfois sans passeport ni visa.

Il faut mentionner séparément les pays baltes. Ces pays ont été occupés par l'Union soviétique pendant près de cinquante ans, et une grande partie de la population y reste aujourd'hui encore d'origine ethniquement russe. Les gouvernements baltes redoutent la réceptivité de ce groupe à la propagande russe. Ainsi, l'ancien président estonien Toomas Hendrik Ilves s'est activement prononcé en faveur de la fermeture des frontières à tous les citoyens russes, invoquant entre autres « a deep skepticism about transforming Russians who come here into non-imperialist democrats »[93]. Néanmoins, en mars 2022, le ministre letton des Affaires étrangères Edgars Rinkēvičs écrivait sur Twitter : « As #Russia closes independent media and introduces complete censorship, I reiterate Latvia's readiness to host persecuted Russian journalists and help them in any way we can. »[94]

C'est ainsi que plusieurs médias russes se sont installés en Lettonie, notamment la chaîne de télévision d'opposition *Dojd (TV Rain)*. Elle a commencé à diffuser sur le réseau câblé letton en juillet et a rapidement accumulé avertissements et infractions. Les autorités lettones ont accusé la chaîne de ne pas avoir fourni de piste audio en letton, comme l'exige la loi ; d'avoir diffusé, lors d'une émission, une carte de la Russie incluant illégalement la Crimée annexée ; ainsi que de multiples utilisations par des journalistes de l'expression « notre armée » en parlant des forces armées russes. « Les rédacteurs de *Dojd* m'ont raconté que l'illustrateur

[91] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[92] *Rebuilding Russian media in exile: successes, challenges and the road ahead*. JX Fund, 2022.
[93] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.
[94] Ibid.

avait envoyé la carte trop tard pour qu'elle puisse être vérifiée, mais que l'usage de l'expression "notre armée" n'était pas une erreur : c'était une reconnaissance consciente de leur responsabilité. Toutefois, pour certains Lettons, cela a sonné comme une marque de loyauté », raconte la journaliste américaine Masha Gessen[95]. En décembre 2022, en direct, le présentateur de *Dojd,* Alexeï Korostylev, a invité toutes les personnes souhaitant témoigner sur la mobilisation en Russie à écrire à la chaîne ou à son bot Telegram : « Beaucoup des récits envoyés à notre adresse e-mail et à notre bot Telegram sont publiés. Et nous espérons qu'à travers cela, nous avons pu aider de nombreux militaires, ne serait-ce qu'en matière d'équipement ou de confort élémentaire sur le front », a déclaré le journaliste[96]. Le public et les autorités lettones ont interprété cette déclaration comme un soutien aux actions de l'armée russe en Ukraine. Des enquêtes ont été ouvertes, et le 6 décembre 2022, la licence de diffusion a été annulée. La chaîne *Dojd* a présenté de multiples excuses et a licencié le présentateur Alexeï Korostylev. Mais elle n'a pas pu récupérer sa licence et a déménagé à Amsterdam.

Après l'affaire de la chaîne *Dojd,* certains journalistes russes en exil ne se sentent plus en sécurité dans les pays baltes : « Nous avons accepté ce statut : nous sommes des nomades, et nous ne nous attachons pas à un seul endroit. […] Dans les pays baltes, la situation est instable en ce qui concerne les politiques de visa, et c'est compréhensible, car en cas de conflit ou de tensions près des frontières… ils annuleront nos visas, comme cela s'est déjà produit en Lettonie. Les gens [venus de Russie] ne peuvent plus y vivre ni y travailler, on leur retire leurs autorisations, etc. C'est pourquoi je pense que ce n'est pas mon arrêt final »[97].

De nombreux journalistes installés en Lettonie comprennent bien cette situation — les pays baltes sont trop proches de la Russie. Masha Gessen cite Denis Kamalyaguine, rédacteur en chef de *Pskovskaïa Gouberniïa* : « Est-ce que la Lettonie est censée se réjouir que nous

[95] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.

[96] « Vedušij Aleksej Korostelev skazal v prâmom èfire "Doždâ", čto telekanal "smog pomoč'" mnogim rossijskim voennym (Le présentateur Alexei korostelev a déclaré en direct à Dojd que la chaîne de télévision " pourrait aider " de nombreux militaires russes) ». *Meduza*, 2 décembre 2022, https://meduza.io/feature/2022/12/02/veduschiy-aleksey-korostelev-skazal-v-pryamom-efire-dozhdya-chto-telekanal-smog-pomoch-mnogim-rossiyskim-voennym.

[97] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.

venions ici en apportant avec nous la police secrète russe, celle-là même dont nous fuyons ? Et si elle commence à nous tuer ici ? »[98]

Néanmoins, malgré l'histoire complexe des relations entre les pays baltes et la Russie, les promesses de retirer le droit de travailler ou d'annuler les documents nécessaires à la régularisation du séjour[99] représentent sans aucun doute une menace pour la sécurité des journalistes en exil. Voici comment ils le décrivent : « L'impossibilité de rentrer chez soi, le fait de se retrouver dans un environnement étranger et d'être un étranger partout… ils n'ont pas besoin de toi là-bas ; ils n'ont pas besoin de toi ici. C'est vraiment, vraiment difficile. Même avec tous mes privilèges, avec un partenaire local, c'est très difficile. C'est du hardcore pur et dur (…) Est-ce qu'on te donnera un statut légal ou pas, est-ce qu'on prolongera ton titre de séjour ou pas ? Personne ne le sait. Et c'est tout simplement terrible »[100].

« Tu ne peux rien critiquer ici, parce qu'on peut à tout moment te déporter dans ton pays d'origine. Un jour, j'ai écrit sur Facebook que la crèche russophone de mon fils avait fermé, et que nous devions désormais l'envoyer dans une crèche lettone. Cela a provoqué une vague d'indignation. Il y a eu des manifestations à Prague pour demander mon licenciement. Ils criaient que j'étais un agent de Poutine et que je faisais la propagande du "monde russe". Mais j'avais simplement écrit qu'il était important pour moi que mes enfants connaissent aussi la langue russe. »[101]

3.2. Conclusion

À bien des égards, la situation sécuritaire des journalistes russes en exil présente des caractéristiques communes avec celle de journalistes ayant fui d'autres régimes autoritaires. Comme leurs confrères d'Iran, de Syrie, de Chine ou de Turquie, les journalistes russes sont confrontés à des menaces directes de la part de leur État

[98] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.

[99] Comme, par exemple, dans un tweet du ministre de la Défense de la Lettonie, Artis Pabriks : « Uzskatu, ka Dožģ ir jādodas strādāt uz Krieviju un uzturēšanās atļaujas ir jāatņem (Je crois que le Dozhg doit aller travailler en Russie et le permis de séjour doit lui être retiré) », X, 2 décember 2022, https://x.com/Pabriks/status/1598624894970994688.

[100] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.

[101] Entretien avec Liza, réalisé par l'auteur, le 6 mai 2025.

d'origine, à la surveillance, aux cyberattaques, à des pressions exercées sur leurs proches, ainsi qu'aux dangers posés par les services de renseignement, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. On observe notamment une forte prévalence des formes de persécution numérique : piratage d'appareils, logiciels espions, tentatives d'hameçonnage (phishing), campagnes de discrédit.

Cependant, un facteur important vient aggraver la situation des journalistes russes en exil. En effet, du fait de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et de la diffusion massive de la propagande russe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ces journalistes se retrouvent dans une position particulièrement vulnérable — non seulement en tant que réfugiés fuyant la répression, mais aussi en tant que ressortissants d'un pays perçu comme hostile. Cette vulnérabilité est particulièrement marquée dans les pays baltes, où le traumatisme historique lié à l'occupation soviétique et la crainte d'activités subversives émanant de la Russie nourrissent une politique migratoire et médiatique particulièrement stricte. Les journalistes eux-mêmes sont souvent conscients de cette fragilité des pays d'accueil et, dans certains cas, acceptent ces restrictions avec compréhension — cela n'efface cependant pas leur sentiment d'insécurité et de précarité de leur existence à l'étranger.

4. Difficultés de vérification

La vérification des actualités et des contenus à travers des processus éditoriaux hiérarchisés et une discussion permanente au sein des rédactions constitue un outil efficace utilisé par un journalisme professionnel et socialement responsable. En exil, les médias s'efforcent de reconstituer une hiérarchie et des processus éditoriaux afin de ne pas perdre la confiance de leur audience. Néanmoins, cela ne suffit pas, car la distance physique par rapport aux événements et l'accès limité aux sources officielles posent des défis importants pour la vérification de l'information. Des chercheurs soulignent ces problèmes dans des travaux consacrés aux journalistes en exil originaires du Burundi[102], de Syrie[103], d'Afghanistan[104],

[102] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024.
[103] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96.
[104] « How Afghan Exiled Journalists Make Sure Facts are Facts ». *JX Fund*, 15 août 2024, https://jx-fund.org/newsroom/news/fact-checking-from-exile/.

d'Érythrée, de Chine et d'Iran[105]. Il s'agit principalement d'un accès restreint aux sources d'information, dû à l'éloignement des journalistes des lieux des événements et à la crainte d'exposer les sources à un danger, ainsi que de la désinformation orchestrée par les autorités de ces pays pour saper la crédibilité des journalistes indépendants.

Dans le travail d'Elena Rodina et Olga Dovbysh, qui étudient la perte de lien des journalistes avec leur pays d'origine, il est fait mention des refus constants des experts en Russie, sollicités par les journalistes pour des commentaires. Pour les experts, communiquer avec des journalistes comporte des risques[106].

C'est ce que disent également les journalistes avec qui l'auteure de ce mémoire s'est entretenue : « Mon nom est banni en Russie, car je suis un agent étranger. J'ai tellement de fois entendue, ces derniers temps, que je serais un agent des Forces armées ukrainiennes. Même sur les sujets les plus anodins, les gens en Russie ne veulent plus parler, ils ont peur, car nous sommes interdits partout et bloqués. C'est terriblement difficile de travailler. Je passe beaucoup plus de temps qu'avant pour écrire un bon texte, car je n'ai ni les outils, ni la possibilité de vérifier l'information. Je suis stupéfaite que certains arrivent encore à produire de bons textes. C'est un véritable exploit. »[107]

Fait intéressant : le problème d'accès aux sources — et donc de leur vérification par recoupement — peut aussi être lié à la localisation initiale de la rédaction. Les entretiens menés par les chercheurs montrent que les médias originaires des provinces russes rencontrent moins de difficultés dans la recherche d'informations, grâce à un réseau de correspondants mieux développé que celui des rédactions basées à Moscou[108].

De plus en plus, les journalistes russes en exil ont recours à l'analyse de données et au data journalisme. Ils utilisent des sources ouvertes et des fuites d'informations pour mener des enquêtes ou comme base de leurs publications.

Cependant, de nombreux articles requièrent toujours des témoignages – de témoins oculaires, de proches des protagonistes, etc. Ces commentaires sont souvent recueillis par des

[105] Katz Marston, Celeste. « Forced to Flee: How Exiled Journalists Hold the Powerful to Account ». *Nieman Reports*, 20 mars 2023, https://niemanreports.org/exiled-media-press-freedom/.
[106] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[107] Entretien avec Liza, réalisé par l'auteur, le 6 mai 2025.
[108] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.

journalistes restés en Russie. Leurs articles sont publiés de manière anonyme ou sous pseudonyme.

« Les gens se referment de plus en plus, ils ont peur de parler aux journalistes. Il faut désormais cacher les noms des personnes mentionnées, des experts, chose que nous ne faisions jamais avant — nous sommes contre le journalisme anonyme, mais les temps sont ce qu'ils sont. »[109]

« Il y a de plus en plus d'expertise anonyme. Ce qui est, en soi, complètement fou. Mais en réalité, dans un tel contexte et à une telle époque, les gens doivent parfois nous croire sur parole. Là où il est question de dictature et de pression sur la presse, la question de la confiance devient centrale. »[110]

Parfois, le système de vérification à plusieurs niveaux connaît des défaillances, et la réputation du média se retrouve mise en danger.

En janvier 2025, un scandale éclate : plusieurs médias russes indépendants (notamment *Idel.Realii, Novaïa Gazeta Europa*, *Holod, IStories, Meduza* et *Ostorozhno Novosti*) soupçonnent une journaliste freelance, résidant en Russie et travaillant sous le pseudonyme d'Assia Nessoeva, d'avoir falsifié ses reportages. Les articles de cette journaliste avaient été à plusieurs reprises nommés pour le prix *Redkollegia,* et elle avait suivi une formation à l'école de journalisme indépendant *Iskra,* ce qui lui conférait un certain crédit. Le service de fact-checking du média *Holod* a vérifié l'un des articles envoyés par Nessoeva à la rédaction et a constaté qu'une grande partie du récit ne pouvait être confirmée. Lorsqu'on lui a demandé de fournir des preuves, Nessoeva a transmis des documents falsifiés. Il est intéressant de noter que cette affaire aurait pu rester inconnue du public si le journaliste Oleg Kashin ne l'avait pas révélée sur sa chaîne *YouTube*[111]. Les médias ont supprimé les articles de Nessoeva ; certains ont publié un avertissement indiquant que les articles avaient été retirés après vérification complémentaire. Toutefois, ils ne semblaient pas vouloir annoncer publiquement la falsification. On peut supposer que les journalistes en exil craignaient qu'un

[109] De l'interview du rédacteur en chef de « People of Baikal » Elena Trifonova « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». Sever.Realii, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

[110] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.

[111] Kashin, Oleg. « Pro žurnalistku, kotoraâ sočinâla fejki dlâ Holoda, Važnyh istorij i pročih (A propos d'une journaliste qui a composé des Fakes pour “Holod”, “IStories” et d'autres) ». *Telegram*, 21 janvier 2025, https://t.me/kashinguru/113967.

aveu concernant des fausses nouvelles ou des commentaires erronés sur les actions militaires ne nuise à leur réputation. Selon Oleg Kashin, « si au lieu de ces cache-misère timides, affichés a posteriori sur les sites et les réseaux sociaux de *Novaïa Gazeta, Holod, IStories,* etc., ils avaient expliqué publiquement ce qui s'était passé, le scandale aurait été moins douloureux »[112].

Effectivement, les médias pro-Kremlin ont relayé l'information sur les falsifications et l'ont utilisée comme une preuve de la non-fiabilité de tous les contenus publiés par les médias en exil.

Dans une interview à *RTVI,* Asia Nessoeva, une jeune femme de 21 ans originaire du Tatarstan, a expliqué qu'elle voulait créer une provocation et avait « choisi des médias d'une certaine orientation pour y publier des récits inventés, dans lesquels la vie en Russie était représentée de manière négative »[113]. Toutefois, il y a des raisons de croire que ces déclarations ont été faites sous la pression, après la divulgation de sa véritable identité.

Quoi qu'il en soit, l'affaire Asia Nessoeva a une fois de plus démontré que, pour les médias en exil, trouver des journalistes sur place et vérifier les sources reste une tâche difficile. Comme leurs collègues d'autres pays, les médias russes en exil sont confrontés à des obstacles tels que l'accès restreint aux sources, le refus des experts de collaborer, ou encore la nécessité de protéger les informateurs, ce qui complique la vérification de l'information et impose des choix éthiques délicats. Toutefois, le journalisme russe possède une spécificité propre, liée à l'opacité des pratiques rédactionnelles et à une réticence à reconnaître ses erreurs — ce qui peut porter atteinte à sa réputation, dans un contexte où chaque décision éditoriale a un prix élevé et peut être exploitée par les autorités russes contre ces médias.

5. Auto-censure

L'auto-censure est généralement définie dans les recherches à travers la notion de censure — c'est-à-dire comme une restriction de la liberté d'expression imposée à un individu ou à un

[112] « Kto stoit za Nesoevoj. Oleg Kašin — o tom, počemu rešil raskryt′ glavnuû mistifikaciû 2025 goda (Qui est derrière Nesoyevaya. Oleg Kashin: pourquoi il a décidé de révéler le principal canular de 2025) ». *« Mozhem objasnit' », Telegram*, 24 janvier 2025, https://t.me/kashinguru/114170.
[113] « Èto byl trolling. Geroj mediaskandala Asiâ Nesoevaâ pogovorila s RTVI (C'était le trolling . Le héros de mediascandal, Asiya Nesoeva, a parlé à RTVI) ». *RTVI*, 22 janvier 2025, https://rtvi.com/news/eto-byl-trolling-geroj-mediaskandala-asiya-nesoeva-pogovorila-s-rtvi/.

collectif par des forces extérieures. Le préfixe « auto » souligne que l'interdiction de s'exprimer, oralement ou par écrit, émane directement de l'individu lui-même.

Les chercheurs déduisent la notion de censure de l'opposition entre une société libre et une société non libre, entre la présence et l'absence de liberté d'expression, et associent les mécanismes de censure principalement au pouvoir répressif de l'État. Dans cette perspective, les pratiques d'auto-censure soutiennent les structures de pouvoir au sein de la société, et la censure exercée d'en haut est activée lorsque l'auto-censure cesse de fonctionner.

Il pourrait sembler que les journalistes qui quittent leur pays et partent en exil devraient également se débarrasser des pratiques d'auto-censure, puisque les règles imposées par un pouvoir répressif ne s'appliquent plus à eux. Cependant, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les journalistes continuent de faire face à des menaces, beaucoup craignent encore pour leur sécurité ou subissent diverses formes de pression.

La plupart du temps, les chercheurs qui étudient le journalisme en exil associent l'auto-censure à la menace de représailles à l'encontre des membres de la famille ou des collègues restés dans le pays d'origine, ou à la menace de perdre des financements. Mais pour les journalistes russes, une troisième forme de menace est également pertinente : celle de la critique émanant de la société d'accueil, liée principalement à l'absence de sentiment de sécurité, comme nous l'avons évoqué dans le chapitre 3.1.

D'un autre côté, si l'on considère que la censure constitue une norme inhérente à toute relation sociale, on peut affirmer que l'auto-censure ne résulte pas nécessairement d'une censure directe ou de menaces. Elle peut être le fruit de règles personnelles, professionnelles ou rédactionnelles, ou encore de réactions que les journalistes eux-mêmes ont parfois du mal à analyser[114]. En s'appuyant sur cette définition de l'auto-censure, il devient évident que même en l'absence de pression directe, la pratique de l'auto-censure peut persister.

Dans les années 2000-2010, un type particulier d'auto-censure s'est développé dans le journalisme russe, né du mélange de l'héritage soviétique de la censure d'État, de la crise des médias, des pratiques d'ingérence illibérale de l'État, et de pratiques typiques des marchés libres. L'ambivalence de cette atmosphère a donné naissance à une forme d'auto-censure que les chercheurs Elisabeth Schimpfössl et Ilya Yablokov ont qualifiée en utilisant le mot russe

[114] Bunn, Matthew. « Reimagining Repression: New Censorship Theory and After ». *History and Theory*, vol. 54, nº 1, 2015, p. 25‑44.

adekvatnost'[115], apparenté au concept introduit par Pierre Bourdieu de « sens du jeu » (ou « sens de la position »)[116]. *Adekvatnost'* suppose que le journaliste possède des compétences en matière de contournement, qu'il comprend ce qu'il est possible d'écrire ou non, quelles questions ne doivent pas être posées. Le respect par le journaliste des « règles du jeu » est ainsi devenu, pour reprendre les termes de la théorie des champs de Bourdieu, un moyen de préserver son capital dans la hiérarchie du champ journalistique et du champ du pouvoir.

Les médias et journalistes russes ont démontré, dans les années 2010, des degrés divers de tolérance vis-à-vis des compromis proposés par le pouvoir. Plusieurs rédactions ont quitté la Russie avant même le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, et nombre de leurs collègues les ont rejoints en 2022. Peut-on alors dire qu'avec leur départ de Russie s'est achevée pour eux l'époque de l'auto-censure ?

Dans une tentative de répondre à cette question, examinons les raisons qui peuvent provoquer l'autocensure en exil.

5.1. Menace de représailles contre les membres de la famille ou les collègues restés au pays

Les menaces et les violences dirigées contre les membres de la famille des journalistes exilés ou contre leurs collègues rétablissent « le statu quo dans des contextes où le démantèlement du statu quo était l'objectif recherché »[117]. Il existe différentes manières de réagir à cette pression — on peut choisir de l'ignorer ou au contraire d'en tenir compte, pour diverses raisons. Examinons ces attitudes à travers l'exemple de la manière dont les soi-disant « agents étrangers » se positionnent vis-à-vis de l'obligation légale d'accompagner leurs déclarations sur les réseaux sociaux d'un avertissement obligatoire.

- **Premier type :** ignorer l'exigence de la législation russe. Cette attitude est possible pour ceux qui « considèrent que leurs principes et leur volonté de dire à voix haute ce qui leur semble nécessaire sont plus importants que le bien-être dans leur pays d'origine, voire que les membres de leur famille restés au pays »[118].

[115] Schimpfössl, Elisabeth, et al. « Self-Censorship Narrated: Journalism in Central and Eastern Europe ». *European Journal of Communication*, vol. 35, nº 1, 2020, p. 3‑11, https://doi.org/10.1177/0267323119897801.
[116] Bourdieu, Pierre. « The political field, the social science field, and the journalistic field ». *Bourdieu and the journalistic field*, 2005, p. 29‑47.
[117] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016, https://doi.org/10.15847/obsOBS1012016869.
[118] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.

- **Deuxième type :** se conformer à la législation russe pour des raisons personnelles. C'est le cas de ceux qui estiment qu'ils ont encore des choses à perdre en Russie (des biens immobiliers, des comptes bancaires) ou qu'ils ont besoin de pouvoir y revenir en cas de circonstances familiales urgentes : « On me pose très souvent cette question sur les réseaux sociaux : " Mais vous ne risquez rien ! Pourquoi vous vous abaissez à ça ? " Si je ne mentionne pas [le statut d'agent étranger], je recevrai une amende, puis une autre, puis une procédure pénale. Selon les nouveaux amendements à la loi sur les " agents étrangers " — jusqu'à cinq ans de prison. Cela signifie que quoi qu'il arrive en Russie à l'un de mes fils qui y sont restés, je ne pourrai pas y retourner s'il y a une procédure pénale en cours. J'ai encore un appartement, une datcha là-bas. Peut-être que cela ne m'appartient pas officiellement, mais ces biens restent vulnérables. »[119]
- **Troisième type :** se conformer à la législation russe pour avertir ses lecteurs. Guidés par de bonnes intentions — protéger ceux qui pourraient, par imprudence, citer une publication d'un « agent étranger » et faire face à des poursuites — les journalistes contribuent malgré eux à restreindre la diffusion du contenu qu'ils produisent. C'est pourquoi ce type de justification est plus rare parmi les journalistes que parmi d'autres « agents étrangers ».

La pression liée aux proches ne concerne pas uniquement les « agents étrangers ». Il ne s'agit pas seulement de pouvoir les voir ou non, mais aussi des perquisitions et des interrogatoires que les forces de l'ordre peuvent mener chez les parents des journalistes. Dans un entretien accordé à l'auteure de ce mémoire, une journaliste a raconté qu'après une prise de parole publique en France, la police s'était rendue au domicile de son père, âgé de 90 ans, pour y mener un interrogatoire de plusieurs heures[120].

La peur pour les collègues peut également entraîner une auto-censure. Selon Ivan Makridine, cofondateur du projet *Novaïa Vkladka* : « Beaucoup de nos auteurs sont en Russie, où la pression sur la presse ne cesse pas. Nous devons donc constamment, d'un côté, défendre nos

[119] D'après une interview de journaliste Tatiana Voltskaya: Skryabin, Ivan. « "Soveršenno ne hoču rvat′ svoi svâzi s Rossiej". Počemu "inostrannye agenty" soblûdaût zakon RF, uehav iz strany ("Je ne veux absolument pas rompre mes liens avec la Russie." Pourquoi les "agents étrangers" respectent la loi de la Fédération de Russie en quittant le pays) ». *Postimees*, 23 décembre 2023, https://rus.postimees.ee/7721370/sovershenno-ne-hochu-rvat-svoi-svyazi-s-rossiey-pochemu-inostrannye-agenty-soblyudayut-zakon-rf-uehav-iz-strany.
[120] Entretien avec Anna, réalisé par l'auteur, le 6 février 2025.

principes journalistiques, et de l'autre, faire parfois un compromis, même minime, car il nous faut préserver les personnes restées en Russie. Sans ces personnes, nous ne sommes rien. »[121]

5.2. Menace de perte de financement ou d'emploi

La nécessité de démontrer les résultats de leur travail aux bailleurs de fonds constitue l'une des conditions essentielles pour obtenir des financements de la part des fondations et organisations qui soutiennent les journalistes en exil. Toutefois, cette dépendance aux fonds extérieurs conduit souvent à l'ajustement des lignes éditoriales et à l'auto-censure, comme le montrent les enquêtes menées par les chercheurs[122].

Ce type de dépendance existait déjà en Russie. À l'époque, il pouvait s'agir d'une dépendance vis-à-vis du propriétaire du média ou de ses actionnaires, eux-mêmes soumis à des pressions de l'administration présidentielle. Aujourd'hui, après leur relocalisation dans d'autres pays, l'auto-censure est liée à la nécessité de répondre aux attentes des donateurs tout en continuant à prendre en compte les intérêts de leur audience cible.

Parfois, l'auto-censure découle aussi de peurs individuelles. Les journalistes se sont retrouvés prisonniers de l'exil : travailler pour des organisations médiatiques en exil a fait d'eux des criminels en Russie, les empêchant de revenir. Dans le même temps, leur statut professionnel dans l'Union européenne dépendait de leur employeur, ce qui les a poussés à faire preuve de loyauté envers leurs responsables et les décisions éditoriales, même s'ils n'étaient pas d'accord avec elles[123].

5.3. La menace de critiques de la part du pays d'accueil

Aux menaces directes s'ajoutent les difficultés que rencontrent certains journalistes en exil dans les pays d'accueil — soit parce que ces pays ne souhaitent pas compromettre leurs relations avec le pays d'origine du journaliste (comme dans le cas de la Serbie et de la Géorgie, qui refusent d'accueillir des journalistes russes en exil sur leur territoire), soit parce qu'ils craignent d'être perçus comme impliqués dans le conflit (comme les pays baltes, qui se

[121] « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

[122] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18, https://doi.org/10.1080/1461670X.2025.2462550.

[123] Ibid.

montrent méfiants envers tous les citoyens russes), soit parce qu'ils sont eux-mêmes parties prenantes au conflit (comme c'est le cas de la Turquie vis-à-vis des journalistes syriens). Dans de telles situations, les journalistes réfléchissent à leur sécurité et s'efforcent d'éviter des propos qui pourraient les mettre en danger. « Journalist 7 a expliqué que les journalistes syriens ne peuvent pas exprimer librement leurs opinions concernant l'ingérence turque dans le nord de la Syrie. Par conséquent, ils deviennent prudents dans leur couverture de la position turque car ils ne veulent pas que leur siège à Gaziantep soit fermé. »[124]

Par ailleurs, les enquêtes révèlent que de nombreux journalistes sont conscients que leur statut d'exilés les rend vulnérables aux critiques des communautés locales dans les pays d'accueil[125]. Après que la chaîne *Dojd* s'est retrouvée au centre d'un scandale en Lettonie en décembre 2022, puis a perdu sa licence (et ses employés leurs visas et permis de travail), les médias en exil ont commencé à choisir leurs mots, leurs angles de traitement et leurs invités avec encore plus de prudence. Par exemple, afin de sauver sa réputation en Occident, la chaîne *Dojd* a commencé à porter des jugements beaucoup plus sévères sur les actions des soldats russes : « À un moment donné, Anna Mongayt, directrice de la création de TV Rain (*Dojd*) et présentatrice ce soir-là, a déclaré à propos de la source de [Sonya] Groysman : "Il doit certainement passer en jugement." Groysman a grimacé. Ce type de commentaire rendrait plus difficile l'obtention de témoignages de la part des soldats à l'avenir, mais elle comprenait que Mongayt tentait de redorer l'image de *Dojd*. "J'aimerais que nous puissions poser de grandes questions sur le journalisme," m'a dit Groysman. "Mais nous ne faisons que lutter pour survivre." »[126]

Certains journalistes affirment clairement qu'ils évitent les sujets sensibles, tout en refusant de qualifier cela d'autocensure : « Le respect et l'attitude correcte envers le pays d'accueil — je ne considère pas cela comme de l'autocensure. Honnêtement, je n'ai pas besoin en ce moment de commenter la politique ukrainienne ou lituanienne. »[127]

---

[124] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96.
[125] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[126] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.
[127] Zagovora, Maxime. « "Уважение к стране пребывания — это не самоцензура" ("Le respect du pays d'accueil n'est pas une autocensure») ». *Holod*, 13 juillet 2023, https://holod.media/2023/07/13/klishin-interview/.

La forte pression liée à la nécessité de surveiller scrupuleusement chaque mot publié est perçue par les journalistes comme une question de survie, non seulement en termes de réputation, mais aussi d'existence même. Certaines erreurs commises involontairement peuvent provoquer de vives réactions négatives : « Une fois, nous avons écrit "Pribaltika"[128]. Voilà, l'éditeur était fatigué. Juste fatigué. Mais ils se sont jetés sur lui, disant "vous êtes venus en Géorgie avec vos textes impérialistes…" »[129] Cette peur constante d'être critiqué exige une vigilance et une énergie supplémentaires de la part des journalistes en exil.

Les journalistes russes ayant quitté leur pays dans les années 2010 et ayant eu le temps de structurer leurs processus rédactionnels dans un contexte relativement stable avant le début de la guerre peuvent aborder ces problématiques de manière institutionnelle : « Après plusieurs crises internes, *Meduza* a instauré un code éthique, un comité de résolution des conflits, ainsi qu'un mécanisme permettant à l'ensemble de l'équipe de participer à la définition de la ligne éditoriale. La rédaction dispose d'une liste de mots à ne pas utiliser et organise des débats constants sur d'autres expressions, comme la question de savoir s'il faut dire que la Crimée a été "annexée" ou "occupée". »[130]

Les critiques et les sentiments antirusses au sein des élites politiques et intellectuelles, l'incohérence des politiques des gouvernements baltes envers les Russes et les scandales de corruption impliquant certains politiciens locaux ont, selon les entretiens réalisés, laissé un goût amer chez de nombreux journalistes exilés quant au choix qu'ils ont fait en quittant la Russie[131]. « Faut-il fuir un pouvoir pour se retrouver dans une dépendance directe envers un autre ? Cette situation conduit à une dégradation des standards professionnels et à l'autocensure, au point que certaines rédactions en exil perdent leur dignité et le sens même de leur existence. Il devient impossible de faire du journalisme de qualité et objectif dans de telles conditions. »[132]

---

[128] Так в СССР называли 3 республики — Латвию, Литву и Эстонию.
[129] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[130] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.
[131] Ibid.
[132] Kolpakov, Ivan. « Даже в Европе мы не в безопасности (Même en Europe, nous ne sommes pas en sécurité) ». *Meduza*, 13 septembre 2023, https://meduza.io/feature/2023/09/13/dazhe-v-evrope-my-ne-v-bezopasnosti.

Parallèlement, la pression liée à l'autocensure sur les questions de politique russe tend à s'atténuer. Lors des entretiens, plusieurs journalistes ont souligné que l'exil est devenu pour eux une source de créativité et de courage : « Si j'étais en Russie, je n'aurais jamais pu publier une newsletter avec une tribune appelant à incendier les bureaux d'enrôlement militaire… En ce sens, notre départ a eu un effet positif sur notre liberté de création. »[133] Cet exemple montre que la perte de contrôle engendre une radicalisation des discours journalistiques et un changement dans la perception de leur rôle. Fait intéressant, des évolutions similaires sont observées chez des journalistes exilés d'autres pays. Par exemple, des journalistes burundais en exil racontent qu'ils ont dû inventer un mécanisme de vérification croisée pour détecter les biais dans leur traitement des actions du gouvernement de leur pays d'origine[134].

5.4. Conclusion

La situation de l'autocensure chez les journalistes russes en exil présente de nombreux points communs avec celle de leurs collègues d'autres pays. Eux aussi sont confrontés à des menaces envers leurs proches, à des risques pour leurs collègues restés au pays, à une dépendance au financement par des bailleurs et à la nécessité de prendre en compte les réalités politiques des pays d'accueil. Toutefois, l'exil peut également devenir un facteur de libération : la possibilité de s'exprimer plus librement et plus radicalement, de discuter et de formuler des normes éthiques — tout cela témoigne d'une transformation de la conscience professionnelle. Ainsi, l'autocensure en exil n'est pas simplement la continuation d'une pression initiée dans le pays d'origine, mais une pratique complexe et hybride. En essayant de trouver un équilibre entre les pressions politiques multiples (dans le pays d'origine comme dans les pays d'accueil), la nécessité de trouver des financements et leurs propres standards éthiques, les médias russes en exil se trouvent également préoccupés par d'éventuelles répressions du Kremlin et par la fragilité du milieu dans lequel ils évoluent : ils choisissent leurs mots avec soin pour ne pas effrayer ni les bailleurs ni leur public[135].

Si l'on s'appuie sur la théorie des champs de Pierre Bourdieu et que l'on considère l'autocensure comme une stratégie de préservation et d'acquisition de différentes formes de

[133] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[134] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024.
[135] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.

capital, les journalistes en exil constituent un cas particulièrement intéressant à analyser. Leur exclusion du champ journalistique national et du champ du pouvoir s'accompagne d'une perte de capital politique et social — ils n'ont plus d'accès direct aux détenteurs du pouvoir et perdent leur légitimité auprès des anciens acteurs institutionnels.

Cependant, dans de nouvelles conditions — dans un champ journalistique transnational ou diasporique — ils ont la possibilité d'accumuler un nouveau capital symbolique, lié à la critique du pouvoir et à leur indépendance. Pour une partie de l'audience, les médias en exil deviennent même des sources privilégiées d'information, notamment dans un contexte de propagande d'État croissante.

Néanmoins, le principal défi auquel sont confrontés les journalistes en exil réside dans la nécessité de reconstruire leur habitus selon de nouvelles règles du jeu. La lutte pour la préservation ou l'accroissement de leur capital ne se joue plus dans la sphère des relations avec le pouvoir, mais dans celle des relations avec le public. Pour ne pas le perdre — ou pour l'élargir — les journalistes en exil sont contraints de redéfinir leur identité professionnelle. Cela implique un processus complexe d'auto-définition, d'adaptation et de réflexion permanente sur les frontières de l'acceptable et de l'attendu — et, très probablement, provoque l'émergence de nouvelles formes d'autocensure.

6. Question d'identité professionnelle

6.1. Approche théorique et témoignages de journalistes

Le théoricien américain des médias Jay Rosen a écrit que la revendication centrale de l'autorité journalistique repose sur la présence — être là où se déroulent les événements, là où le lecteur ou le spectateur ne se trouve pas. « Parmi les conditions préalables à l'existence même du reportage, il faut un monde partagé, un tissu d'hypothèses communes reliant le journaliste à son public. Si ce lien se rompt, la possibilité même d'un journalisme s'effondre. »[136] Si l'on suit cette logique, les journalistes en exil cessent d'être de véritables journalistes ou, du moins, perdent leur légitimité. Mais quel est le point de vue des journalistes en exil eux-mêmes et des chercheurs qui étudient leur travail ?

[136] Rosen, Jay. « I'm There, You're Not, Let Me Tell You About It ». *PressThink*, 27 mars 2012, https://pressthink.org/2012/03/im-there-youre-not-let-me-tell-you-about-it/.

L'approche académique traditionnelle suppose que les normes professionnelles du journalisme devraient être universelles, indépendamment du contexte[137]. Parallèlement, certains chercheurs avancent l'idée que dans des contextes culturels non occidentaux ou en situation de danger, les valeurs professionnelles fondamentales peuvent, à juste titre, être considérées comme secondaires ou de moindre importance. Par exemple, Omar Al-Ghazzi estime que les normes professionnelles ne peuvent rester inchangées dans une situation où les journalistes doivent travailler « en risquant leur vie, en étant témoins de la souffrance de leurs proches et en se sacrifiant pour une cause »[138].

De la même manière, les pratiques professionnelles des journalistes peuvent dépendre des conditions dans lesquelles ils se trouvent. Lorsqu'il est difficile, pour les journalistes en exil, d'accéder aux sources officielles ou aux élites, le journalisme basé soit sur l'analyse de données ouvertes, soit sur les récits de gens ordinaires devient souvent prioritaire, ces derniers étant plus facilement accessibles depuis l'étranger[139].

Cependant, la principale difficulté en exil ne réside pas dans le type de journalisme pratiqué, mais dans la question de savoir quelles actualités couvrir et comment les présenter à des publics situés à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays d'origine. Travailler depuis l'exil augmente considérablement le risque d'un traitement biaisé de l'information, ce qui peut compromettre la relation avec le public et entraîner des erreurs éditoriales[140].

Certains estiment que le respect des standards professionnels est impossible à garantir, malgré tous les efforts déployés : « les idéaux du professionnalisme… sont difficiles, voire impossibles à appliquer en situation d'exil », même lorsque les journalistes s'efforcent « d'élever le niveau de professionnalisme, tant des membres individuels de la rédaction que de l'ensemble de l'organisation »[141].

---

[137] Par example: Crete-Nishihata, Masashi, et Lokman Tsui. « "The Truth of What's Happening" How Tibetan Exile Media Develop and Maintain Journalistic Authority ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, 2023, p. 295‑312.
[138] Al-Ghazzi, Omar. « 'Forced to Report': Affective Proximity and the Perils of Local Reporting on Syria ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, 2023, p. 280‑94.
[139] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96.
[140] Frère, Marie-Soleil. « 'I Wish I Could Be the Journalist I Was, but I Currently Cannot': Experiencing the Impossibility of Journalism in Burundi ». *Media, War & Conflict*, vol. 10, nº 1, 2017, p. 3‑24.
[141] Nordahl, Jade Josefine. *Waves of democracy : contemporary exile journalism : a case study of The Democratic Voice of Burma*. 2009. University of Oslo, Sweden, Master's thesis, https://www.duo.uio.no/handle/10852/27768.

Mais surtout, à mesure que les journalistes perdent le contact avec la réalité du terrain, la tension entre activisme et objectivité s'intensifie, les poussant souvent à rechercher une nouvelle identité professionnelle[142].

Par exemple, Terje S. Skjerdal estime que certains journalistes éthiopiens sont devenus « des politiciens plutôt que des journalistes », alors que les médias occidentaux continuent à les considérer comme « les défenseurs d'une noble cause qu'est la liberté de la presse, méritant notre soutien et notre respect inconditionnels »[143]. Guy Berger décrit un phénomène similaire concernant des journalistes du Zimbabwe, du Malawi et de la Zambie. Mais il s'exprime plus durement : il les qualifie d'individus porteurs d'agendas personnels ou politiques, qui ne se présentent comme journalistes que lorsque cela sert leurs objectifs[144].

Pourtant, la plupart des chercheurs ne renoncent pas à qualifier de journalisme le travail effectué par les journalistes en exil, bien qu'ils précisent souvent qu'il s'agit d'une forme différente. Terje S. Skjerdal parle de journalisme hybride[145], Conor O'Loughlin et Pytrik Schafraad de journalisme « liquide », où les normes conventionnelles sont réinterprétées dans un contexte transnational[146]. Rana Arafat a proposé d'aborder le travail des journalistes syriens en exil « dans le cadre du journalisme constructif », à travers le prisme de l'advocacy[147].

Conor O'Loughlin et Pytrik Schafraad suggèrent dans leur étude que l'engagement pour l'advocacy est lié à la quête de vérité. Les journalistes en exil qu'ils ont interrogés (originaires d'Éthiopie, d'Iran, de Somalie, d'Irak, du Sri Lanka et du Zimbabwe) perçoivent la vérité comme une fin en soi, un idéal vers lequel tout journaliste doit tendre, comme fondement de leur identité.

---

[142] Skjerdal, Terje S. « Journalists or Activists? Self-Identity in the Ethiopian Diaspora Online Community ». *Journalism*, vol. 12, nº 6, 2011, p. 727‑44.
[143] Skjerdal, Terje S. « How Reliable Are Journalists in Exile? » *British Journalism Review*, vol. 21, nº 3, 2010, p. 46‑51.
[144] Berger, Guy. « Grave New World? Democratic Journalism Enters the Global Twenty-First Century ». *Journalism Studies*, vol. 1, nº 1, 2000, p. 81‑99.
[145] Skjerdal, Terje S. « Journalists or Activists? Self-Identity in the Ethiopian Diaspora Online Community ». *Journalism*, vol. 12, nº 6, 2011, p. 727‑44.
[146] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016.
[147] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96.

La lutte pour la vérité devient l'objectif professionnel principal. « Comme l'a dit l'un des journalistes : "On ne m'a pas arrêté en tant que journaliste qui ne faisait rien." »[148] Confrontés à des menaces, à la violence ou aux deux à la fois, les journalistes sont contraints de choisir — s'exiler ou rester. Certains ont quitté leur pays pour échapper à la prison ou à la violence ; d'autres sont partis précisément parce qu'ils considéraient que c'était la seule façon de continuer à se battre pour la vérité[149].

Il n'est donc pas surprenant que, dans ces conditions, les journalistes commencent à envisager leur travail comme une mission. Les chercheurs Conor O'Loughlin et Pytrik Schafraad distinguent deux types de missions — symboliques et fonctionnelles — qui représentent deux dimensions complémentaires de l'identité professionnelle des journalistes en exil. La première met l'accent sur la préservation de soi en tant que professionnel et en tant qu'être humain, la seconde sur le devoir envers la société et l'ambition de changer le monde. Ces deux types de mission expliquent pourquoi les journalistes continuent leur travail même en exil — souvent au péril de leur sécurité, mais portés par une motivation intérieure inébranlable.

- **Mission symbolique : défendre la liberté professionnelle et citoyenne**
  Les journalistes mus par une mission symbolique perçoivent leur travail comme un combat pour le droit de rester indépendants, de dire la vérité et de garder le contrôle sur leur parole. Pour eux, le journalisme n'est pas simplement une profession, mais un moyen de défendre des notions telles que l'indépendance, la justice et le patriotisme. Cette mission revêt une importance particulière dans un contexte où la frontière entre la liberté d'expression et la censure est extrêmement mince. Préserver son indépendance signifie préserver la possibilité d'être entendu, sans perdre sa dignité ni son identité professionnelle. À titre d'exemple, les auteurs citent les propos d'un des répondants : « J'avais deux choix. Si j'étais devenu un journaliste du gouvernement et que j'avais accepté leur politique, que j'en avais parlé [sans critique] — c'était une possibilité. Et l'autre option, c'était de faire autre chose. Mais pour moi, ça n'aurait pas marché. »
- **Mission fonctionnelle : le journaliste comme agent de changement et de démocratie**

[148] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016.
[149] Ibid.

> La mission fonctionnelle consiste à vouloir influer sur les transformations sociales et à défendre les intérêts des concitoyens restés au pays. Cela inclut le plaidoyer, l'éducation et la construction de la paix. Les journalistes se voient non pas comme de simples observateurs, mais comme des participants actifs au mouvement démocratique, ayant le devoir de combattre l'autocratie et de diffuser une information véridique. Ces journalistes ressentent leur travail comme une responsabilité envers la société — en particulier dans les conditions où l'État maintient délibérément un « vide informationnel ». Ils cherchent à combler ce vide à l'aide des outils médiatiques disponibles. « Le journaliste doit combattre l'autocratie, et c'est une idée universelle : tout journaliste politique, où qu'il soit, doit combattre l'autocratie… Même si je suis physiquement loin, je transmets l'information depuis cet endroit même vers là-bas. Chaque matin, je pense à l'Éthiopie, comme si j'y étais encore. »[150]

On peut également supposer que cette mission justifie le départ du pays. C'est ce que disent aussi certains journalistes ayant quitté la Russie : « On me demande souvent, ceux qui sont restés, pourquoi nous sommes partis, on peut continuer à écrire des histoires sur les gens, sans trop entrer dans la politique. Parfois, j'ai l'impression que, puisque je suis partie, je dois leur montrer que pour moi, c'est une position de principe. »[151]

Comme le montrent les entretiens menés par les chercheurs, les journalistes prennent conscience qu'en se retrouvant en exil, ils se confrontent à un problème d'auto-identification. Ainsi, certains journalistes du Burundi (en particulier ceux qui se sont retrouvés sans soutien financier) se qualifient de réfugiés. Toutefois, aussi bien ceux qui se considèrent encore comme journalistes que ceux qui parlent d'eux-mêmes comme de réfugiés, se voient comme des victimes, ce qui implique un « daily struggle to keep the distance » dans leur volonté de rester « professionnels » : ils s'efforcent d'éviter un langage évaluatif, qu'ils appellent un « ton de victime », c'est-à-dire des mots comme « assassins » ou « terroristes » à l'égard des représentants du pouvoir burundais[152].

---

[150] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, n° 1, mars 2016.

[151] Entretien avec Maria, réalisé par l'auteur, 3 avril 2025.

[152] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024, p. 17506352241268814.

Les journalistes turcs en exil en Allemagne cherchent eux aussi à faire du journalisme « aussi qualitativement que les conditions le permettent », malgré le fait qu'ils parlent eux-mêmes de leur travail en disant : « ce n'est pas du journalisme »[153].

Il semble d'ailleurs qu'un désenchantement vis-à-vis de la « mission » puisse survenir : des journalistes burundais « après un an, ont renoncé à la conviction qu'ils pouvaient changer la société, améliorer la gouvernance, représenter la voix des démunis, rapprocher et diffuser la vérité sur les événements, et sont parvenus à une prise de conscience angoissante de leur propre impuissance. »[154]

Et pourtant, quels que soient les parcours des journalistes en exil — tous, d'une manière ou d'une autre, tentent de repenser leur activité professionnelle et de l'adapter aux nouvelles circonstances.

6.2. Les questions d'auto-définition auxquelles sont confrontés les journalistes russes en exil

6.2.1. Interaction avec le public

La majorité des médias et journalistes russes en exil continuent de s'adresser au public russe — à celui qui a quitté la Russie après le début de la guerre à grande échelle en Ukraine, mais aussi, et surtout, à celui qui reste dans le pays. Dans les entretiens, les journalistes confirment qu'une grande partie de leur audience se trouve encore en Russie, malgré la mobilisation massive, les lois répressives et les vagues d'émigration. Les lecteurs accèdent aux contenus des médias indépendants via des applications, des sites web et différents réseaux sociaux[155]. Le fait de s'orienter vers le public russe est essentiel pour remplir leur mission professionnelle, mais constitue également leur principale source de revenus[156].
Contrairement à la perception répandue selon laquelle les lecteurs des médias russes indépendants se concentreraient surtout dans les capitales, les personnes interrogées affirment que, d'après les sondages limités et les statistiques de *YouTube,* la majorité de leur audience

[153] Sarıaslan, Kübra Zeynep. « This is not journalism: mapping new definitions of journalism in German exile ». *ZMO*, 2020, https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:101:1-202007271315430069546 2.
[154] Frère, Marie-Soleil. « 'I Wish I Could Be the Journalist I Was, but I Currently Cannot': Experiencing the Impossibility of Journalism in Burundi ». *Media, War & Conflict*, vol. 10, nº 1, 2017, p. 3‑24.
[155] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[156] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.

se trouve dans des petites et moyennes villes à travers toute la Russie.[157]

De plus, malgré les blocages et l'interdiction des réseaux sociaux, qui jouaient un rôle important dans la diffusion des contenus journalistiques, les médias russes d'opposition ont vu leur audience augmenter au cours du premier mois de guerre. Ainsi, si le site de *Novaïa Gazeta* recevait environ 12 à 13 millions de visites par mois avant février 2022, ce chiffre est monté à 23 puis 32 millions en février et mars respectivement. Le site de *Mediazona* a également atteint un record d'audience : en mars, il a reçu plus de 4 millions de visites. Entre février et fin juin, le nombre d'abonnés aux médias indépendants sur *Telegram* et *YouTube* a également augmenté[158].

Mais dès la fin du printemps 2022, l'attention du public a commencé à diminuer. Si *Meduza* avait été consulté 48,5 millions de fois en mars, ce chiffre est passé à 31,8 millions en avril, puis à 22 millions en juin. Fait intéressant, une baisse similaire de l'intérêt a été constatée dans les médias de propagande. Le site de *RIA Novosti* a enregistré 262 millions de visites en mars, contre 153 millions en juin. Les rédacteurs en chef interrogés par le média *Proekt* ont supposé que cette baisse s'expliquait par une « lassitude des lecteurs face aux nouvelles du front »[159].

Il ne s'agit pas seulement d'une « fatigue de la guerre », mais aussi du fait que celle-ci est devenue une routine. Les premières attaques de drones contre Moscou ont brièvement ravivé l'intérêt pour les événements du front, mais cela n'a pas duré. Le regain d'attention temporaire qui a suivi la mutinerie d'Evgueni Prigojine en juin 2023 et sa mort soudaine dans un accident d'avion plus tard la même année s'est rapidement éteint en l'espace d'une semaine[160].

Même au troisième trimestre 2024, lorsque les forces armées ukrainiennes ont lancé une opération dans la région de Koursk, seuls 12 articles sur la guerre figuraient parmi les 50 publications les plus citées dans les médias russes. Six d'entre eux concernaient la région de Koursk. Deux autres portaient sur les combats sur le territoire ukrainien. L'intérêt principal de ce trimestre s'est porté sur le ralentissement de *YouTube,* le conflit autour de la plateforme de vente *Wildberries*, la mise à jour de *Telegram* et l'arrestation de Pavel Dourov en France[161].

---

[157] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[158] Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.
[159] Ibid.
[160] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[161] *Agentstvo.Novosti, Telegram*, 21 mars 2025, https://t.me/agentstvonews/9566.

La lassitude ne touche pas seulement le thème de la guerre, mais aussi celui de la répression. Selon le rapport d'OVD-Info « Représentations des répressions et des poursuites politiques en Russie », certains répondants s'opposent de manière virulente aux contenus émotionnels, expliquant qu'ils « n'ont pas l'énergie pour tout », ou encore : « j'ai ma propre famille à protéger ». Ils expriment activement leur méfiance envers le journalisme et exigent des faits bruts, sans manipulation. Ces personnes évitent plutôt les nouvelles et tentent de se concentrer sur leur travail, leur famille, leurs amis[162].

Par ailleurs, des preuves ont émergé indiquant que les médias d'État ont intensifié leurs efforts pour atteindre les publics libéraux. À cette fin, une organisation appelée *Dialog* a été créée. Elle manipule les contenus en reformulant et en déformant le sens initial de propos de blogueurs libéraux célèbres ou de médias indépendants, afin d'établir un contact avec un lectorat libéral[163].

Les journalistes ont découvert comment fonctionne *Dialog* : l'organisation prend, par exemple, des extraits d'interviews du célèbre youtubeur Iouri Doud, y ajoute de nouvelles descriptions. Cette campagne particulière a été organisée en lien avec l'élection présidentielle de 2024, et des appels à aller voter ont été ajoutés aux descriptions. Ensuite, une publicité pour ces contenus a été diffusée, ciblant spécifiquement les utilisateurs des réseaux sociaux critiques à l'égard du pouvoir.

Pour l'instant, selon les journalistes, cette stratégie n'a pas porté de fruits significatifs. La majorité des « projets spéciaux » se sont limités à des publications ponctuelles ou à de brèves mentions. Cependant, *Dialog* rend des comptes à l'administration présidentielle, ce qui signifie que détourner le public contestataire des médias d'opposition est bien l'une des tâches du Kremlin, et que les médias indépendants devront aussi se battre pour leur audience sur ce terrain.

Début 2024, il est devenu évident pour les journalistes qu'il fallait s'adapter au lectorat pour ne pas le perdre : « Pour beaucoup de gens dans le pays, la guerre passe au second plan. Ce sont désormais les problèmes régionaux, socio-économiques et quotidiens qui deviennent

---

[162] *Predstavleniâ o repressiâh i političeskih presledovaniâh v Rossii (Représentations de la répression et de la persécution politique en Russie)*. OVD-Info, 5 février 2025, https://reports.ovd.info/predstavleniya-o-repressiyakh-i-politicheskikh-presledovaniyakh-v-rossii#11.

[163] « 'We thought we'd return the favor' Leaked documents reveal that Kremlin propagandists are trying to tap into a new audience — Meduza's ». *Meduza*, 5 juin 2024, https://meduza.io/en/feature/2024/06/05/we-thought-we-d-return-the-favor.

prioritaires. Cela se voit même à travers la baisse d'intérêt pour certains sujets ; on observe actuellement une hausse significative de l'intérêt pour les contenus de divertissement. La grande question de 2024, pour nous comme pour tous les médias indépendants, c'est : serons-nous capables de nous réorienter, de déplacer notre focus, de capter une nouvelle vague, de conserver notre audience, de maintenir l'intérêt ? »[164]

Paradoxalement, le désir de préserver et de protéger l'audience a parfois conduit à sa perte. La censure fonctionne efficacement, et la politique du Kremlin consistant à désigner les médias indépendants comme des « agents étrangers » ou des « organisations indésirables » a poussé de nombreux Russes à passer en *stealth mode* : ils continuaient à consommer l'information, mais évitaient toute activité dans l'espace public. Afin de protéger leurs lecteurs des lois du Kremlin, de nombreux médias russes en exil ont désactivé les commentaires ou les mentions « j'aime » sous leurs publications sur les réseaux sociaux. En conséquence, les algorithmes des réseaux ne prenaient pas en compte leur popularité et réduisaient leur visibilité. Tous les répondants ont déclaré avoir perdu au moins un tiers de leur audience d'avant-guerre[165]. « Formellement, *Google* nous a indexé, mais nous ne savons pas comment fonctionnent ses algorithmes… Nous n'existons pas sur cette plateforme. Nous n'avons jamais été extrêmement populaires, comme *Meduza*, car plus on est populaire, plus on est visible. Après tout ce qui s'est passé, *Google* ne nous apporte plus aucun visiteur. »[166]

On peut supposer qu'ainsi, les médias d'opposition ont perdu non seulement leur visibilité, mais aussi un canal d'interaction avec leur public. La possibilité de voir une réaction directe à ses contenus, quelle qu'elle soit, constitue une composante essentielle du journalisme contemporain.

La dépendance vis-à-vis des réseaux sociaux et de leurs algorithmes peu fiables — dans un contexte où l'accès aux sites est bloqué sur le territoire russe — préoccupait les journalistes. Certains médias ont eu recours aux newsletters par e-mail pour garantir la livraison de leurs contenus à leur public cible. Et ils ont même réussi à les monétiser. Par exemple, *The Bell* propose une newsletter économique payante, populaire auprès de ses lecteurs et représentant

[164] D'après une interview d'Ivan Zhadaev, rédacteur en chef de « Verstka ». « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.
[165] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[166] Ibid.

une part importante de ses revenus[167]. Toutefois, la majorité des médias comptaient toujours sur les réseaux sociaux.

Pour de nombreux journalistes russes en exil, le problème n'était pas tant d'être éloignés des sources d'information et des événements, comme le soulignent souvent les chercheurs[168], mais plutôt une angoisse plus générale de « perdre le contact » avec leur pays, de « ne plus ressentir » leur pays, de perdre cette *doxa* journalistique — les normes incorporées et allant de soi qui permettent aux journalistes de créer du contenu en résonance avec leur public resté au pays[169] : « Plus on reste à l'étranger, moins on comprend comment ils vivent là-bas. Notre optique change énormément. Oui, on peut dire des choses qu'ils ne peuvent pas dire là-bas. C'est notre avantage. Mais nous n'avons pas d'insight, pas la possibilité de vérifier, de redemander. Par exemple, une partie de notre équipe vit à Prague depuis longtemps. Quand ils nous racontaient [avant 2022] depuis Prague ce qui se passait ici, on rigolait : "Mais ce n'est pas vrai !" Maintenant, c'est nous qui sommes de l'autre côté. »[170]

Voici comment le décrit Viktor Mouchnik, rédacteur en chef du média *Govorit NeMoskva* : « Aujourd'hui, comme toujours, il est très important de trouver la bonne intonation pour s'adresser au public. Mais en temps de guerre, dont une des conséquences est une guerre civile larvée en Russie et l'enfermement de chacun dans sa bulle d'information, trouver cette intonation est cent fois plus difficile. »[171]

Les echo chambers nuisent également à la popularité des médias qui reposent largement sur les réseaux sociaux. Depuis l'étranger, il est difficile de dépasser leur propre audience. Le phénomène des echo chambers ne concerne pas uniquement les médias en exil, mais la polarisation qu'il induit est encore renforcée en Russie par la propagande d'État et le caractère élitiste de nombreux médias libéraux, qui se sont historiquement concentrés sur les

[167] D'après l'intervention de Piotr Mironenko, cofondateur de The Bell, lors d'une table ronde Ifri "Les médias russes indépendants depuis le 24 février 2022", 30.01.2025
[168] Crete-Nishihata, Masashi, et Lokman Tsui. « "The Truth of What's Happening" How Tibetan Exile Media Develop and Maintain Journalistic Authority ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, 2023, p. 295‑312.
[169] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[170] Entretien avec Liza, réalisé par l'auteur, le 6 mai 2025.
[171] « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

lecteurs des grandes villes et ont privilégié les politiciens d'opposition — soulignent les chercheurs Yablokov et Gatov[172].

Selon eux, les médias en exil sont désormais contraints de prendre en compte la diversité de la société russe et le repli défensif autour du Kremlin, afin de préserver le lien avec leur public. Ils considèrent cette perte de lien comme l'un des deux principaux défis auxquels sont confrontés les médias russes en exil[173]. On peut également supposer que le lien avec l'audience, la capacité à l'atteindre et à aborder des sujets importants, relève non seulement du contenu mais aussi du financement. Un média qui n'est pas populaire a moins de chances de survivre. Et cela vaut non seulement dans un contexte de marché, mais aussi dans le cadre de la recherche de subventions. Ce lien entre la fidélité du public et les indicateurs d'engagement rapportés aux bailleurs de fonds est devenu une partie incontournable de la nouvelle réalité des médias en exil.

Mais même ici, les journalistes russes en exil doivent faire preuve de prudence. D'un côté, le sentiment de communauté partagée avec le public est un gage de crédibilité journalistique, mais de l'autre — si les médias en exil adoptent un langage trop proche de celui de leur audience russe, ils risquent de susciter des soupçons dans les pays d'accueil quant à leur loyauté, comme ce fut le cas pour la chaîne *Dojd* (voir chapitre 3.1).

Pour répondre aux attentes des bailleurs de fonds, certains médias ont commencé à ajouter du contenu sensationnaliste. Cela inquiète les journalistes : « Il est difficile d'être populaire sans utiliser les méthodes des tabloïds, tout en conservant la qualité… mais nos médias ne peuvent pas se permettre de faire du clickbait », poursuit Alexandre. Son média... maintien des canaux de communication ouverts avec son audience. Ils produisent des émissions sur *YouTube,* disposent de groupes d'abonnés fidèles, et Alexandre a une forte présence sur les réseaux sociaux. Pourtant, il se sent quelque peu déconnecté de la manière dont ses collègues entretiennent leurs relations avec le public. »[174]

Il est intéressant de noter que les représentants des médias régionaux, plus axés sur les thématiques locales que sur l'agenda politique global, estiment qu'ils parviennent, malgré toutes les difficultés, à ne pas perdre le lien avec leur audience et à maintenir leurs standards

[172] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[173] Ibid.
[174] Ibid.

journalistiques : « J'ai l'impression de glisser en permanence vers une réalité déformée. Il faut constamment se tirer de là par les cheveux. Pour cela, je lis des petits groupes de quartier, je parle aux gens, à nos journalistes. On vit comme dans deux mondes à la fois, les pieds sur deux blocs de glace qui s'éloignent dans des directions opposées, on essaie de garder l'équilibre entre les deux et on a peur de tomber. »[175]

6.2.2. Réévaluation des normes et des rôles professionnels

Le travail dans des conditions de pression politique et financière, fondé sur des informations fragmentées ou obtenues de seconde main, pousse de nombreux journalistes à reconsidérer leur rapport aux normes professionnelles. De plus, les journalistes d'opposition comprennent que, hormis eux, pratiquement personne ne parle aux habitants de Russie de ce qui s'y passe réellement. Le pays a besoin de changement, et dans une telle situation, l'impartialité ne semble plus appropriée[176]. D'autant plus que la population russe est dans son immense majorité dépolitisée, et que cet état est aggravé par la propagande d'État. Ainsi, Kirill Martynov, rédacteur en chef de *Novaïa Gazeta Europe*, en lançant ce média, a déclaré que sa mission principale serait « lutter pour la voix de la Russie anti-guerre, à la fois en Europe et dans le monde entier »[177].

Il existe aussi un autre point de vue. Certains journalistes comprennent que le choix d'assumer des fonctions de plaidoyer peut signifier une transition vers l'activisme et un éloignement des standards journalistiques : « À *Verstka*, nous comprenons parfaitement la différence entre l'activisme et le journalisme. Il n'y a pas que l'activisme, il existe aussi un journalisme très manipulateur. Certains médias ont glissé vers l'activisme. Ils affirment avec assurance que "dans de tels temps", chaque journaliste a le devoir de choisir un camp – de combattre. Nous, nous avons une autre vision des choses », explique Ivan Zhadaev, rédacteur en chef de *Verstka*[178].

---

[175] De l'interview du rédacteur en chef de « People of Baikal » Elena Trifonova « Vstatʹ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny ("Levez-vous et allez." Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». Sever.Realii, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

[176] Ibid.

[177] Shcherbakova, Irina. « Novaya Gazeta Launches European Edition in Bid to Dodge Kremlin Censorship ». *The Moscow Times*, 7 avril 2022, https://www.themoscowtimes.com/2022/04/07/novaya-gazeta-launches-european-edition-in-bid-to-dodge-kremlin-censorship-a77261.

[178] « Vstatʹ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny ("Levez-vous et allez." Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

Résoudre la question de l'intérêt du public exige des journalistes non seulement de surveiller l'intonation avec laquelle ils s'adressent aux lecteurs et aux auditeurs, mais aussi de modifier le type de contenu qu'ils produisent. Par exemple, afin de continuer à parler de la guerre, ils choisissent des histoires centrées sur les personnes, notamment des récits individuels avec des issues positives — car c'est l'un des rares types de contenu lié à la guerre qui continue d'attirer l'attention du public[179].

Ceux qui souffrent le plus de la perte de leur identité professionnelle sont ceux qui, avant leur départ du pays, travaillaient comme correspondants — ils reconnaissent qu'en exil, le genre du reportage leur est pratiquement inaccessible, et qu'ils sont contraints de trouver d'autres formats et de changer de spécialisation pour pouvoir continuer à exercer leur métier[180].

Cela dit, même les journalistes dont le travail n'était pas directement lié au contact avec les sources d'information et aux reportages ressentent le besoin de se réinventer, indépendamment de leur routine professionnelle. C'est ce que raconte l'animateur télé Mikhaïl Fishman : « À Moscou, je travaillais depuis chez moi, je passais des appels, j'envoyais des messages, et j'allais au studio une fois par semaine pour enregistrer l'émission. Aujourd'hui je fais exactement la même chose — et pourtant j'ai l'impression d'avoir perdu le contact. »[181]

Selon Elena Rodina et Olga Dovbysh, dont les recherches portent sur les connexions et déconnexions ressenties par les journalistes en exil, la perte de la présence physique est perçue comme la plus difficile à supporter. « C'est un sentiment qui s'apparente fortement à la nostalgie, à la fois sur le plan personnel et professionnel. Les journalistes l'ont décrit ainsi : "C'est ma perte d'identité, ma douleur personnelle." (…) De nombreux journalistes envisagent également de quitter complètement la profession. »[182]

Les journalistes expriment clairement leur crainte non seulement d'être coupés de leur audience, mais aussi de perdre leur capacité à définir correctement le ton de leurs textes, et de

---

[179] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[180] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[181] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.
[182] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.

finir par adopter une vision excessivement critique de la Russie dans leur couverture, en se concentrant uniquement sur les aspects négatifs des événements dans le pays, risquant ainsi de s'aliéner leur public russe[183].

« La première année [de la guerre], il y a eu des discussions sur l'intonation, parce que certains pensent que le pays a soutenu la guerre, et d'autres, au contraire, estiment que tout le monde est pris en otage. En fonction de leurs opinions personnelles, le ton adopté par ces personnes peut être très différent. Nous essayons de respecter une neutralité journalistique universelle, mais il y a des journalistes d'actualité qui doivent publier très rapidement, qui n'ont pas d'éditeur, et pas de temps. Et c'est là que des formulations stylistiquement émotionnelles apparaissent parfois. »[184]

Le type de journalisme qui implique une grande quantité d'informations négatives est qualifié par les chercheurs de "journalisme apocalyptique". Voici comment l'un des journalistes interrogés en parle : « Beaucoup de journalistes en exil amplifient, aggravent les problèmes qu'ils détectent [en Russie]. (…) Cela peut concerner n'importe quoi — l'état de l'économie, la pénurie de médicaments, la disponibilité des pièces détachées pour les voitures, le niveau de vie en général, la qualité de vie, tout ce qui se passe (…) Le problème est que le ton des journalistes en exil devient de plus en plus douloureux, peut-être même agressif… apocalyptique, pour ainsi dire, affirmant que "tout va à vau-l'eau" et que "la Russie, c'est fini". »[185]

Elena Rodina et Olga Dovbysh avancent l'hypothèse que cette tendance à noircir le tableau pourrait faire partie d'un processus d'idéologisation du journalisme en exil. On peut aller encore plus loin et supposer qu'il s'agit d'un mécanisme psychologique de justification de ses propres choix et actions — en dessinant un tableau apocalyptique, il devient beaucoup plus facile de lutter contre un mal absolu et les ténèbres, et il devient évident pourquoi on peut sacrifier pour cela une vie paisible que continue de mener une grande partie de la population russe, notamment dans les grandes villes.

Dans le même temps, la publication d'informations négatives peut être perçue par les journalistes comme une mission : « Pour le positif, il y a déjà des gens pour l'écrire. Des

[183] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[184] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.
[185] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.

milliards de roubles budgétaires sont dépensés pour écrire sur le positif. On a même une blague : quand un sujet est évoqué, on dit : "Bon, ça, qu'on le laisse à *Kommersant*." Mais pour écrire sur le négatif, là-bas, il n'y a que nous. »[186]

Évidemment, le "journalisme apocalyptique" ne favorise pas l'élargissement de l'audience en Russie[187]. Plus encore, les journalistes eux-mêmes reconnaissent que ce type de discours peut produire l'effet inverse : « Je pense que, pour les gens qui sont restés là-bas [en Russie], le plaisir démonstratif tiré des pertes russes sur le champ de bataille, le fait de les appeler "les orcs", et les histoires affirmant que l'économie russe va s'effondrer dans six mois et que les gens vont manger des chiens — tout cela ne les incite pas à faire quelque chose de bon ; au contraire, cela les pousse plutôt à penser que "le monde entier est contre nous" et que "si nous sommes maintenant acculés, autant nous battre jusqu'au bout". »[188]

6.2.3. Isolement professionnel

L'un des effets de l'absence de trajectoire professionnelle claire pour les journalistes russes en exil est l'isolement, ainsi que les difficultés d'intégration dans les pays d'accueil.

Presque aucun des journalistes interrogés par Elena Rodina et Olga Dovbysh ne s'identifie à une communauté journalistique européenne ou internationale plus large : « Si un jour je me rends compte que je ne comprends plus la Russie, je mettrai fin à ma carrière dans le journalisme, car je ne vois aucune perspective dans le journalisme européen (…) Je ne peux pas me l'expliquer, mais jusqu'à présent, je ne possède pas cette identité [européenne]… Je peux parler de ce qui se passe en Europe en tant que journaliste russe, mais je ne peux pas en parler en tant que journaliste européen. Quand on parle des "Européens", je ne me considère pas comme faisant partie de cette catégorie, pour ainsi dire. »[189]

Concernant les échanges potentiels avec leurs collègues européens, les journalistes russes s'expriment ainsi : « Il n'y a pas de besoin, pas de demande de notre part, pas de demande de leur part… Je pense que le moment n'est pas encore venu – il y a peut-être de la méfiance réciproque, et il n'y a pas de compréhension claire de ce que nous pourrions nous apporter

[186] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.
[187] Voir, par exemple : Sokolova, Alesya. *Čto čitaût lûdi v Rossii i kak nezavisimym media do nih dotânut'sâ? (Que lisent les Russes et comment les médias indépendants peuvent-ils les atteindre ?)*. CEDAR, 2025, https://cedarus.io/research/what-do-russians-read?lang=ru.
[188] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[189] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.

mutuellement. » Ce sentiment d'isolement est renforcé par la dissonance émotionnelle entre l'environnement dans lequel vivent les journalistes et les répressions qu'ils continuent de couvrir en Russie. Un journaliste décrit cette expérience en ces termes : « Il y a une déconnexion émotionnelle — on écrit sur des choses complètement horribles qui se passent en Russie, puis on sort se promener et on voit un environnement totalement différent. »[190]

En outre, les journalistes russes sont souvent confrontés à une hostilité dans les pays d'accueil. Dans leur pays d'origine, ils sont qualifiés d'agents étrangers et de traîtres, tandis qu'à l'étranger, ils sont perçus comme des citoyens d'un pays agresseur. Cet effet de double stigmatisation renforce encore leur isolement et complique leur activité professionnelle. « À Riga, j'ai beaucoup été aidé par des gens qui vivent ici. Mais pas par les Lettons. Parfois, j'ai l'impression que [les Lettons] font exprès de ne pas créer de conditions qui permettraient aux Russes de s'assimiler. »[191]

Les journalistes russes en exil évitent souvent d'interagir avec des collègues extérieurs à leur propre rédaction ou à un cercle restreint de connaissances proches, principalement ceux qu'ils connaissaient déjà en Russie[192]. Dans les entretiens menés par Ilya Yablokov et Vasily Gatov, les journalistes installés à Riga et à Vilnius — deux villes européennes — soulignent qu'ils vivent dans des « bulles » isolées et qu'ils ne cherchent pas à collaborer avec d'autres médias locaux : « "À Riga, tout le monde reste dans sa bulle. À Vilnius, ce n'est pas pareil. Ici, nous sommes tous amis. Cela dit, tout le monde déteste *Meduza* pour diverses raisons", explique Alexandre, basé à Vilnius. Lorsqu'on lui demande s'il utilise Reforum, un nouvel espace ouvert à Vilnius qui propose un studio d'enregistrement gratuit, une petite salle de conférence et un espace de coworking, Alexandre répond avec scepticisme. Il préfère payer pour utiliser le studio du centre de la diaspora biélorusse, afin d'éviter les interactions avec d'autres professionnels russes des médias installés à Vilnius »[193].

Le manque de solidarité professionnelle entre journalistes russes n'est pas un phénomène nouveau. Pendant des décennies, dans un contexte de pression croissante des autorités, les journalistes ont préféré recourir à des stratégies individuelles pour conserver leur emploi,

[190] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[191] Entretien avec Liza, réalisé par l'auteur, le 6 mai 2025.
[192] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.
[193] Ibid.

progresser dans leur carrière et s'adapter à la réalité politique[194]. Bien qu'il y ait eu plusieurs tentatives d'unification, les efforts d'auto-organisation — via la création d'associations professionnelles[195] ou l'élaboration de normes éthiques communes — n'ont pas abouti à des résultats institutionnels durables. Cette fragmentation est devenue particulièrement évidente au début de la guerre : les rédactions ont évacué de manière indépendante, sans coordination ni soutien mutuel de la part de collègues déjà installés à l'étranger, par exemple en Europe de l'Est ou dans le Caucase du Sud.

L'apparition de difficultés financières, partagées par l'ensemble des journalistes en exil, n'a pas amélioré la situation : « Il y a un gros problème… c'est la concurrence. Peu importe à quel point on aime raconter qu'on s'aime tous et qu'on s'aide mutuellement, ce n'est pas tout à fait vrai. Le marché se rétrécit. »[196]

« Jusqu'à présent, j'avais le sentiment qu'il y avait plus de coopération et de bienveillance entre nous que ce qu'on vivait à Moscou. Mais je suis très inquiet que la réduction des budgets puisse conduire à une situation où, finalement, l'homme devienne un loup pour l'homme. »[197]

6.3. Conclusion

L'analyse de l'expérience d'auto-définition des journalistes russes en exil montre qu'elle recoupe largement celle de leurs collègues d'autres pays confrontés à des circonstances similaires. Cela concerne en premier lieu les principaux défis liés à l'auto-définition : la nécessité de repenser son identité professionnelle, la recherche d'un équilibre entre journalisme et activisme, les tentatives de maintenir un lien avec le public et de s'adapter à un nouvel environnement social et médiatique. Un conflit intérieur entre l'attachement aux standards journalistiques universels et la quête d'une « mission » semble également partagé.

---

[194] Schimpfössl, Elisabeth, et Ilya Yablokov. « Power Lost and Freedom Relinquished: Russian Journalists Assessing the First Post‑Soviet Decade ». *The Russian Review*, vol. 76, nº 3, 2017, p. 526‑41.
[195] Daucé, Françoise. « Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la presse en ligne à Moscou (2012-2019) »: *Le Mouvement Social*, vol. n° 268, nº 3, janvier 2020, p. 101‑16.
[196] D'après une interview d'Ivan Zhadaev, rédacteur en chef de « Verstka ». « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.
[197] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.

Cependant, la situation russe présente certaines spécificités. Premièrement, les médias russes en exil ont plus de mal à maintenir un contact avec leur public resté au pays. Cela s'explique non seulement par la censure, les blocages et la répression, mais aussi par la lassitude du public face aux thèmes qui occupent le centre de l'attention des journalistes d'opposition. Le maintien de ce lien avec l'audience ne constitue pas seulement un défi professionnel, mais aussi une tâche existentielle : la survie des médias en dépend.

Deuxièmement, les journalistes russes vivent douloureusement la perte du « sentiment du pays » – ce lien émotionnel et intuitif avec le public et le contexte, qui faisait partie intégrante de leur perception professionnelle du monde. Ce sentiment de « rupture » n'est pas toujours lié à l'éloignement physique des événements, mais plutôt à un éloignement mental. Tous les journalistes ne savent pas comment maintenir le contact avec leur public, quand une partie de la population soutient réellement la politique du Kremlin, une autre est apolitique et prête à faire des compromis, et une autre encore se sent de plus en plus enfermée dans une « forteresse assiégée » et ne voit d'autre issue que de se rallier à l'agresseur.

Par ailleurs, les médias russes en exil subissent une double pression : d'une part, ils risquent de perdre leur public en Russie s'ils utilisent un langage perçu comme étranger ou « d'émigré » ; d'autre part, ils peuvent être accusés de manque de loyauté dans les pays d'accueil s'ils restent « trop proches » de l'agenda russe. Ce dilemme est exacerbé par la polarisation politique croissante et la méfiance renforcée, en Europe, à l'égard des contenus « russes », souvent associés à la propagande du Kremlin.

7. Conclusion de la Partie I : Les défis professionnels des journalistes en exil

Le journalisme en exil ne se résume pas à un simple déplacement géographique : il implique une transformation radicale des conditions d'exercice de la profession. Les journalistes ayant quitté leur pays en raison des menaces de répression doivent faire face à toute une série de défis qui transforment la nature même de leur métier.

À première vue, l'exil peut sembler signifier une libération du contrôle direct de l'État. Et de nombreux chercheurs (par exemple Tomás Dodds, Rana Arafat et Wang Ngai Yeung[198]) se

[198] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1-20, https://doi.org/10.1080/1461670X.2024.2366344.

concentrent sur ce changement, en supposant qu'il facilite la tâche des journalistes. Pourtant, leur public reste dans des pays où la censure et les lois répressives sont toujours en vigueur. Certaines d'entre elles, comme en Russie, sanctionnent non seulement les créateurs de contenu, mais aussi ceux qui le diffusent ou le commentent. Les moyens numériques de répression et de limitation de la liberté d'expression se perfectionnent chaque année. Il devient de plus en plus difficile pour les journalistes indépendants de faire face à des États disposant de tels outils, même lorsqu'ils se trouvent physiquement à l'étranger.

Malgré leur départ, les journalistes continuent à subir différentes formes de pression – des menaces numériques ou physiques dans leur pays d'origine à de nouveaux types de contrôle dans les pays d'accueil. Cette pression redéfinit les contours de la liberté éditoriale et affecte le contenu comme la forme des discours journalistiques.

Dans ce contexte, une réévaluation importante de l'identité professionnelle est en cours. Pour certains, cela devient l'occasion d'une radicalisation politique, pour d'autres, une nécessité de reconstruire leur légitimité et leur reconnaissance dans le champ professionnel.

Le journalisme russe en exil présente un certain nombre de caractéristiques spécifiques qui le distinguent des communautés journalistiques en exil décrites dans d'autres pays. Les chercheurs travaillant sur le journalisme russe ont relevé certaines de ces caractéristiques dans leurs travaux récents. Cependant, ils se concentrent le plus souvent sur certains aspects particuliers — la persécution des journalistes (comme Ilya Yablokov et Vasily Gatov[199]), ou les expériences subjectives liées au départ (comme Elena Rodina et Olga Dovbysh[200]). Une analyse de la situation sous différents angles, ainsi qu'un retour sur les pratiques auxquelles les journalistes étaient habitués dans leur pays d'origine, semble offrir une perspective plus féconde pour saisir l'ensemble du phénomène.En raison des lois répressives russes et de l'isolement du système bancaire, le journalisme russe en exil dépend presque entièrement de bailleurs de fonds internationaux et de la structure des subventions, ce qui engendre une nouvelle forme d'autocensure éditoriale, non plus liée à l'État, mais aux attentes des partenaires étrangers. Pour y remédier, certains médias tentent de diversifier leurs sources de revenus et de se tourner vers le financement participatif, ce qui crée à son tour une dépendance directe vis-à-vis des attentes de leur audience.

[199] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1-18.
[200] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1-17.

Le public, quant à lui, est fatigué des informations sur la guerre, la répression, les prisonniers politiques, les difficultés économiques et d'autres sujets qu'on pourrait regrouper sous le terme de « journalisme apocalyptique ». Or, ce sont précisément ces sujets qui constituent le cœur de la couverture médiatique des journalistes d'opposition russes. La possibilité de critiquer ouvertement le pouvoir et de parler des problèmes de la Russie est l'une des raisons principales qui ont poussé ces journalistes à partir en exil. Pour eux, perdre le lien avec leur public revient à perdre le sentiment de compréhension du pays, ce qui constitue une part essentielle de la *doxa* journalistique.

La tentative de renouer le lien avec le public resté au pays entre souvent en contradiction avec les efforts de construction de relations avec les sociétés et les autorités des pays d'accueil, qui attendent des journalistes exilés qu'ils soient des opposants actifs au régime russe. La situation est particulièrement délicate dans les pays anciennement sous influence soviétique ou membres de l'URSS. Cela oblige les journalistes à surveiller en permanence leurs prises de parole dans l'espace public.

Se retrouvant, en quelque sorte, pris entre deux feux – la nécessité de conserver leur public en Russie et celle de maintenir le soutien dans les pays d'accueil (principalement européens), le journalisme russe en exil fait preuve d'un haut degré de réflexivité. Cela le rend certes plus vulnérable, mais ouvre aussi la voie à l'espoir qu'il puisse trouver des formes d'existence plus stables, confiantes et indépendantes.

Partie II. Évolution de l'identité professionnelle: Nouvelles formes de journalisme en exil

La première partie de ce travail était consacrée aux défis auxquels sont confrontés les journalistes en exil. La seconde porte sur la manière dont ils y font face pour survivre et réussir.

L'évolution de l'identité professionnelle des journalistes en exil témoigne de leur résilience et de leur capacité d'adaptation aux conditions de pression politique et d'exil. De nouvelles formes de journalisme émergent, et beaucoup d'entre elles impliquent un élargissement des rôles journalistiques traditionnels : en plus de rendre compte des événements, les journalistes assument de plus en plus souvent des fonctions de mentor, d'activiste, d'organisateur communautaire, voire de défenseur des droits humains. Ces nouvelles fonctions suscitent des débats sur la transformation de l'objectivité journalistique et sur l'évolution des normes professionnelles.

Le travail des médias en exil dépend presque entièrement des technologies numériques : elles permettent d'organiser des rédactions à distance, de maintenir le lien avec les sources dans les pays d'origine, d'assurer la sécurité des communications et de diffuser l'information à l'échelle mondiale. Mais ces technologies comportent également de nouveaux risques — surveillance numérique, cyberattaques, fuites de données — et nécessitent l'acquisition de nouvelles compétences techniques.

Cependant, ce qui transparaît dans ces nouvelles formes d'activité journalistique, c'est l'essentiel : la capacité de survivre et de reconstruire une communauté professionnelle même loin de son pays d'origine.

Sur ce point, les journalistes russes en exil ne se distinguent pas de leurs collègues d'autres pays. Qui plus est, grâce au soutien des gouvernements européens et des journalistes, les organisations russes en exil ont pu, relativement rapidement, rétablir leur fonctionnement opérationnel. Beaucoup de ceux qui étaient initialement partis vers des pays non européens ont dû déménager une seconde fois, mais malgré cela, selon le rapport du *JX Fund* de 2024, au moins 66 médias indépendants opéraient à l'étranger[201]. Il est fort probable que tous ne

[201] *Locking down the windows*. JX Fund, 2024, https://jx-fund.org/wp-content/uploads/2024/10/JX-Fund-Russia-EXIM-Report-2024.pdf?x76990.

parviendront pas à survivre aux conséquences de la réduction des subventions, suite à la décision du président américain Donald Trump de mettre fin au programme de l'USAID. Il est toutefois encore trop tôt pour évaluer l'ampleur réelle de cet impact.

Les chercheurs du *JX Fund* estiment que les médias russes en exil ont été, dans les premiers mois, vulnérables non seulement à cause de menaces extérieures (y compris financières), mais aussi en raison de limites internes liées à leur fonctionnement. Ce sont principalement les membres des rédactions qui ont quitté la Russie, et non ceux occupant des postes de direction ou de communication (par exemple, directeur commercial, responsable SMM, chargé de collecte de fonds, community manager, directeur marketing). Les journalistes ont dû soit assumer eux-mêmes ces fonctions, soit tout simplement y renoncer, ce qui a eu des conséquences négatives sur la portée de leur audience et sur la viabilité de leurs médias[202]. Il est tout à fait possible que, pour cette raison, beaucoup d'entre eux auront bien plus de mal à surmonter la perte du financement américain par les subventions.

Avant d'examiner les réponses apportées aux difficultés professionnelles rencontrées par les journalistes en exil, abordons brièvement les obstacles liés à leur adaptation dans les pays d'accueil. Cette courte analyse aidera à mieux comprendre leurs actions et les choix qu'ils effectuent.

8. Les journalistes en exil face aux défis de la migration

Alors que le monde devient de plus en plus dangereux pour le journalisme, les journalistes commencent également à migrer hors de leurs pays d'origine, à la recherche de refuges sûrs qui leur permettent d'informer plus librement et en toute sécurité. L'absence de mécanismes de soutien aggrave la situation, car les journalistes en fuite se retrouvent souvent à naviguer dans des systèmes d'immigration complexes avec peu d'assistance[203].

Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que les journalistes en exil se trouvent entre deux mondes — leur profession exige d'eux qu'ils maintiennent un lien étroit avec le pays qu'ils ont quitté et auquel ils ne peuvent pas retourner, tandis qu'ils doivent en même temps s'adapter à la vie dans les pays d'accueil. Ainsi, même si beaucoup de difficultés rencontrées

[202] *Sustaining independence: Current state of Russian media in exile*. JX Fund, novembre 2023, https://jx-fund.org/wp-content/uploads/2023/12/Sustaining_Independence-Current_State_of_Russian_Media_in_Exile_2023.pdf?x98766.

[203] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20, https://doi.org/10.1080/1461670X.2024.2366344.

par les journalistes en exil sont similaires à celles des autres groupes de migrants, ils doivent en outre faire face à une tension supplémentaire directement liée à leur activité professionnelle. De plus, les migrants, tout en s'appuyant généralement sur des liens « anciens » transnationaux avec leur pays d'origine et des « nouveaux » liens dans leur pays d'accueil, sentent néanmoins que leurs liens avec l'ancien monde s'estompent progressivement, et cherchent à s'intégrer dans la nouvelle société[204]. Ce n'est pas le cas des journalistes en exil — ils restent entièrement concentrés sur les événements de leur pays. Comme le dit une journaliste russe : « Je passe toute la journée à travailler en russe, et quand je sors faire les courses, parfois je ne comprends pas où je suis ni pourquoi tout le monde parle une langue étrangère autour de moi »[205]. Ou encore : « Ma vie consiste à ouvrir mon ordinateur le matin et à le fermer le soir. Toute ma communication se fait là [en ligne], parce qu'ici je n'ai personne »[206].

En outre, les journalistes en exil ne sont pas certains de rester dans les pays où ils se trouvent. Cette situation crée un état d'esprit « nomade ». Comme l'a dit l'un d'entre eux : « C'est comme si on était suspendus, Dieu sait où, entre la Russie et ici »[207].

Certains chercheurs proposent même d'appeler ces journalistes « journalists in transition », les distinguant ainsi des journalistes de la diaspora, en les opposant ou en les qualifiant de sous-groupe de cette communauté[208]. Les diasporic media désignent les médias créés et consommés par les communautés diasporiques, c'est-à-dire des groupes de personnes qui se sont dispersées ou ont été dispersées de leur pays d'origine à travers le monde. Ces organisations proposent souvent des informations, du divertissement et du contenu culturel spécifiquement destinés à ces communautés, afin de maintenir les liens culturels et de répondre aux problématiques propres à leur expérience dans le pays d'accueil. Les médias en exil, en revanche, sont orientés vers la diffusion d'informations à destination du public resté au pays, souvent en réponse à la propagande étatique. Toutefois, cette distinction reste floue, et les fonctions des médias en exil et de ceux de la diaspora peuvent parfois se confondre. Les journalistes diasporiques peuvent aussi jouer un rôle de médiateur dans les conflits en cours

[204] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[205] Entretien avec Maria, réalisé par l'auteur, 3 avril 2025.
[206] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[207] Ibid.
[208] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016.

dans leur pays d'origine, et s'engager dans des pratiques de plaidoyer transnational. De plus, les médias en exil peuvent, avec le temps, se transformer en médias diasporiques par le biais de leur aide à la communauté locale (ce nouveau rôle sera analysé dans la section 10.3.1). Cependant, cela ne s'est pas encore produit dans le cas des médias russes — et cela ne se produira peut-être jamais — en raison de la fragmentation et de la polarisation de la société russe, y compris en exil (voir section 10.1.1). L'absence de liens avec la diaspora ne fait qu'accentuer le sentiment d'isolement chez les journalistes.

Les journalistes russes en exil font aussi face à une difficulté supplémentaire en matière d'intégration, liée à un dilemme éthique qui complique leur capacité à défendre leurs droits. Un journaliste installé en Lettonie déclare : « J'ai toujours envie de m'expliquer. De dire aux gens autour de moi que je n'ai rien à voir avec l'État qui mène cette guerre — pas le pays en soi, mais son gouvernement »[209]. Bien qu'ils s'opposent ouvertement au rôle de la Russie dans le conflit, les journalistes russes, en tant que citoyens d'un pays agresseur engagé dans une guerre de conquête, ont souvent le sentiment de ne pas avoir l'autorité morale pour faire valoir leurs besoins, et pensent même qu'ils n'ont pas le droit de se plaindre[210].

Le statut de citoyen d'un pays agresseur ne pèse pas seulement sur le plan moral, mais aussi sur le plan pratique : difficultés à obtenir des permis de séjour, à ouvrir un compte bancaire ou à circuler librement.

Les journalistes russes en exil évoquent également l'absence de motivation pour apprendre la langue locale, le fait qu'ils sont contraints de travailler beaucoup plus pour subvenir à leurs besoins, ainsi que les traumatismes psychologiques liés à l'exil, l'épuisement professionnel, le scepticisme quant à un éventuel retour, et la déception vis-à-vis des pays occidentaux qui les ont accueillis[211]. Malgré toutes ces difficultés, et les défis évoqués dans la première partie de ce mémoire, les journalistes russes en exil trouvent les moyens de reconstruire leur identité professionnelle.

---

[209] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine

[210] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.

[211] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.

9. Surmonter les difficultés professionnelles

Pour surmonter la censure et les mécanismes de contrôle, les journalistes en exil ont développé diverses stratégies. Il s'agit, en premier lieu, de solutions technologiques qui permettent de transmettre l'information au public en Russie sans mettre en danger les journalistes qui y travaillent encore et collaborent avec les médias d'opposition. Ensuite, il s'agit de l'élargissement du réseau de contacts afin de compenser l'éloignement des journalistes en exil par rapport aux événements qu'ils couvrent. Enfin, cela implique une transformation des contenus — un recentrage sur d'autres types de journalisme plus accessibles depuis l'exil.

9.1. Solutions technologiques contre la censure

L'émigration hors de Russie, combinée à une pression croissante de l'État russe, a poussé les équipes éditoriales à mettre en place des solutions innovantes pour atteindre leur public malgré une censure accrue. Les médias russes en exil ont été à l'avant-garde du lancement, de l'expérimentation et de l'expansion de diverses solutions innovantes :

- ➔ Solutions sûres pour la diffusion du contenu
  - ◆ Les clones PDF des pages — utilisés par *Meduza* et *Novaïa Gazeta Europe* pour contourner les blocages et maintenir l'engagement avec des textes longs.
  - ◆ Les *Magic Links* — des liens courts alternatifs renvoyant vers les contenus originaux, largement utilisés par *Meduza* et *Novaïa Gazeta Europe* depuis 2023. Selon *Meduza*, plus de 2 millions de personnes les ont utilisés.
  - ◆ Les newsletters via *WhatsApp* — *Verstka* demande à ses utilisateurs à l'étranger de transférer les publications à leurs proches restés en Russie. Ils diffusent également du contenu visuel via *Pinterest* (entre 2 500 et 3 000 vues par mois).
- ➔ Technologies anti-censure
  - ◆ Le VPN de *Paper* — un VPN sécurisé utilisé par plus de 60 000 personnes ; aucune donnée n'est stockée.
  - ◆ *Kaleidoscope* — un générateur de sites-miroirs avec possibilité de remplacement instantané des liens. Utilisé par plus de 25 organisations (dont *Memorial*, *Holod*, *DOXA*), avec plus de 80 000 vues par mois.

- L’extension Chrome de *Dojd* (« Potok») — permet un accès accéléré à *YouTube* pendant 2 heures gratuitement.

➔ Formats de contenu créatifs

- Gamification — *Scafander Games* et *7x7 Horizontal Russia* créent des romans visuels interactifs pour attirer le public et l’impliquer dans des sujets de société. Les jeux sont accompagnés de liens vers des dons et des publications.

9.2. Construire des réseaux alternatifs

Les journalistes en exil créent souvent des réseaux d’information alternatifs pour contourner la censure officielle. Par exemple, les journalistes de Birmanie entretiennent un vaste réseau de contacts à l’intérieur du pays. Cependant, ils reconnaissent eux-mêmes les limites de cette méthode — ils doivent faire confiance à ceux qui acceptent de leur parler et ne peuvent donc pas toujours avoir une vision totalement objective[212].

Les journalistes tibétains en exil s’appuient également sur des sources internes, mais s'efforcent d'élargir ce réseau autant que possible afin de vérifier l'information. Ils font également appel à des intermédiaires, appelés *communicators*. Ces personnes ne se considèrent pas comme des journalistes, mais respectent les normes professionnelles telles que la vérification de l’information. Leur motivation est souvent liée à leur expérience personnelle et à leur volonté de faire connaître la vérité sur la situation au Tibet à un public international. Ainsi, l'activité des *communicators* peut être comprise comme une forme d'activisme tacite intégrée à l'infrastructure du journalisme tibétain en exil[213].

Les journalistes burundais utilisent une fonctionnalité de *WhatsApp* qui permet d’envoyer un message à un grand nombre de contacts à la fois — des contacts qu’ils avaient réunis lorsqu’ils travaillaient encore dans le pays. En recevant de nombreuses réponses (y compris sous forme d’enregistrements audio) à leurs questions, les journalistes obtiennent non seulement des nouvelles, mais procèdent aussi à un fact-checking en croisant les informations avec plusieurs sources[214].

---

[212] Nordahl, Jade Josefine. *Waves of democracy : contemporary exile journalism : a case study of The Democratic Voice of Burma*. 2009. University of Oslo, Sweden, Master’s thesis, https://www.duo.uio.no/handle/10852/27768.

[213] Crete-Nishihata, Masashi, et Lokman Tsui. « “The Truth of What’s Happening” How Tibetan Exile Media Develop and Maintain Journalistic Authority ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, 2023, p. 295‑312.

[214] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « ‘Journalism in Another Form’: How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024.

Une méthode similaire est utilisée par le média russe *Meduza*. Sa directrice de publication et cofondatrice, Galina Timtchenko, appelle cela « le journalisme proxy ». *Meduza* charge quatre ou cinq personnes sur place de collecter des informations, après quoi les journalistes et éditeurs en exil élaborent à partir de ces données un article complet. « Désormais, toutes nos sources sont anonymes, et tous nos journalistes aussi », dit-elle[215]. De plus, la rédaction développe des règles spécifiques pour la communication avec les reporters sur place, notamment pour garantir leur sécurité, en s'appuyant sur l'expérience d'activistes sociaux et politiques, d'organisations non gouvernementales de défense des droits humains et de mouvements d'opposition[216].

Certaines personnes en Russie, pas nécessairement des professionnels, continuent de collaborer avec les journalistes malgré les menaces de poursuites pénales : « C'est tout simplement formidable, car il y a des gens courageux. Je suppose qu'ils nous aident parce que cela leur tient à cœur, et non pas pour l'argent. Nous n'avons pas de gros budgets. Autrement dit, ils veulent améliorer le monde »[217].

La chaîne *Dojd*, dont les reporters ne peuvent filmer ouvertement ni en Russie ni en Ukraine, utilise pour ses reportages sur les combats le schéma suivant : assembler des enregistrements d'appels téléphoniques et beaucoup de narration en voix off. Selon les journalistes : « Cela ressemble plutôt à un article écrit. »[218].

Dans les médias en exil, ce ne sont pas seulement les faits qui sont vérifiés, mais aussi le ton des matériaux journalistiques. Les journalistes demandent à leurs amis et collègues restés en Russie de lire ou de regarder leurs productions pour évaluer si l'information reste pertinente pour le public et si le ton est approprié : « J'ai un accord avec mes collègues et mes amis à Moscou : si je commence à écrire quelque chose de typiquement "d'émigré", c'est-à-dire condescendant ou du genre "il a passé un accord avec le gouvernement"… je leur demande

[215] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.
[216] Kolpakov, Ivan. « Советы для редакций в изгнании: работа с журналистами, остающимися в стране (Conseils pour les rédactions en exil: travailler avec les journalistes qui restent dans le pays) ». *ijnet*, 21 mai 2024, https://ijnet.org/fr/node/17753.
[217] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.
[218] Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.

de relire mes textes afin d'éviter tout ton accusateur. Cela m'intéresse de voir les compromis que les gens font, car moi-même j'en fais aussi. Et je ne voudrais pas légitimer cela »[219].

Dans certaines rédactions, ce sont les éditeurs qui veillent au ton : « Même si quelqu'un dérape et choisit une formulation trop émotionnelle, il y a toujours un éditeur — parfois deux — pour dire ensuite : "Tu peux ressentir tout ce que tu veux, mais rendons cela un peu plus doux, plus neutre ici" »[220].

Dans leur volonté d'éviter une « perte de lien » avec leur public, certains journalistes s'efforcent de maintenir un maximum de contacts avec ceux restés dans le pays. Pour cela, ils s'appuient sur les technologies. Il s'agit en général de la lecture de chaînes *Telegram* ou de groupes *WhatsApp* locaux, mais parfois même de promenades virtuelles dans les villes via Street View sur Google Maps[221]. Mais dans ce dernier cas, le désir de maintenir des liens professionnels cache peut-être une forme de nostalgie ou une réaction à l'ambivalence de leur propre situation. Contrairement à d'autres migrants, les journalistes en exil ne peuvent pas se consacrer entièrement à leur nouvelle vie dans le pays d'accueil, car tout leur travail et leur attention restent focalisés sur l'endroit qu'ils ont quitté[222].

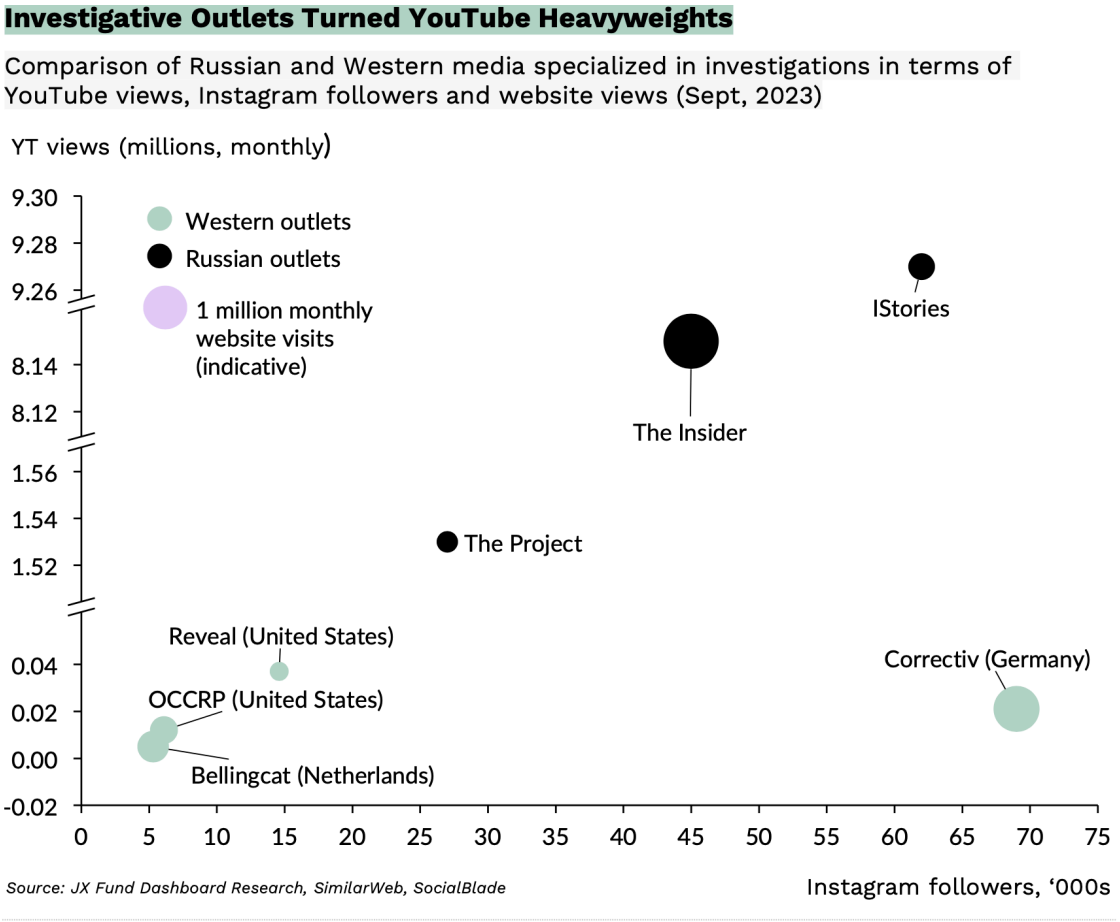
De toutes nouvelles solutions technologiques ont également vu le jour, parfois en collaboration avec des organisations de défense des droits humains. *Project Glush*, fondé à l'été 2022, met en relation des freelances en région avec des médias ayant quitté le pays via une base de données. Celle-ci est organisée par compétences, lieux et sujets, facilitant ainsi les mises en relation. Le projet a commencé par un chat ouvert, puis *Glush* a intégré un bot, développé par *OVD-Info*, afin d'accélérer encore le processus.

9.3. Nouvelle focalisation

Malgré toutes les limitations — externes, internes et la distance physique avec la Russie — les médias russes en exil ont réussi à trouver des solutions en matière de contenu qui continuent d'attirer leur audience. L'une des principales réussites est sans doute l'essor du journalisme d'investigation[223]. Selon les données citées dans un rapport de *JXFund*, les

[219] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[220] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.
[221] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[222] *ГЛУШ (GLUSH)*, https://glush4media.ru/.
[223] Daucé, Françoise. « Le data-journalisme : enquêter et intervenir dans un espace public censuré ». *Genèse d'un autoritarisme numérique*, edited by Françoise Daucé et al., Presses des Mines, 2023.

médias russes indépendants spécialisés dans les enquêtes obtiennent un nombre de vues bien plus important que leurs homologues occidentaux sur leurs sites web, et possèdent des chaînes YouTube dont la taille est supérieure à plusieurs ordres de grandeur[224].



L'un des projets les plus remarquables, fondé sur les données en libre accès (*open-source data*), s'attache à remettre en question les chiffres officiels du Kremlin sur les pertes humaines, en révélant les noms des soldats russes morts en Ukraine. Leur enquête, menée par des journalistes de *BBC Russia* et *Mediazona*, s'appuie sur un éventail de sources, incluant des avis de décès, des publications sur les réseaux sociaux et des documents de tribunaux d'homologation[225]. Ces découvertes indiquent un nombre de morts nettement plus élevé que les chiffres officiels, soulignant le coût humain de cette guerre initiée par l'État russe.

Les journalistes de *IStories* ont proposé une nouvelle méthodologie pour documenter les crimes de guerre russes. En collaboration avec *Tagesspiegel* et 52 experts de *Vertical*, ils ont

[224] *Sustaining independence: Current state of Russian media in exile*. JX Fund, novembre 2023, https://jx-fund.org/wp-content/uploads/2023/12/Sustaining_Independence-Current_State_of_Russian_Media_in_Exile_2023.pdf?x98766.
[225] « Russian losses in the war with Ukraine ». *Mediazona*, https://en.zona.media/article/2025/03/28/casualties_eng-trl.

analysé, à l'aide d'images satellites, l'ampleur des destructions dans des villes ukrainiennes telles que Marioupol, Severodonetsk et Bakhmout. Ils recourent à l'apprentissage automatique pour comparer les dégâts avant et après le début de la guerre. À Marioupol, 50% des bâtiments ont été détruits, contre 59% à Severodonetsk et 71% à Bakhmout[226].

Le média *The Bell*, spécialisé principalement dans les questions économiques, a mené une enquête sur les moyens utilisés par la Russie pour contourner les sanctions en important depuis les pays voisins. L'enquête montre que, durant le premier semestre 2023, la Russie a accru ses importations depuis le Kazakhstan, l'Arménie, le Kirghizistan, la Turquie et d'autres pays de près de 40% (soit 5,2 milliards de dollars). Les journalistes ont analysé les statistiques douanières de ces États afin d'identifier les schémas de contournement des sanctions sur des produits logistiques clés, tels que les composants microélectroniques et les pièces détachées pour l'aviation[227].

En dehors des investigations, les médias russes en exil tentent de développer des projets de niche et des thématiques spécifiques, notamment les questions de genre, l'écologie ou la situation des minorités ethniques. Mais ces tentatives restent encore largement expérimentales : il s'agit de tester si ces nouvelles thématiques peuvent réellement attirer une audience renouvelée. Même les médias qui étaient à l'origine plus spécialisés tendent à s'éloigner de ce modèle. Par exemple, *Verstka*, lancé en avril 2022, était initialement centré sur les inégalités de genre, les droits LGBTQ+ et le féminisme. Toutefois, à mesure que la rédaction s'est étoffée, la ligne éditoriale s'est également élargie. Aujourd'hui, *Verstka* se définit ainsi : « Des journalistes professionnels qui se sont réunis pour écrire sur la Russie sans censure, sans pression et sans manipulation. Nous ne faisons pas de propagande, de politique ni d'activisme. Seulement des histoires, des faits et des tendances. »[228]

Néanmoins, il existe encore des médias thématiques, comme *Kedr*, apparu en 2022, qui traite de la question environnementale, ainsi que plusieurs projets fédérant des rédactions

[226] Uzhvak, Polina. « Sledy vojny iz kosmosa: čto my uznali o masštabah razrušenij ukrainskih gorodov iz analiza sputnikovyh snimkov (Traces de guerre de l'espace: ce que nous avons appris sur l'ampleur de la destruction des villes ukrainiennes à partir de l'analyse des images satellites) ». *Istories*, 22 avril 2024, https://istories.media/stories/2024/02/22/sledi-voini-iz-kosmosa/.
[227] Kasyanchuk, Denis. « Za polgoda Rossiâ uveličila import iz sosednih gosudarstv počti na 40%. Tak strana obhodit sankcii (En six mois, la Russie a augmenté ses importations en provenance des pays voisins de près de 40%. Ainsi, le pays contourne les sanctions) ». *The Bell*, 12 octobre 2023, https://thebell.io/amp/za-polgoda-rossiya-uvelichila-import-iz-sosednikh-gosudarstv-pochti-na-40-tak-stana-obkhodit-sanktsii.
[228] *Verstka*, https://verstka.media/about

régionales et des journalistes, tels que *Novaïa Vkladka*, *Ochevidtsy*, *Govorit NeMoskva* et d'autres.

9.4. Conclusion

Face à une censure croissante et à une pression intense dans leur pays d'origine, les journalistes russes en exil ont été contraints non seulement de s'adapter à une nouvelle réalité, mais aussi de chercher activement de nouveaux moyens de préserver leur profession et leur lien avec leur public. Ils ont mis au point un éventail de stratégies : des solutions technologiques pour contourner les blocages et garantir la sécurité, la construction de réseaux alternatifs pour accéder à l'information, ainsi qu'un changement d'orientation — une réorientation vers des formats et des thématiques plus adaptés à l'exil. Ces efforts ont non seulement permis de maintenir une activité journalistique dans des conditions difficiles, mais ont aussi stimulé le développement de nouveaux formats, de méthodes d'enquête innovantes et l'élargissement des thématiques abordées. Ainsi, les difficultés professionnelles sont devenues un moteur de transformation et de renouveau du journalisme indépendant russe en exil.

10. Évolution des rôles professionnels

L'évolution du professionnalisme chez les journalistes en exil dépend directement des structures et des normes du journalisme en vigueur dans les pays non démocratiques qu'ils ont quittés. Les objectifs que se fixent les journalistes dans les États autoritaires peuvent être plus simples et fondamentaux que les missions remplies par leurs homologues occidentaux et analysées par les chercheurs en journalisme. Souvent, la liberté de la presse dans les pays non démocratiques signifie le droit élémentaire de diffuser la « véritable » vérité sans céder à la pression de l'État. Les recherches montrent que les journalistes dans les pays en développement ne perçoivent pas leur rôle professionnel de la même manière que leurs collègues occidentaux — ils considèrent les changements politiques comme le principal moteur de leur travail[229].

Dans des conditions de survie difficiles, les journalistes non occidentaux font preuve d'une plus grande flexibilité en matière de normes éthiques que leurs homologues occidentaux. Les journalistes d'opposition sont contraints, d'un côté, de se démarquer de leurs collègues

[229] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016.

propagandistes, et de l'autre, d'éviter la pression de l'État. En conséquence, l'autocensure devient souvent le principal mécanisme de survie.

Une fois en exil, où ils ne subissent plus une pression politique aussi intense qu'auparavant, les journalistes endossent souvent un rôle impliquant la défense des droits et libertés dont ils étaient privés dans leur pays d'origine. Libérés de la nécessité de faire des compromis, les journalistes ressentent le besoin de s'exprimer comme ils ne pouvaient se le permettre auparavant. Les chercheurs remarquent que le journalisme en exil peut se caractériser par un certain parti pris lié à une position critique envers les gouvernements des pays d'origine[230]. Parfois, ces pratiques brouillent les frontières entre journalisme, militantisme, défense des droits de l'homme, mouvements sociaux et travail au sein de la société civile[231]. Cela conduit à une redéfinition des frontières professionnelles, que l'on peut considérer comme un processus naturel propre aux journalistes en exil à travers le monde. Ils réinterprètent leurs rôles ou en créent de nouveaux afin d'aider ceux qui sont restés à survivre et à poursuivre leur travail. De plus, ces nouveaux rôles permettent de rendre compte de la situation dans les pays quittés et de mobiliser un soutien en faveur des victimes des régimes autoritaires.

Certains journalistes commencent à collaborer davantage avec des organisations de défense des droits humains, à faire du plaidoyer ou deviennent eux-mêmes militants. D'autres, au contraire, dans le souci d'éviter la subjectivité, assument des fonctions de *watchdog* qu'ils jugent les plus neutres car fondées uniquement sur les faits. D'autres encore viennent en aide à leurs compatriotes exilés ou se tournent vers l'enseignement.

Quelles que soient les nouvelles fonctions assumées par les journalistes en exil, celles-ci ne sont pas universelles et dépendent de divers facteurs tels que les influences politiques, organisationnelles, procédurales, économiques ou liées aux groupes de référence. C'est pourquoi, avant de décrire les rôles principaux des journalistes en exil les plus souvent identifiés par les chercheurs (alliés des défenseurs des droits humains, militants, *watchdogs* et formateurs), il convient d'examiner les spécificités de la diaspora russe d'opposition et des rôles assumés par les journalistes russes.

---

[230] Skjerdal, Terje S. « Journalists or Activists? Self-Identity in the Ethiopian Diaspora Online Community ». *Journalism*, vol. 12, nº 6, 2011, p. 727‑44.

[231] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96.

10.1. Spécificités du journalisme russe en exil

10.1.1. Les nouveaux rôles des journalistes russes dans l'environnement d'opposition

L'examen des activités de la diaspora d'opposition présenté par *The Russian Analytical Digest* souligne, d'une part, son activisme élevé, qui a donné naissance à de nombreux projets et initiatives, et d'autre part, l'efficacité limitée de son action, en raison de divisions idéologiques et de querelles incessantes[232]. Une position anti-guerre commune ne suffit pas à créer une union, et en conséquence, « l'opposition est perçue comme inefficace et concentrée sur des conflits internes plutôt que sur la création d'un front uni d'action contre le régime de Poutine »[233].

C'est précisément pour cette raison que, selon les chercheurs de la communauté d'opposition russe Mikhail Turchenko et Margarita Zavadskaya, le public d'opposition suit davantage les youtubeurs, les blogueurs et les « vulgarisateurs » que les politiciens. Du point de vue des informateurs interrogés par les chercheurs, ces figures médiatiques ne revendiquent pas le pouvoir politique, sont moins conflictuelles et sont même capables de s'unir. Ce sont précisément les blogueurs politiques, les vulgarisateurs et les journalistes qui, selon Mikhail Turchenko et Margarita Zavadskaya, façonnent l'identité de la communauté d'opposition. Cette nouvelle sphère publique constitue en grande partie l'infrastructure de l'opposition russe, assurant à la fois l'unité de la diaspora d'opposition et son lien avec les sympathisants restés en Russie[234].

Il est généralement caractéristique des journalistes en exil d'endosser un rôle politique, indépendamment de leur pays d'origine : « vivant en exil loin de patries répressives, les journalistes de la diaspora jouent un rôle crucial dans la mobilisation du changement au sein des sociétés non démocratiques »[235]. Mais pour les journalistes russes, ce rôle est nouveau.

---

[232] Turchenko, Mikhail, et al. *Russian Opposition in Exile, Part 1: Internal Heterogeneity*. ETH Zurich, 10 septembre 2024, https://doi.org/10.3929/ETHZ-B-000692533; Vorobeva, Ekaterina, et al. *Russian Opposition in Exile, Part 2: Networks*. ETH Zurich, 11 septembre 2024.

[233] « Nevliâtel′noe izgnanie: počemu rossijskaâ oppozicionnaâ diaspora aktivna, no neèffektivna (Exil iinsignifiante : pourquoi la diaspora de l'opposition russe est active mais inefficace) ». *Re:Russia*, 2 octobre 2024, https://re-russia.net/analytics/0193/.

[234] Turchenko, Mikhail, et Margarita Zavadskaya. « Russian Wartime Migrants: Matching Political Demand with Supply ». *Russian Opposition in Exile, Part 1: Internal Heterogeneity*, nº 316, septembre 2024, https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/Russian_Analytical_Digest_316.pdf.

[235] Ekwo, Uchenna. *Diaspora media and citizen engagement in the digital age: Analyzing the impact of transna-tional journalism on democratization.* 2011,

Bien qu'ils aient l'habitude d'exprimer publiquement leurs opinions politiques et franchissent parfois la ligne entre journalisme et militantisme, ils ne se considèrent pas comme des politiciens et ne se donnent pas pour mission d'assumer leurs fonctions. Malgré leur autorité significative et la puissance de leur voix, les médias ne peuvent remplacer les politiciens et les institutions politiques qui devraient formuler des stratégies générales et des « programmes d'action »[236].

Bien que les médias russes en exil tentent de se tenir à l'écart de la vie politique de l'opposition russe, leur silence lors de nouveaux conflits internes est perçu comme une prise de position. La communauté d'opposition russe attend des médias en exil qu'ils endossent le rôle de régulateur. Après la publication de l'enquête de Maksim Kats accusant l'ancien banquier Alexandre Jélézniak de tenter de « blanchir » sa réputation avec le soutien du Fonds de lutte contre la corruption (FBK), de vifs débats ont éclaté et le fonds, jusque-là considéré comme intouchable dans les cercles de l'opposition, a fait l'objet de critiques. Cependant, certains médias en exil ont préféré ne pas aborder ce sujet. Le journaliste Oleg Kashin estime que cet épisode a mis en doute l'objectivité du journalisme russe en exil lorsqu'il s'agit d'évaluer des structures proches idéologiquement : « Ils auraient pu emporter avec eux de Russie des standards professionnels élevés, une éthique journalistique, cette mission de service de la vérité si importante non seulement pour la profession, mais pour toute la société. Mais pour une raison ou une autre, le bagage journalistique de l'émigration s'est retrouvé rempli de partialité, d'autocensure, d'interdits sur le négatif et de solidarité de clan, et cette jeune génération de journalistes travaillant aujourd'hui dans les médias anti-Poutine est corrompue tout aussi efficacement, sinon plus, que leurs homologues sur les chaînes publiques russes »[237].

On peut donc supposer que les médias russes en exil, bien qu'ils ne cherchent pas à s'intégrer dans la communauté politique d'opposition et préfèrent garder leurs distances, demeurent néanmoins une partie importante de celle-ci — du moins aux yeux du public. Le refus de

---

https://www.mycmpi.org/wp-content/uploads/2012/07/Diaspora-Media-and-Citizen-Engagement-in-the-Digital-Age-Analyzing-the-Impact-of-Transnational-Journalism-on-Democratization.pdf.

[236] Turchenko, Mikhail, et Margarita Zavadskaya. « Russian Wartime Migrants: Matching Political Demand with Supply ». *Russian Opposition in Exile, Part 1: Internal Heterogeneity*, nº 316, septembre 2024, https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/Russian_Analytical_Digest_316.pdf.

[237] Kashin, Oleg. « Â/my Aleksandr Železnâk. Skandal s FBK kak èpizod istorii žurnalistiki (Je / nous sommes Alexander zheleznyak. Le scandale FBC comme épisode de l'histoire du Journalisme) ». *Kashin Plus*, 28 octobre 2024, https://telegra.ph/YAmy-Aleksandr-ZHeleznyak-Skandal-s-FBK-kak-ehpizod-istorii-zhurnalistiki-10-28.

participer ouvertement aux querelles politiques n'est pas perçu comme une position neutre, mais plutôt comme une forme d'approbation tacite ou de fuite devant la responsabilité. Cette tension entre la volonté de distance et l'attente publique d'implication pourrait, avec le temps, conduire à une transformation du rôle professionnel des journalistes russes en exil, les amenant à jouer un rôle plus actif dans la formation de l'identité de l'opposition et dans l'évaluation des événements au sein de la diaspora anti-Poutine.

10.1.2. Les nouveaux rôles des journalistes russes au sein de la communauté journalistique

Les journalistes refusent pour l'instant de réguler le climat politique d'opposition, mais ils sont prêts à participer à la structuration du fonctionnement de leurs institutions professionnelles. Qui plus est, la réflexion et l'analyse de la situation dans laquelle se trouve le journalisme russe sont devenues l'un des axes importants des publications et des discussions professionnelles. La nécessité de réformer les institutions devient de plus en plus évidente pour les journalistes : « J'ai beaucoup de respect et d'admiration pour ce que font les journalistes indépendants russes. Ce sont précisément des auteurs individuels que j'apprécie. J'éprouve beaucoup d'amertume et de frustration face à ce qui se passe avec les rédactions en tant qu'organisations, mais lorsqu'il s'agit de la passion, de l'énergie et de l'amour du métier des auteurs, il n'y a que de l'admiration. »[238]

Dans leur tentative de trouver leur place dans le paysage médiatique en exil, certains journalistes passent du journalisme aux tâches de soutien aux médias. Par exemple, certains mènent des enquêtes sociologiques pour étudier le public des médias en exil à l'intérieur de la Russie, ce qui permet d'ajuster les messages et d'élargir l'audience. D'autres trouvent un sens à leur action en réunissant leurs collègues exilés pour défendre leurs intérêts auprès des bailleurs de fonds et des décideurs européens, devenant ainsi des agents de changement pour leur communauté[239]. D'autres conçoivent des solutions techniques pour aider leurs confrères d'autres rédactions : « Je ne supporte pas de voir que nous essayons tous de résoudre seuls les mêmes problèmes, alors que nous avons le même objectif. C'est pourquoi nous sommes prêts

[238] D'après une interview de Vladimir Chvedov, rédacteur de « Verstka ». Lettre d'information «Mediagratch». 6 mars 2025.
[239] Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18.

à parler de nos programmes à tout le monde et à former les autres ».[240] D'autres encore deviennent producteurs ou intermédiaires entre les auteurs et les médias indépendants.

Ce changement de rôles constitue un phénomène intéressant dans l'histoire des médias russes, qui montre que les journalistes sortent progressivement de l'isolement. Comme nous l'avons évoqué dans la première partie de ce mémoire, les journalistes russes en exil entretiennent des liens très faibles avec les journalistes et les autres communautés des pays d'accueil. L'une des raisons est la difficulté d'intégration, liée à une immersion quotidienne totale dans la situation de leur propre pays. Néanmoins, comme tous les migrants, les journalistes russes ont besoin de soutien. En général, ils s'appuient sur leurs collègues : dans les lieux où existent d'importantes communautés de journalistes en exil, on trouve des groupes de discussion où les journalistes russes partagent des conseils. Grâce à ce système de soutien, les journalistes constatent que leur socialisation professionnelle s'est améliorée par rapport à ce qu'elle était en Russie[241]. En effet, les journalistes russes n'avaient jamais réussi à créer un syndicat fonctionnel ni à former une communauté solidaire. Chaque média fonctionnait de manière isolée, et affrontait seul la pression de l'État et la censure. Il était alors beaucoup plus facile de vaincre et de soumettre ces médias.

En exil, les journalistes se trouvent dans des conditions relativement similaires et font face aux mêmes problèmes. Ils sont prêts à se soutenir mutuellement. L'un d'eux a comparé cette situation à une « feuille blanche », où chacun « revient au point de départ » et devient « plus ouvert », tant pour apporter de l'aide que pour en recevoir[242].

L'étape suivante dans la recherche de soutien et de stabilité consiste à échanger et à partager des expériences avec des collègues ayant un parcours similaire dans d'autres pays, par exemple en rejoignant des réseaux plus larges de journalistes en exil. Selon certains témoignages, des journalistes russes ont déjà entrepris cette démarche et communiquent avec ceux qui sont « un pas en avant » — les journalistes biélorusses, voire afghans ou turcs[243].

Au niveau institutionnel, les médias russes échangent déjà de manière plus assurée avec leurs collègues des pays non occidentaux — lors de conférences, de tables rondes, etc. *Meduza* a

[240] Entretien avec Ekaterina, réalisé par l'auteur, 3 avril 2025.
[241] Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*, mars 2025, p. 1‑17.
[242] Ibid.
[243] Ibid.

rejoint le réseau de journalistes en exil *Nemo*[244], qui regroupe des médias d'Iran, d'Azerbaïdjan, de Russie, du Nicaragua et du Myanmar, favorisant les échanges de savoir-faire professionnels et ouvrant des perspectives de projets communs. On peut espérer que ces démarches vers l'intégration mèneront les journalistes russes à une coopération à part entière avec leurs collègues occidentaux. Aujourd'hui, les journalistes russes participent déjà activement à des projets d'enquête transnationaux, comme ceux de l'*OCCRP* (*Organized Crime and Corruption Reporting Project*) ou de l'*ICIJ* (*International Consortium of Investigative Journalists*). Ou encore à des projets thématiques, comme le *Barents Observer* (Norvège), qui publie des articles sur l'Arctique.

Il convient de noter qu'à l'inverse, les journalistes en exil s'éloignent de plus en plus de leurs collègues restés en Russie, bien qu'ils continuent à suivre les publications qui paraissent dans le pays. À cet égard, le scandale autour du prix indépendant de journalisme « Redkollegiya », survenu fin avril 2025, est révélateur. Alexandre Tchernykh, journaliste à *Kommersant*, a refusé de recevoir ce prix, accusant les organisateurs — qui ne se trouvent pas en Russie — de partialité : « Le site de "Redkollegiya" affirme que "le lieu de publication n'a pas d'importance : ce qui compte, c'est la qualité professionnelle du travail journalistique". Je pense que le jury s'est écarté de ce principe et fait preuve d'un choix très sélectif dans sa sélection de candidats… Les publications de journalistes issus de soi-disant médias "sous censure" figurent dans les présélections bien moins souvent que les textes "indépendants". »[245] Les propos d'Alexandre Tchernykh ont suscité une vague de critiques de la part de journalistes et de blogueurs anti-guerre, pour qui un prix indépendant ne devrait pas récompenser un journaliste issu d'un média russe sous censure, et donc, selon eux, « pro-gouvernemental » (« Ses reportages sont tout aussi mensongers de bout en bout. Évidemment, il travaille pour Ousmanov en 2025, de quoi parle-t-on ? »[246]). D'autres voix se sont élevées pour défendre l'attribution du prix à Tchernykh : « Le reportage d'Alexandre est un texte digne et important, qui mérite pleinement d'être récompensé. Certains disent, y compris des personnes que je respecte, que décerner un prix à des textes qui tentent de raconter la guerre dans un langage "neutre" et sous des termes dictés par la censure, c'est en soi problématique. Je ne suis pas d'accord : à mes yeux, le prix cherche à refléter de manière adéquate la réalité des médias russes, et dans l'ensemble, il y parvient… L'occupation d'une partie du territoire russe est un événement historique de tout premier ordre, et je trouve

[244] www.exiled.media
[245] Tchernyh, Aleksandr. *Message Telegram*. 30 avril 2025, https://t.me/Crexcrexcrex/4340.
[246] Nacke, Michael. *Post sur X*, 30 juillet 2025, https://x.com/michaelnacke/status/1917619135434953010.

précieux qu'un long texte à ce sujet, sans rhétorique de propagande, ait été publié dans un média "légal" comme *Kommersant*. »[247]

Ce conflit reflète la formation d'une nouvelle identité des journalistes en exil, dont une composante est la mise à distance, voire l'opposition, vis-à-vis des collègues restés en Russie. La frontière symbolique entre journalisme « libre » et journalisme « sous censure » devient de plus en plus nette — tant pour les journalistes exilés que pour ceux restés sur place. Ces derniers sentent qu'ils perdent, pour reprendre la terminologie de Pierre Bourdieu, leur « capital » dans le champ global du journalisme russophone, tandis que les journalistes en exil agissent de plus en plus collectivement, sont plus enclins à la coopération et au soutien mutuel.

10.1.3. Rôle des acteurs de l'information civique

Les chercheurs Tomás Dodds, Rana Arafat et Wang Ngai Yeung désignent comme l'un des nouveaux rôles des journalistes en exil celui de *civic information workers*. Il s'agit avant tout d'un travail auprès des communautés migrantes : conseils et aide en matière juridique, informations sur l'accès aux services sociaux, possibilités d'emploi et d'intégration culturelle. Ce type d'activité apparaît comme une suite logique de la préoccupation journalistique envers la diaspora, qui s'exprime d'abord dans les pratiques professionnelles habituelles : « De nombreux journalistes latino-américains ont exprimé que leur rôle va au-delà du simple reportage. Ils se considèrent plutôt comme les gardiens des récits de leur communauté et, à ce titre, estiment avoir le devoir de lutter contre la désinformation, de remettre en question les stéréotypes et d'offrir une plateforme favorisant le dialogue et la compréhension »[248]. Impliqués dans les problèmes de la diaspora, les journalistes commencent à aider leurs compatriotes et remplissent ainsi un vide laissé par l'absence de services d'information adéquats proposés par les États d'accueil aux migrants.

Il est intéressant de noter que les journalistes russes en exil assument rarement cette fonction. Cela peut s'expliquer par le fait que peu de temps s'est écoulé depuis leur départ de Russie, et que beaucoup d'entre eux vivent encore dans une situation d'incertitude et rencontrent

[247] Kolezev, Dmitry. « "Podcenzurnyj" ne značit "propagandistskij": premiâ "Redkollegiâ", reportaž o vojne i otkaz Aleksandra Černyha ("Sous-censuré" ne veut pas dire "propagandiste": le prix du Comité de Rédaction, le reportage sur la guerre et le refus d'Alexandre Chernyh) ». *Echo*, 1 mai 2025, https://echofm.online/opinions/podczenzurnyj-ne-znachit-propagandistskij-premiya-redkollegiya-reportazh-o-vojne-i-otkaz-aleksandra-chernyh.

[248] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20, https://doi.org/10.1080/1461670X.2024.2366344.

eux-mêmes des difficultés d'intégration. Une autre raison possible est la forte polarisation de la société russe en exil, où les gens se montrent méfiants les uns envers les autres. Et cela ne concerne pas uniquement les vagues de migration précédentes, qui peuvent avoir une vision différente de la situation en Russie (certains de ces migrants soutenant par exemple la politique de Poutine), mais aussi ceux qui sont arrivés après 2022. « On ne sait pas qui on a en face, pourquoi cette personne est partie. Parfois, à la première rencontre, on demande : vous êtes parti quand ? Si c'était en 2022, avant septembre, avant la mobilisation, c'est une histoire. Si c'est après, c'en est une autre. »[249] On considère que ceux qui ont quitté la Russie immédiatement après le début de la guerre à grande échelle en Ukraine, ou durant ses premiers mois, sont en majorité partis pour des raisons politiques, en lien avec des menaces directes ou une position anti-guerre. Après l'annonce de la mobilisation partielle, ce sont surtout ceux qui voulaient éviter la conscription ou redoutaient une détérioration économique qui ont quitté le pays — ils avaient rarement une expérience de l'activisme politique ou des convictions politiques affirmées[250]. Cette distinction est indirectement confirmée par les statistiques de retour : selon Bloomberg, jusqu'à 45 % des réfugiés de la mobilisation seraient temporairement retournés en Russie d'ici 2024[251], alors que le taux de retour pour ceux partis avant septembre 2022 ne dépasse pas 16 %[252].

Ces deux vagues migratoires sont également perçues différemment par les autorités russes. Les émigrés de la première moitié de 2022 sont plus fréquemment qualifiés de « traîtres » et « ennemis de la société ». Quant aux réfugiés de la mobilisation, ils sont partiellement considérés comme une ressource à réintégrer : les autorités russes ont annoncé la création de programmes de réinsertion pour les travailleurs qualifiés[253].

Dans ce contexte de polarisation, il n'est pas étonnant qu'il n'existe pratiquement aucun média spécialisé dans les problèmes de la diaspora russe dans son ensemble, même sur des sujets neutres : « Au début de la guerre, des amis ont essayé de créer un site recensant les

[249] Entretien avec Anna, réalisé par l'auteur, le 6 février 2025.
[250] Kulesheva, Anna. « Èmigraciâ: strah i "vtoraâ glava lûbvi" (Émigration: la peur et le "deuxième chapitre de l'amour") ». *Novaïa Gazeta*, 5 avril 2025, https://novayagazeta.ru/articles/2025/04/05/emigratsiia-strakh-i-vtoraia-glava-liubvi.
[251] « Russians who fled abroad return in boost for Putin's war economy ». *Bloomberg*, 2 mai 2024, https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-05-02/russians-who-fled-war-return-in-boost-for-putin-s-war-economy?sref=cus85deZ.
[252] Kamalov, Emil, et Ivetta Sergeeva. « Ostatʹsâ ili uehatʹ. Naskolʹko realʹno massovoe vozvraŝenie v Rossiû uehavših (Rester ou partir. Quelle est la réalité du retour massif en Russie des partis) ». *Carnegie Politika*, 30 juillet 2024, https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2024/07/russian-emigration-in-flux?lang=ru.
[253] « Peskov zaâvil ob otsutstvii v Rossii mesta dlâ "vragov našej strany" (Peskov a déclaré qu'il n'y a pas de place pour les "ennemis de notre pays") ». *RBC*, 11 septembre 2023, https://www.rbc.ru/rbcfreenews/64fedf2c9a79470b84686b20.

événements culturels à travers le monde, mais ils n'ont pas été compris. Les gens fuyaient la guerre, et eux proposaient des divertissements. Ce ne sont pas des expatriés, quand même. »[254]

Depuis 2022, plusieurs projets ont vu le jour au sein de la communauté migrante russe, s'inscrivant dans la logique des *civic information workers*. Le plus visible est *Kovcheg*, fondé en mars 2022 avec la participation de Mikhaïl Khodorkovski, Dmitri Goudkov et d'autres figures de l'opposition. *Kovcheg* propose un hébergement temporaire gratuit à Erevan, Istanbul, Varsovie et (temporairement) dans trois villes du Kazakhstan, ainsi qu'un accompagnement pour établir des contacts dans différents pays et des consultations juridiques. En avril 2025, le politicien Ilia Iachine a ouvert à Berlin une « permanence citoyenne » pour offrir un soutien juridique et social aux migrants russes, y compris une aide à l'emploi et à l'intégration[255]. En France, le travail d'information civique auprès des migrants russes est mené par *Russie-Libertés* et *Le Point d'appui – Totchka*.

Cependant, bien que ces projets occupent déjà une partie de cet espace, il reste de la place pour les médias. « Le succès absolu de *Volna* [un réseau de chaînes *Telegram*], c'est un article expliquant comment acheter un billet de bus. Évidemment, aucun média local, même russophone, ne vous expliquera cela », raconte Ilia Klishin, fondateur de *Volna*[256]. Néanmoins, le contenu principal des médias diasporiques reste l'actualité locale en langue russe. Le public de ces chaînes *Telegram* est constitué de personnes opposées au régime, ayant quitté la Russie et vivant dans des villes précises — Vilnius, Riga, Berlin. Selon Ilia Klishin, ces chaînes fonctionnent grâce aux dons et aux revenus publicitaires.

Les chercheurs du journalisme en exil Tomás Dodds, Rana Arafat et Wang Ngai Yeung interprètent l'émergence de ces médias comme le résultat « d'un profond sentiment d'obligation et de responsabilité que les journalistes éprouvent envers leurs communautés... les journalistes fournissent des données essentielles et des informations qui facilitent la vie quotidienne et l'intégration des communautés diasporiques dans leurs nouvelles sociétés »[257]. Compte tenu de la polarisation, de la méfiance mutuelle et des circonstances ayant accompagné cette vague migratoire, il est peu probable que les journalistes russes éprouvent

[254] Entretien avec Maria, réalisé par l'auteur, 3 avril 2025.
[255] *Obŝestvennaâ priemnaâ (Accueil public)*. https://bettercallyashin.com/.
[256] Zagovora, Maxime. « Uvaženie k strane prebyvaniâ — èto ne samocenzura ("Le respect du pays d'accueil n'est pas une autocensure») ». *Holod*, 13 juillet 2023, https://holod.media/2023/07/13/klishin-interview/.
[257] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20.

actuellement un tel sentiment envers les communautés de la diaspora. Néanmoins, on peut s'attendre à l'émergence de nouveaux médias dans ce créneau encore peu occupé. Pour l'instant, les journalistes en exil ne considèrent pas ce type d'activité comme suffisamment sérieux ou valorisant, et y voir une reconversion est perçu comme une forme d'échec : « J'avais peur que l'on devienne un média qui explique comment inscrire son enfant à la maternelle en Allemagne. »[258]

10.1.4. Conclusion

Les médias russes en exil sont principalement centrés sur les événements se déroulant en Russie ou sur ceux qui y sont liés ou susceptibles d'avoir une influence sur la situation. La majorité des rédactions cherchent à ne pas s'associer au contexte diasporique, préférant préserver leur autonomie professionnelle et prendre leurs distances vis-à-vis des conflits politiques internes à l'opposition. Bien que le public russophone à l'étranger représente apparemment aujourd'hui une part importante, voire majoritaire, de l'audience de nombreux médias en exil, la question de savoir si les journalistes les perçoivent comme un public distinct, possédant les caractéristiques d'une diaspora, reste ouverte.

À ce stade, les médias en exil sont engagés dans une réflexion sur leur rôle et leur identité professionnelle. Pour l'instant, cette réflexion se structure largement autour d'une opposition aux journalistes restés en Russie, ce qui permet de construire une nouvelle position collective. À l'avenir, cela pourrait servir de base à un rapprochement avec la diaspora et à la reconnaissance de leur appartenance à celle-ci. D'autant plus que, comme le montrent les études, le public russophone à l'étranger attend de plus en plus des médias non seulement une fonction d'information, mais également une prise de position politique et civique plus affirmée.

Pour le reste, les médias russes en exil évoluent selon une logique observée dans les recherches plus larges sur le journalisme en exil : ils endossent progressivement de nouveaux rôles, qui seront analysés dans les chapitres suivants.

10.2. Coopération avec les organisations de défense des droits humains

[258] D'après une interview de Ekaterina Glikman, rédacteur en chef adjoint de *Novaïa Gazeta Europa* : « Vojna Putina protiv Ukrainy: Trevožnaâ pravda (Guerre de Poutine contre l'Ukraine: une vérité Inquiétante) ». *Chaîne Youtube « SWI swissinfo.ch »*, 25 février 2025, https://www.youtube.com/watch?v=OiYStaejc2Q&t=1s.

Dans un contexte de répression accrue, la coopération entre journalistes en exil et défenseurs des droits humains devient une nouvelle norme. Autrefois, les organisations non gouvernementales jouaient principalement le rôle de *sanctuary for exiled journalists* (offrant un logement sécurisé, des espaces de travail et un soutien communautaire, permettant aux journalistes de poursuivre leur travail en toute sécurité, comme c'est le cas par exemple de la *Maison des journalistes* en France ou de la *House of Critical Voices* en Allemagne), ou bien elles aidaient les journalistes à obtenir l'asile, leur fournissaient un soutien juridique et psychologique (comme *Reporters Without Borders*, *Committee to Protect Journalists*, *Index on Censorship*). Aujourd'hui, de nouvelles formes de collaboration voient le jour.

Par exemple, les journalistes syriens en exil coopèrent avec des organisations de défense des droits humains pour organiser des programmes de formation professionnelle en matière de sécurité et de sauvetage d'urgence pour les journalistes victimes d'agression. En outre, ils publient ensemble des guides ou des recommandations sur la conduite à adopter dans différentes situations.

En Allemagne et en Turquie, des journalistes syriens en exil collaborent avec le *Syria Justice and Accountability Centre* — cette organisation fournit une expertise juridique et un accès à une base de données contenant des preuves de violations.

La plateforme médiatique *Armando.info*, fondée par des journalistes vénézuéliens, coopère avec l'organisation *Transparencia Venezuela*, publiant des enquêtes conjointes sur la corruption et les abus de pouvoir du gouvernement, qui sont ensuite utilisées comme preuves devant les tribunaux et dans les actions de plaidoyer international.

Au *The Exile Hub* (au Kenya), des journalistes originaires du Soudan et du Soudan du Sud documentent, en partenariat avec des défenseurs des droits humains, des crimes de guerre et des répressions, constituant des archives en vue de futurs tribunaux.

Les médias russes utilisent les données et analyses fournies par les défenseurs des droits humains d'*OVD-Info* pour préparer des articles sur les répressions politiques et les arrestations de masse. En outre, *OVD-Info* et d'autres organisations de défense des droits dotées de solides départements informatiques aident les journalistes grâce à des solutions techniques. *RSF* (Reporters sans frontières) a même lancé le bouquet satellite « Svoboda », qui diffuse des chaînes de télévision et de radio russophones d'opposition sur le territoire de la Russie, les territoires occupés d'Ukraine et les pays baltes.

Les collaborations entre journalistes en exil et défenseurs des droits humains apparaissent parfaitement naturelles. Les défenseurs des droits sont des experts qui acceptent de commenter l'actualité, disposent de leurs propres sources qu'ils peuvent partager, et apportent un soutien juridique et un appui international. Les objectifs des journalistes en exil et des défenseurs des droits humains coïncident largement. Tous deux travaillent souvent sur les mêmes thématiques : violence d'État, censure, persécutions, prisonniers politiques.

Cependant, cette collaboration mutuellement bénéfique peut aussi comporter un effet secondaire : une coopération trop étroite avec les organisations de défense des droits humains peut entraîner un glissement de l'identité professionnelle des journalistes en exil vers une forme d'activisme.

10.3. Advocacy and activism

Les chercheurs spécialisés dans les médias traditionnels distinguent l'activisme du journalisme de plaidoyer. L'activisme implique des actions directes ou une forme d'intervention visant à provoquer des changements politiques : participation à des campagnes politiques, organisation de manifestations, de grèves ou de boycotts, interaction avec des responsables politiques et des fonctionnaires, réalisation de cyberattaques ou pratiques de hacktivisme[259]. Le journalisme de plaidoyer est un genre de journalisme fondé sur les faits, mais qui défend un point de vue particulier sur une question. Il s'oppose généralement à ce que l'on appelle le journalisme objectif. Ce genre de journalisme se concentre sur les problèmes de société, suppose que l'auteur a une position sur ces questions et qu'il la défend dans le but d'influencer la perception publique.

En exil, ces pratiques peuvent se mêler. La perte du statut de « quatrième pouvoir » pousse souvent les journalistes en exil à rechercher d'autres formes d'influence et à adopter une posture nouvelle, plus active — par exemple à travers la pression sur l'opinion internationale, le soutien à des campagnes de plaidoyer, ou encore la collaboration avec des ONG. Les journalistes de la diaspora endossent souvent le rôle de défenseurs des droits humains, capables d'influencer l'agenda des médias internationaux et les décisions des responsables politiques[260]. Ils interviennent dans des tables rondes, des conférences, ou en tant qu'experts

[259] Ginosar, Avshalom, et Zvi Reich. « Obsessive–Activist Journalists: A New Model of Journalism **?** » *Journalism Practice*, vol. 16, nº 4, avril 2022, p. 660‑80.
[260] Balasundaram, Nirmanusan. « Exiled Journalists as Active Agents of Change: Understanding Their Journalistic Practices ». *Reporting Human Rights, Conflicts, and Peacebuilding*, édité par Ibrahim Seaga Shaw et Senthan Selvarajah, Springer International Publishing, 2019, p. 265‑80.

dans les médias des pays d'accueil, pour parler des violations des droits humains et des répressions. Ils documentent les violations, les répressions et les fraudes électorales, qu'ils transmettent ensuite aux médias internationaux et aux organisations de défense des droits humains.

Ce rôle actif va à l'encontre du principe d'objectivité considéré comme une norme fondamentale du journalisme traditionnel, qui suppose que les journalistes doivent garder une distance politique, personnelle et émotionnelle vis-à-vis de leur travail, et ne pas viser à renverser des régimes ni à promouvoir les droits humains ou la paix[261].

L'émergence de rôles activistes en exil est également constatée par les journalistes eux-mêmes, qui expliquent qu'après avoir « échappé à l'oppression politique autoritaire » et bénéficié de « plus de liberté », ils ressentent une plus grande responsabilité en tant qu'activistes journalistiques pour couvrir ce qui ne peut être dit dans leurs pays d'origine[262]. Parfois, ils sentent qu'ils ne peuvent plus rivaliser avec leurs collègues pro-gouvernementaux dans la couverture des événements internes, et qu'ils doivent donc se trouver de nouveaux rôles. Ainsi, certains journalistes originaires de Syrie, de Cuba ou de Hong Kong estiment qu'il est devenu beaucoup plus naturel pour eux, en exil, d'endosser les rôles de *watchdogs* (chiens de garde) ou de porte-voix des populations opprimées[263].

Certains journalistes se trouvent dans des situations où il est vital pour eux d'affirmer leur position. C'est notamment le cas des journalistes russes en exil, qui souhaitent afficher leurs convictions anti-Poutine et anti-guerre afin de se distinguer de leurs collègues propagandistes. Pour ces journalistes, les rôles activistes ne sont pas les seuls qu'ils endossent. Les interventions dans des tables rondes et conférences thématiques s'ajoutent à leur travail journalistique quotidien.

Parfois, les journalistes constatent que le public attend d'eux précisément cet activisme et cette aide, traditionnellement fournie par les défenseurs des droits. Ce fut le cas pendant la guerre en Syrie, lorsque les diasporic media jouaient un rôle d'acteurs du développement en apportant un soutien humanitaire informatif aux citoyens de leur pays d'origine et en adaptant

[261] Balasundaram, Nirmanusan. « Exiled Journalists as Active Agents of Change: Understanding Their Journalistic Practices ». *Reporting Human Rights, Conflicts, and Peacebuilding*, édité par Ibrahim Seaga Shaw et Senthan Selvarajah, Springer International Publishing, 2019, p. 265‑80.
[262] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20.
[263] Ibid.

leurs contenus aux besoins des publics touchés. En outre, les journalistes syriens de la diaspora ont participé à diverses formes de plaidoyer en ligne, telles que des pétitions, des déclarations de solidarité, le hashtag activism, ou encore des actions de lobbying visant à faire adopter des lois dans leur pays d'origine pour mobiliser sur des causes nationales[264]. Les journalistes soutiennent les activistes en amplifiant leur voix dans les médias, offrant ainsi légitimité et visibilité à leurs actions, et en publiant les rapports des défenseurs des droits.

Ainsi, les journalistes deviennent une partie essentielle de la communauté, en créant des collaborations interactives avec d'autres groupes exilés[265]. Certains chercheurs les qualifient même de journalistes en transition, dont les collaborations étroites avec d'autres groupes diasporiques — y compris des activistes et membres des communautés — sont nécessaires pour mobiliser un changement politique ou social transnational[266].

Dans la première partie, nous avons évoqué deux types de missions que Conor O'Loughlin et Pytrik Schafraad attribuent aux journalistes en exil : la mission symbolique et la mission fonctionnelle. La première met l'accent sur la préservation de soi en tant que professionnel et individu, la seconde sur le devoir envers la société et la volonté de changer le monde. Ces auteurs identifient également quatre types de journalistes en exil, selon leur motivation :

- Les idéalistes, qui considèrent la démocratie comme une fin en soi ; Ils sont motivés par la récompense d'accéder à la vérité et par la capacité de la partager lorsqu'ils la découvrent ;
- Les pragmatiques, qui considèrent la vérité comme la clé de l'indépendance et un outil dans la lutte pour la démocratie ;
- Les dialoguistes, qui aspirent à une amélioration concrète de la vie par la construction de la paix ou le plaidoyer. Ils se perçoivent comme des facilitateurs dont le rôle est de fournir la vérité comme condition préalable au dialogue, estimant que la seule présence de la vérité est déjà un signe de changement ;

[264] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, n° 16, décembre 2021, p. 2174‑96.
[265] Arafat, Rana. « Rethinking digital media use for diasporic political participation: An investigation into journalism advocacy, digital activism, and democratic divides (Dissertation summary) ». *Studies in Communication Sciences*, vol. 22, n° 3, décembre 2022.
[266] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20.

- Les activistes, qui agissent comme des agents du changement politique. Également motivés par des préoccupations plus concrètes liées au changement social, ces journalistes adoptent une approche plus active dans l'utilisation de la vérité[267].

Comme on le voit, chacun de ces types interagit avec le concept de « vérité » et vise à la transmettre à son public, en la promouvant selon ses propres motivations.

Il est intéressant de noter que les journalistes reconnaissent que la « vérité » ne coïncide pas forcément avec l'« objectivité ». Plus encore, la vérité peut différer pour ceux qui sont partis et ceux qui sont restés, même si leurs positions politiques sont globalement similaires. Ainsi, des journalistes russes en exil disent ne pas toujours être en mesure d'évaluer correctement la situation en Russie. Toutefois, ils estiment que ceux qui sont restés ne sont pas plus objectifs. Il faudrait donc chercher une vérité intermédiaire : « Il me semble que de l'étranger nous exagérons le danger, et que ceux qui sont à l'intérieur le minimisent. »[268]

Face à cette diversité de données et de points de vue exprimés par les journalistes eux-mêmes, les chercheurs Louisa Esther et Richard H. Thomas proposent d'analyser ces expériences à travers le prisme de la conscience personnelle, plutôt que celui de l'activisme. Ils s'appuient sur le fait que les théories normatives du journalisme exigent que les journalistes obéissent à leur conscience personnelle pour remplir leur responsabilité sociale d'informer. Selon eux, cela reste possible en exil, malgré les menaces, les défis professionnels et la nécessité de redéfinir son rôle[269].

Cependant, au sein même du journalisme en exil, il n'existe pas de position unique sur cette question. Les points de vue peuvent même diverger entre journalistes travaillant ensemble au quotidien. La relation entre le journalisme en exil et l'activisme se présente comme un spectre, allant de journalistes qui décrivent leur rôle comme une forme d'activisme, à d'autres journalistes exilés qui affirment très clairement que les journalistes « ne doivent pas dériver vers l'activisme » et que leur mission est « de demander des comptes au pouvoir… et de continuer à produire un journalisme de qualité »[270].

---

[267] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016.
[268] « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.
[269] Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War & Conflict*, septembre 2024.
[270] Ibid.

Les opinions politiques des journalistes eux-mêmes peuvent également provoquer des conflits intérieurs. Ainsi, un journaliste originaire de Hong Kong admet qu'un professionnel « cannot be a part of it [a protest] » et que la seule chose qu'un journaliste puisse faire est de « dire la vérité avec des preuves ». Il reconnaît aussi que « it is very hard to find a balance » entre activisme et journalisme[271]. Cela est particulièrement difficile pour ceux qui ont été victimes de persécutions avant leur migration. Ils puisent dans leur désir de dénoncer les injustices, de demander des comptes aux autorités du régime et de continuer à défendre la liberté de la presse et les droits humains depuis l'exil[272]. Il ne fait aucun doute que les menaces et persécutions vécues en exil ne font que renforcer cette réaction naturelle.

10.3.1. Advocacy et activisme chez les journalistes russes en exil

Pour les médias russes en exil, la réputation est d'une importance capitale — tant auprès de leur propre audience que dans les sociétés d'accueil. En ce sens, couvrir les violations des droits humains et les problèmes socio-économiques en Russie constitue un moyen fiable de maintenir leur réputation et de servir de soutien moral à ceux qui vivent sous le régime de Poutine. « On m'a invitée plusieurs fois à intervenir lors de conférences pour parler de la situation en Russie. Dès la deuxième ou troisième intervention, j'ai senti qu'ils n'étaient pas intéressés par le fait que les choses en Russie soient complexes ; ce qu'ils comprenaient bien mieux, c'était une vision en noir et blanc. Ce qu'on attendait de moi, c'était des récits sur les horreurs et les répressions. »[273]

Une autre raison de l'activisme chez les journalistes russes est le désir de défendre et de manifester leur position pacifiste. « Il y a des médias qui ont basculé dans l'activisme. Ils affirment avec assurance que "par les temps qui courent", chaque journaliste a le devoir de choisir son camp — de se battre. »[274] Cette phrase reflète en miroir les propos souvent tenus en Russie par ceux qui soutiennent le Kremlin : notre pays est attaqué, ce n'est pas le moment de critiquer le pouvoir.

L'activisme d'un journaliste n'est pas toujours lié à sa « mission » — ou bien la mission peut cesser d'être liée à son pays d'origine. Le cas du journaliste russe Denis Kataev est à cet égard

---

[271] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20.
[272] Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists' Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96.
[273] Entretien avec Maria, réalisé par l'auteur, 3 avril 2025.
[274] D'après une interview de Denis Kalyagin (« Pskovskaya guberniya ») : « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

significatif : arrivé en France en 2022, il travaille pour la chaîne de télévision russe en exil *Dojd* et anime une chaîne *Telegram* intitulée « French dispatch » (*Le Messager français*). Il soutient avec constance et enthousiasme le président français Emmanuel Macron dans toutes ses initiatives et débat avec ses détracteurs : « Je veux aller de l'avant. J'ai une nouvelle vie, ma bien-aimée France et le meilleur président, Macron. »[275]

Il convient de noter que les attitudes activistes étaient déjà présentes chez les journalistes russes bien avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Dès le début des années 2010, nombre d'entre eux exprimaient leur opposition au régime et menaient une lutte constante contre la censure étatique et la propagande. Cette charge politique, dans une situation d'exil qui, comme nous l'avons vu dans les exemples de journalistes d'autres pays, provoque en elle-même des manifestations d'activisme, s'est encore renforcée. Un facteur supplémentaire de cette intensité est la réaction des autorités russes, qui continuent d'intensifier les répressions, même contre les journalistes exilés, en ouvrant des enquêtes pénales et en persécutant leurs collègues et leurs proches.

Et pourtant, certains journalistes russes en exil s'efforcent de ne pas franchir la frontière entre journalisme et activisme : « Chez *Verstka*, nous comprenons parfaitement la différence entre activisme et journalisme. Il n'y a pas que l'activisme, il y a aussi un journalisme très manipulateur. Nous voulons vraiment rester des journalistes, avant tout. Il est clair que nous avons été chassés du pays, que nous sommes en tant que média et en tant qu'individus en opposition avec le pouvoir, mais pour autant, nous ne lancerons pas d'accusations gratuites contre les autorités ni ne manipulerons nos lecteurs pour blâmer quelqu'un. Nous allons essayer, nous essayons déjà, et nous continuerons à faire notre travail avec un maximum d'objectivité. »[276]

Pour les journalistes russes en exil, l'activisme devient souvent moins un choix délibéré qu'une stratégie de survie imposée par la perte de leur ancien statut professionnel et par les pressions exercées à la fois par l'ancien et le nouveau contexte politique. Contrairement à bon nombre de leurs collègues d'autres pays, l'activisme des journalistes russes en exil prend souvent un caractère défensif — il s'agit moins de lutter pour des changements positifs que d'une tentative de se démarquer de l'image de « culpabilité collective » pour les actes de l'État russe. Dans le même temps, le désir de préserver l'image de « véritables » journalistes conduit à un conflit

[275] *Французский вестник (French dispatch)*, Telegram, https://t.me/fr_dispatch/5767
[276] D'après une interview d'Ivan Zhadaev, rédacteur en chef de « Verstka » : « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny (“Levez-vous et allez.” Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

intérieur constant entre l'exigence d'objectivité et la nécessité d'exprimer une position politique claire.

10.4. Sousveillance et fonctions de chien de garde : le journalisme d'investigation en exil

Les journalistes en exil assument souvent des fonctions clés d'enquête — la surveillance du pouvoir « par le bas » (*sousveillance*) et le rôle de « chien de garde » (*watchdog*). Bien qu'ils soient privés d'un accès physique à leur pays d'origine, ils remplissent néanmoins, grâce aux outils numériques, des fonctions de contrôle, maintiennent des contacts avec leurs sources sur place et transmettent des informations aux organisations internationales.

Les chercheurs estiment que ces journalistes redéfinissent les frontières de la profession, en combinant le travail de reportage avec des éléments de défense des droits humains et d'activisme numérique[277]. Les enquêtes deviennent non seulement un moyen de révélation, mais aussi une forme de résistance, un moyen de préserver les liens avec le pays d'origine et un outil d'influence sur l'agenda international.

Comme le soulignent Conor O'Loughlin et Pytrik Schafraad, les journalistes en exil tendent à percevoir de manière particulièrement aiguë leur mission d'observateurs et de révélateurs, ce qui renforce leur motivation et la qualité de leur travail[278]. En outre, les journalistes se sentent plus en sécurité en exil ; ils peuvent enquêter sans craindre une arrestation immédiate, et publier leurs articles sans censure préalable. Alors que d'autres formes de journalisme — reportages sur place, interviews, analyses des processus politiques — rencontrent des difficultés d'adaptation dans un nouvel environnement culturel et informationnel, le journalisme d'investigation conserve son universalité et sa pertinence.

Comme le souligne Silvio Waisbord, le journalisme en exil prend un caractère transnational et peut même devenir plus influent que le journalisme local — notamment lorsqu'il s'agit de violations ayant une portée internationale[279].

---

[277] Porlezza, Colin, et Rana Arafat. « Promoting Newsafety from the Exile: The Emergence of New Journalistic Roles in Diaspora Journalists' Networks ». *Journalism Practice*, vol. 16, nº 9, octobre 2022, p. 1867‑89.
[278] O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, nº 1, mars 2016.
[279] Waisbord, Silvio. « Watchdog Journalism ». *The International Encyclopedia of Political Communication*, édité par Gianpietro Mazzoleni, 1re éd., Wiley, 2016, p. 1‑5.

Les journalistes de *Radio Free Asia*, basés aux États-Unis, ont mené une vaste enquête sur les répressions contre les Ouïghours au Xinjiang, en utilisant des appels à leurs sources, l'analyse de données ouvertes et d'annonces officielles[280]. *Radio Erena*, fondée à Paris par le journaliste érythréen Biniam Simon, émet à destination du public érythréen et révèle des violations impossibles à couvrir depuis l'intérieur du pays[281]. Des journalistes azéris exilés en Géorgie continuent de publier des enquêtes sur les violations des droits humains et la corruption en Azerbaïdjan, tout en maintenant des liens avec les organisations internationales de défense des droits humains et en informant la communauté internationale des répressions, malgré la surveillance et les menaces des services secrets[282].

Le journalisme d'investigation russe en exil occupe une place importante dans l'écosystème mondial de l'enquête. Bien avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, de nombreux journalistes d'investigation russes ont été contraints de quitter le pays — par exemple les collaborateurs des projets *IStories*, *Proekt* et *The Insider*, après avoir été désignés comme « agents étrangers » ou menacés de poursuites pénales.

Depuis l'étranger, ils ont continué à publier des articles sur la corruption, les abus de pouvoir et les activités des services de sécurité. Après 2022, en raison de la répression accrue contre la presse indépendante et des poursuites pénales pour « diffusion de fausses informations » sur la guerre, pratiquement tous les journalistes d'investigation restants ont quitté le pays.

Les médias russes d'investigation en exil coopèrent activement avec leurs partenaires occidentaux — *Bellingcat*, *OCCRP*, *GIJN* et d'autres — ce qui leur permet d'échanger des technologies, d'accéder à des bases de données et de garantir un retentissement international[283].

Les grands médias russes en exil ont ouvert ou renforcé leurs services d'enquête : *Novaïa Gazeta*, autrefois connue pour ses chroniques, reportages et analyses ; *Meduza*, qui jusqu'en 2022 se concentrait sur l'actualité, les reportages et le journalisme explicatif ; *Holod*,

[280] Philp, Rowan. « 'Reporting from the Outside': Lessons from Investigative Journalists in Exile ». *Global Investigative Journalism Network*, 9 mai 2022, https://gijn.org/stories/reporting-from-the-outside-lessons-from-investigative-journalists-in-exile/.
[281] Katz Marston, Celeste. « Forced to Flee: How Exiled Journalists Hold the Powerful to Account ». *Nieman Reports*, 20 mars 2023, https://niemanreports.org/exiled-media-press-freedom/.
[282] « Georgia: Azerbaijani Journalist Aytan Farhadova Fears Surveillance and Attacks in Exile ». *Women Press Freedom*, 6 février 2024, https://www.womeninjournalism.org/threats-all/georgia-azerbaijani-journalist-aytan-farhadova-fears-surveillance-and-attacks-in-exile.
[283] Daucé, Françoise. "Chapitre 5. Le data-journalisme : enquêter et intervenir dans un espace public censuré". *Genèse d'un autoritarisme numérique*, edited by Françoise Daucé et al., Presses des Mines, 2023.

initialement un média à dominante sociale ; *BBC Russian Service*, principalement un service d'information et d'analyse.

Voici quelques exemples d'enquêtes notables :

- *Novaïa Gazeta. Europa* a analysé une vague massive de confiscations d'entreprises et de biens immobiliers en Russie, montrant comment la guerre et les sanctions sont devenues des instruments de redistribution de la propriété au profit des forces de sécurité et des élites fidèles au Kremlin[284].
- *Holod* et *Meduza* ont confirmé l'implication de l'armée russe dans des frappes contre des infrastructures civiles. Les rédactions ont documenté systématiquement l'usage de missiles balistiques et de drones kamikazes contre des habitations, des centrales électriques et des hôpitaux[285].
- Les journalistes de la *BBC* ont découvert, grâce à des images satellites, des documents et des témoignages, que les autorités russes confisquaient systématiquement des milliers d'appartements appartenant à des Ukrainiens à Marioupol[286].

L'accent mis sur le journalisme d'investigation ne s'explique pas seulement par les difficultés liées à l'éloignement du pays d'origine, mais aussi par le fait que cette forme de journalisme est perçue comme impartiale. Les journalistes racontent une histoire étayée par des faits, qui ne nécessite ni coloration émotionnelle, ni prise de position. Au contraire, cela l'exclut : moins il y a d'émotions, mieux le texte est perçu dans le contexte de lutte contre la propagande.

Même si les émotions sont perçues comme des signes d'empathie et peuvent être utilisées comme outil de communication avec les informateurs ou pour accroître l'intérêt du public[287],

---

[284] Morohin, Denis. « Voennoe poglošenie (Prise de contrôle militaire) ». *Novaïa Gazeta Europa*, 25 mars 2025, https://novayagazeta.eu/articles/2025/03/25/voennoe-pogloshchenie.

[285] « Špiony na kryše, internet-cenzura i nebûdžetnyj garderob činovnicy: Lučšie rassledovaniâ 2023 goda na russkom âzyke (Les espions sur le toit, la censure sur Internet et la garde-robe non budgétaire d'une fonctionnaire: Les meilleures enquêtes de 2023 en en russe) ». *Global Investigative Journalism Network*, 10 janvier 2024, https://gijn.org/ru/istorii/shpiony-na-kryshe-internet-cenzura-i-nebyudzhetnyj-garderob-chinovnicy-luchshie-rassledovaniya-2023-goda-na-russkom-yazyke/.

[286] Robinson, Olga, et al. « Russia seizing thousands of homes in occupied Mariupol ». *BBC*, 17 avril 2025, https://www.bbc.co.uk/news/resources/idt-ca98fa24-29a3-4c74-aa7d-ce38f756270d.

[287] Glück, Antje. « Le journalisme est-il émotionnellement illettré? » *European journalisme observatory*, 8 mars 2019, https://fr.ejo.ch/deontologie-qualite/journalisme-besoin-emotions-empathie-emotionnellement-illettre-inde-bbc-actualite.

l'objectivité reste un marqueur de professionnalisme — en particulier dans les pays sans tradition de presse libre.

« Dans les pays où le journalisme d'investigation, voire le journalisme non partisan, n'est apparu que récemment — comme les anciens États soviétiques ou le Kenya — l'objectivité est aussi un mécanisme de survie. La meilleure défense contre les pressions du pouvoir est de s'en tenir aux faits et d'éviter toute apparence de partialité »[288].

Cependant, dans le journalisme contemporain, il est difficile de soutenir que l'objectivité à l'égard des faits continue de donner l'image d'une neutralité journalistique. Toutes les grandes enquêtes deviennent des scandales, et sont le plus souvent perçues comme des prises de position contre le pouvoir ou les milieux d'affaires. Souvent, les journalistes d'investigation travaillent en collaboration avec des activistes, des entrepreneurs et des citoyens vigilants.

De plus, les faits ne parlent pas d'eux-mêmes. Quelqu'un doit leur donner du sens et de l'impact. Les journalistes eux-mêmes reconnaissent qu'il ne peut y avoir d'objectivité totale, que enquêter signifie s'opposer[289]. Et pourtant, pour ceux qui sont en exil, le journalisme d'investigation demeure la forme la plus objective de la profession, la plus proche de ses standards : « L'enquête est le chien de garde de l'État. Elle consiste toujours à repérer les défauts de l'existence et à les signaler, afin qu'ils soient corrigés dans l'idéal. Nous nous efforcerons d'agir selon les règles et d'être des journalistes tels qu'ils sont décrits dans les manuels »[290].

Dans le contexte de l'exil, le journalisme d'investigation n'est pas seulement une pratique professionnelle, mais un moyen de légitimer son identité et son influence : à travers les enquêtes, les journalistes conservent la confiance du public, maintiennent les liens avec leur pays d'origine et influencent l'agenda international. Pour les journalistes russes, cela revêt une importance particulière — leur travail permet de se démarquer de l'image toxique d'un pays agresseur et de réaffirmer leur attachement aux principes de la liberté de la presse.

L'exil exacerbe cependant la contradiction entre la recherche d'objectivité et l'implication inévitable dans une confrontation politique : les faits mêmes des violations des droits

[288] Hunter, Mark Lee, et Luk N. Van Wassenhov. « The Death and Rebirth of Objectivity ». *Global Investigative Journalism Network*, 10 mai 2019, https://gijn.org/stories/the-death-and-rebirth-of-objectivity/.
[289] Ibid.
[290] Entretien avec Dmitri, réalisé par l'auteur, le 9 mai 2025.

humains, de la corruption et des crimes de guerre deviennent des actes d'accusation. Dans une telle situation, c'est justement le journalisme d'investigation, à l'intersection du journalisme et de l'activisme, de l'objectivité et de l'engagement, qui devient — pour le journalisme russe en exil comme pour tout autre — le rôle le plus réussi et le plus reconnu au niveau international, car il combine une base factuelle solide avec une position morale claire.

11. Formation et développement des compétences

Un autre rôle que les journalistes en exil assument fréquemment est celui de formateurs et de soutiens pour d'autres journalistes. Ces formations peuvent s'adresser aussi bien à des collègues également en exil qu'à ceux qui sont restés dans leur pays d'origine. Cela permet non seulement de compenser le manque de journalistes professionnels *sur le terrain*, mais aussi de construire de nouveaux réseaux de sources. En formant d'autres journalistes, les journalistes en exil participent en réalité à une reconstitution du terrain (*re-fielding*) — ils contribuent à façonner un nouvel environnement professionnel en redéfinissant les frontières de la profession et ses normes[291]. Cette démarche est particulièrement pertinente dans les contextes où le paysage médiatique traditionnel du pays d'origine a été détruit ou gravement affaibli.

Par exemple, les médias syriens en exil dépendent fortement des correspondants locaux et des journalistes citoyens comme principales sources d'information primaire. La formation et le soutien de ces personnes permettent d'assurer la durabilité du travail journalistique transnational. Ainsi, la rédaction du site syrien *Enab Baladi*, basé en Turquie, reçoit régulièrement des nouvelles et du contenu vidéo de ses correspondants en Syrie, organise des réunions avec eux et leur fournit des retours. Cependant, elle ne les considère pas comme des collègues à part entière : « They are more of citizen journalists who are residents in the region with a background on how to report events and news, but with no profound knowledge of the ethics and basics of the profession. »[292]

Des journalistes afghanes en exil organisent des cours en ligne à destination des femmes en Afghanistan, portant sur les compétences de base en production médiatique[293]. Pour les

[291] Benson, Rodney Dean, et Erik Neveu, éditeurs. *Bourdieu and the journalistic field*. Polity, 2005.
[292] Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20, https://doi.org/10.1080/1461670X.2024.2366344.
[293] Macharia, Sarah, et al. *Breaking Barriers: A Whole-of-Society Approach to Gender Equality in Media Development*. CIMA, 30 octobre 2024, https://www.cima.ned.org/publication/breaking-barriers-a-whole-of-society-approach-to-gender-equality-in-media-development/.

femmes afghanes, la profession de journaliste est quasiment taboue, et ces formations constituent l'un des rares moyens d'acquérir des compétences dans le domaine des médias.

D'un autre côté, les formations proposées par les journalistes en exil peuvent aussi avoir pour objectif l'intégration dans les pays d'accueil. Des journalistes syriens de la diaspora ont ainsi créé des réseaux tels que la *Syrian Journalists' Association* (SJA), le *Syrian Female Journalists' Network* (SFJN) ou encore le *Professional Safety of Journalists network* pour soutenir leurs collègues. Ces réseaux proposent des formations à la sécurité, des services de secours d'urgence, et développent des codes de déontologie. Ils assurent également des formations en autodéfense et en sécurité de l'information, notamment à travers des outils numériques. Voici comment ils décrivent leurs objectifs : « We trained local citizen journalists up to international levels which enabled them to pursue successful careers in Europe. »[294]

Les journalistes russes en exil mettent également en place des projets de formation. Voici quelques exemples :

- La *Nouvelle école de journalisme d'investigation*, lancée par *jinn* et *Novaïa Gazeta Europa*, propose une série de webinaires, des consultations sur le développement d'hypothèses d'enquête et la recherche de partenaires médiatiques, ainsi que des bourses pour la réalisation d'un projet médiatique individuel ou collaboratif[295].
- *Novaïa Vkladka* a ouvert un *Atelier d'histoires documentaires*. Pendant six mois, des stagiaires issus des régions russes, accompagnés de journalistes-mentors en activité, préparent des longreads, qui sont ensuite publiés soit sur *Novaïa Vkladka*, soit en partenariat avec d'autres médias[296].
- Les journalistes de *Meduza* publient des guides dans lesquels ils partagent leur expérience, par exemple sur la façon de collaborer avec des journalistes restés dans leur pays[297].

---

[294] Porlezza, Colin, et Rana Arafat. « Promoting Newsafety from the Exile: The Emergence of New Journalistic Roles in Diaspora Journalists' Networks ». *Journalism Practice*, vol. 16, nº 9, octobre 2022, p. 1867‑89, https://doi.org/10.1080/17512786.2021.1925947.

[295] *Novaâ škola rassledovatel'skoj žurnalistiki (Nouvelle école de Journalisme d'investigation)*. https://novayaschool.eu/.

[296] « Masterskaâ dokumental′nyh istorij (Atelier des histoires documentaires) ». *«Novaïa Vkladka» (Thenew tab)*, https://thenewtab.io/masterskaya-dokumentalnyh-istorij-novoj-vkladki/.

[297] Kolpakov, Ivan. « Sovety dlâ redakcij v izgnanii: rabota s žurnalistami, ostaûsimisâ v strane (Conseils pour les rédactions en exil: travailler avec les journalistes qui restent dans le pays) ». *ijnet*, 21 mai 2024, https://ijnet.org/fr/node/17753.

- Sur le site de *The Bell*, une section est consacrée aux méthodes du journalisme d'investigation, avec des instructions sur l'utilisation de divers outils. Ces contenus sont accessibles à tous — pour que chacun puisse vérifier n'importe quelle information[298].
- *IStories* dispose de son propre atelier : une section de leur site propose des vidéos pédagogiques enseignant l'utilisation de la programmation pour l'analyse de données dans le cadre d'enquêtes journalistiques[299].

Bon nombre de ces initiatives de formation seraient impossibles sans le soutien d'ONG et de fonds internationaux, et elles sont souvent intégrées dans les demandes de subvention. Cependant, pour les médias russes, la mise en place de tels projets revêt un rôle spécifique. Souvent, ces programmes n'ont pas pour but premier de diversifier les sources de revenus via des prestations ou des bourses, mais bien de répondre à un objectif d'éducation du public.

Ainsi, les activités de formation menées par les journalistes en exil vont au-delà de la simple solidarité interne ou de la survie professionnelle. Elles deviennent un outil stratégique de résistance à la destruction de la presse libre : par la formation, le mentorat et la création de nouvelles normes, les journalistes en exil construisent un nouveau champ journalistique, tout en consolidant leur position dans les sociétés d'accueil. Ces pratiques permettent de faire perdurer un journalisme indépendant là où la propagande étatique l'a chassé de l'espace public. Pour les journalistes russes en exil, ces initiatives éducatives sont d'une importance particulière : dans un contexte où les journalistes indépendants restés dans le pays sont qualifiés d'« agents étrangers » et font l'objet de persécutions, la formation devient un moyen de transmission du savoir professionnel et un élément essentiel de la lutte pour une information alternative.

12. Conclusion de la partie II : Nouvelles formes de journalisme en exil

L'expérience du journalisme en exil à travers le monde montre que la migration forcée transforme radicalement à la fois les conditions de travail et l'identité professionnelle des journalistes. En exil, les journalistes font face à des défis liés à l'éloignement physique des événements décrits, au manque de ressources, à la polarisation politique des sociétés

[298] « Onlajn rassledovanie (Rubrique "Enquête en ligne") ». *The Bell*, https://thebell.io/tag/onlayn-rassledovanie.
[299] « Masterskaâ (Atelier) ». *IStories*, https://istories.media/workshops/.

d'accueil, ainsi qu'à la nécessité de maintenir la confiance du public à distance. Pourtant, c'est précisément dans ces conditions que naissent de nouvelles formes d'innovation professionnelle : création de réseaux alternatifs de collecte d'information, développement de technologies anti-censure, renforcement des liens avec les milieux de défense des droits humains, et initiatives éducatives visant à préserver et transmettre les normes du journalisme indépendant.

Les travaux consacrés aux journalistes en exil originaires de différents pays portent principalement sur l'émergence de nouvelles formes. Il est intéressant de noter que les chercheur·euse·s travaillant sur le journalisme russe en exil ne se concentrent pas encore sur ces nouvelles formes. On peut supposer que, d'une part, il ne s'est pas encore écoulé suffisamment de temps pour que les tendances s'établissent pleinement, et que, d'autre part, les chercheur·euse·s n'ont pas encore eu le temps de traiter en profondeur le départ dramatique des journalistes russes. Pourtant, le processus de transformation du visage du journalisme russe en exil est déjà en cours, et il semble important d'en saisir les contours à ce stade.

Le journalisme russe en exil suit nombre de tendances globales, tout en présentant des caractéristiques spécifiques liées au contexte politique particulier. La transformation professionnelle des journalistes s'accompagne d'un conflit intérieur constant entre le désir d'objectivité et une implication politique inévitable, exacerbée par la guerre et la répression massive. Dans le cas russe, l'activisme est non seulement offensif, mais aussi défensif : il s'agit de proclamer haut et fort sa position afin de ne pas être accusé de relayer la propagande du Kremlin. En raison de leur position morale affirmée et de leur capacité à mobiliser leur audience, les médias en exil sont perçus par l'opposition émigrée comme une force politique. Eux-mêmes refusent toutefois d'endosser le rôle de politiciens : leur attention reste centrée sur la guerre et la situation en Russie. Contrairement à leurs collègues d'autres pays, la majorité des journalistes russes en exil ne sont pas prêts à devenir des « informateurs civiques » pour les Russes de l'étranger.

L'un des moyens de s'éloigner de ce rôle politique est de se concentrer sur les enquêtes. Le passage au journalisme d'investigation permet de résoudre plusieurs problèmes à la fois. Il constitue non seulement un outil de survie professionnelle dans un contexte où l'accès au terrain est limité, mais aussi une manière de démontrer son attachement aux principes de la liberté de la presse. Pour les journalistes russes comme pour leur public, l'enquête représente

la forme de journalisme la plus objective, permettant aux médias d'éviter les accusations d'activisme ou de partialité.

Un autre moyen de préserver le capital journalistique réside dans les initiatives de formation. Elles remplissent une double fonction : elles contribuent à maintenir un journalisme indépendant sous pression répressive — que ce soit en Russie ou en exil — tout en renforçant les liens au sein de la communauté journalistique. Cela ouvre de nouvelles perspectives de développement pour le journalisme en exil et, à terme, de rétablissement des liens avec les collègues restés en Russie, dans l'éventualité d'un changement politique

Conclusion générale

Malgré le caractère soudain, massif et contraint de l'émigration, l'instabilité financière, les obstacles juridiques et liés aux visas, ainsi que l'inquiétude constante pour la sécurité des proches restés en Russie, une part significative de la communauté journalistique russe a réussi à maintenir son activité professionnelle. La majorité continue de travailler sur l'agenda russe et de s'adresser à un public situé en Russie, en dépit de l'accès limité, de la censure et de la polarisation de la société. La possibilité de parler librement des répressions, de la guerre et de critiquer le pouvoir reste pour eux une valeur fondamentale.

L'appui sur des études comparatives portant sur les journalistes en exil originaires d'autres régimes autoritaires a permis de comprendre que le cas russe n'est pas une exception. Les journalistes en exil à travers le monde sont confrontés à des défis similaires : menaces, censure, manque de ressources, difficultés d'intégration et nécessité de repenser leur rôle professionnel. Comme leurs homologues d'autres pays, les journalistes russes s'adaptent : ils recherchent de nouvelles sources de financement, développent des solutions technologiques, renforcent les liens horizontaux et se réorientent vers les formats et genres les plus résilients en exil — notamment l'enquête —, collaborent avec des organisations de défense des droits humains, et lancent des programmes de formation.

Néanmoins, le cas russe présente des particularités. Celles-ci sont liées avant tout au contexte de la guerre à grande échelle déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, et idéologiquement — contre l'ensemble du monde occidental. L'accès au public en Russie est sévèrement restreint par la censure et les blocages, tandis que ce public est polarisé par la propagande et la contre-propagande, et épuisé à la fois par la guerre et par l'omniprésence d'un discours « apocalyptique ».

Par ailleurs, les sociétés d'accueil, notamment en Europe de l'Est, perçoivent souvent les journalistes russes en exil avec méfiance, attendant d'eux une position fortement anti-régime. Une telle posture les éloigne du public resté en Russie, qui se vit de plus en plus comme enfermé dans une « forteresse assiégée ».

La perte ou l'absence de croissance de l'audience est devenue l'un des problèmes majeurs que nombre de médias russes en exil n'ont pas encore réussi à surmonter. La position intermédiaire entre deux mondes, entre deux systèmes d'attentes, ainsi que les difficultés à

vérifier leurs propres représentations de ce qui se passe en Russie, conduisent à la perte de l'intuition journalistique d'antan — la *doxa journalistique*.

Les tentatives d'analyse de cette situation amènent les journalistes à réévaluer leurs rôles et leurs objectifs. Pourtant, les médias continuent de s'adresser principalement à un public resté en Russie, alors même qu'une partie de l'audience russophone en exil, politiquement engagée, attend d'eux qu'ils assument davantage de rôles au sein de cette communauté — à la fois en tant qu'acteurs de l'information civique et acteurs politiques. Les journalistes, quant à eux, aspirent à un rôle qu'ils jugent objectif, tout en leur permettant d'exprimer une position morale claire — celui d'enquêteurs. Ce rôle est reconnu tant par le public en Russie qu'à l'étranger, et il est également soutenu par les sociétés d'accueil.

Le cas des journalistes russes en exil permet de reconsidérer de manière critique les approches théoriques existantes dans l'étude des médias en situation de migration forcée. L'approche qui paraît la plus pertinente à ce stade est celle qui met l'accent sur la vulnérabilité et les pertes liées à l'exil — non seulement en raison des circonstances véritablement dramatiques du départ des journalistes, mais aussi parce que cette phase ne s'achève pas. D'un côté, l'État russe renforce la pression à la fois sur les journalistes partis et sur le public resté dans le pays. De l'autre, de nombreux journalistes exilés, contraints de résoudre un grand nombre de problèmes pratiques et, en réalité, de survivre, continuent à réfléchir à leur départ et au traumatisme personnel et professionnel qui en découle. Il n'est donc pas surprenant que les chercheurs travaillant sur le journalisme russe en exil se concentrent eux aussi, en premier lieu, sur la description et l'analyse de cet état.

Cependant, les recherches menées dans un contexte international sur le journalisme en exil suggèrent qu'une nouvelle phase peut suivre cette première étape. De nouvelles formes de production médiatique transnationale et de subjectivation politique en exil apparaissent. Pour l'instant, il reste difficile d'appliquer cette approche à la situation russe. L'attachement au public resté dans le pays, l'incertitude quant aux perspectives à venir, l'absence de modèles économiques durables font du cas russe un cas intermédiaire : il dépasse le cadre de la vulnérabilité, sans encore correspondre à celui de la stabilité transnationale. Néanmoins, les typologies déjà proposées concernant les trajectoires possibles du journalisme en exil permettent de saisir et d'analyser l'état actuel du journalisme russe.

La situation est loin d'être figée : en trois ans depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, le paysage a déjà considérablement évolué. Nous observons, en temps réel, une transformation des rôles et des représentations de soi dans l'espace commun du journalisme russophone, ainsi que dans les milieux d'opposition. Une demande émerge pour une réforme des institutions et la constitution d'une communauté médiatique russophone plus ouverte et plus transparente. Ces processus s'accompagnent d'une démarcation symbolique nette entre le journalisme « libre » pratiqué hors de Russie et celui « sous censure » à l'intérieur du pays. Cela reflète non seulement des clivages professionnels, mais aussi des lignes de fracture socioculturelles et idéologiques plus larges au sein de la société russe.

Ainsi, on peut conclure que ce sont précisément les conditions de l'exil qui ont constitué le facteur déclencheur et structurant de la transformation de la communauté journalistique russe, tandis que le lien avec le public et la réalité russes reste un contexte déterminant, chargé de contradictions internes et structurant les débats. Une nouvelle communauté professionnelle se forme en exil, mais elle continue de se définir « en réponse » à ce qui se passe en Russie.

De futures recherches pourraient s'appuyer sur cette analyse pour, à l'aide de méthodes longitudinales, suivre l'évolution de l'expérience des journalistes en exil dans le temps : comment se transforme leur vision professionnelle, leur lien avec le pays d'origine et leur intégration dans les nouvelles sociétés. La situation pourrait devenir particulièrement intéressante en cas de changement politique en Russie. Comme l'ont montré les exemples d'autres pays, les médias peuvent, dans ces périodes, soit contribuer à la réconciliation sociale, soit approfondir les fractures — notamment si la réalité post-conflit manque de mécanismes institutionnels capables d'assurer le pluralisme médiatique et de surmonter les barrières idéologiques[300]. L'expérience de l'Allemagne réunifiée, où la marginalisation du récit médiatique est-allemand a nourri la montée du populisme[301], montre combien une politique médiatique réfléchie est cruciale en période de transition.

Pour l'heure, nous restons dans une phase d'observation : les journalistes russes continuent de survivre, de s'adapter et de se redéfinir dans les conditions de l'exil. Et c'est précisément

[300] *Journalism in conflict and post-conflict conditions: worldwide perspectives*. Nordicom, 2016.
[301] Mükke, Lutz. "30 Jahre staatliche Einheit – 30 Jahre mediale Spaltung. Schreiben Medien die Teilung Deutschlands fest?" *OBS-Arbeitspapier*, no. 45, Otto Brenner Stiftung, 2021, https://www.otto-brenner-stiftung.de/fileadmin/user_data/stiftung/02_Wissenschaftsportal/03_Publikationen/AP45_Mediale_Spaltung.pdf.

maintenant — en pleine crise, dans l'instabilité et la redéfinition — que se dessinent les contours d'un nouveau paysage professionnel du journalisme russophone hors de Russie.

Références Bibliographiques

1. Al-Ghazzi, Omar. « ‘Forced to Report’: Affective Proximity and the Perils of Local Reporting on Syria ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, février 2023, p. 280‑94. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/1464884920984874.
2. Arafat, Rana. « Examining Diaspora Journalists’ Digital Networks and Role Perceptions: A Case Study of Syrian Post-Conflict Advocacy Journalism ». *Journalism Studies*, vol. 22, nº 16, décembre 2021, p. 2174‑96. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/1461670X.2021.1990110.
3. Arafat, Rana. « Rethinking digital media use for diasporic political participation: An investigation into journalism advocacy, digital activism, and democratic divides (Dissertation summary) ». *Studies in Communication Sciences*, vol. 22, nº 3, décembre 2022. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.24434/j.scoms.2022.03.3878.
4. Balasundaram, Nirmanusan. « Exiled Journalists as Active Agents of Change: Understanding Their Journalistic Practices ». *Reporting Human Rights, Conflicts, and Peacebuilding*, édité par Ibrahim Seaga Shaw et Senthan Selvarajah, Springer International Publishing, 2019, p. 265‑80. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1007/978-3-030-10719-2_16.
5. Bennett, Philip, et Moises Naim. « 21st-century censorship ». *Columbia Journalism Review*, 5 janvier 2015, https://www.cjr.org/cover_story/21st_century_censorship.php.
6. Benson, Rodney, et Erik Neveu. « Introduction: Field Theory as Work in Progress ». *Bourdieu and the Journalistic Field*, 2005, p. 1‑28.
7. Berger, Guy. « Grave New World? Democratic Journalism Enters the Global Twenty-First Century ». *Journalism Studies*, vol. 1, nº 1, février 2000, p. 81‑99. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/146167000361186.
8. Berney, C. Jane, et David Robie. « Don’t publish and be damned: An advocacy media case study ». *Global Media Journal. Australian edition*, 2008, https://www.researchgate.net/publication/228376322_Don't_publish_and_be_damned_An_advocacy_media_case_study.
9. Bourdieu, Pierre. « The political field, the social science field, and the journalistic field ». *Bourdieu and the journalistic field*, 2005, p. 29‑47.
10. Clark, Marilyn. *Journalists under Pressure: Unwarranted Interference, Fear and Self-Censorship in Europe*. 1st ed, Council of Europe, 2017.

11. Cook, Clare E. « Fragile Finance: The Revenue Models of Oppositional News Outlets in Repressive Regimes ». *International Communication Gazette*, vol. 78, nº 6, octobre 2016, p. 514‑35. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/1748048516640212.
12. Crete-Nishihata, Masashi, et Lokman Tsui. « "The Truth of What's Happening" How Tibetan Exile Media Develop and Maintain Journalistic Authority ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, février 2023, p. 295‑312. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/14648849211044899.
13. Daucé, Françoise. « Épreuves professionnelles et engagement collectif dans la presse en ligne à Moscou (2012-2019) »: *Le Mouvement Social*, vol. n° 268, nº 3, janvier 2020, p. 101‑16. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.3917/lms.268.0101.
14. Daucé, Françoise. « Éprouver le Politique dans un Média Russe: La Délicate Élaboration des Nouvelles en Conférence de Rédaction ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. N° 48, nº 3, décembre 2017, p. 159‑82. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.3917/receo.483.0159.
15. Daucé, Françoise, éditeurs. *Genèse d'un autoritarisme numérique: répression et résistance sur internet en Russie, 2012-2022*. Mines Paris : PSL, 2023.
16. Daucé, Françoise, et et al. « Kossov, Valéry. « Chapitre 1. Oppression juridique et recours numériques : droit, lois et jugements ». » *Genèse d'un autoritarisme numérique*, Presses des Mines, 2023, https://doi.org/10.4000/books.pressesmines.9063.
17. Dodds, Tomás, et al. « Bound by Exile: Exploring Kinship Dynamics and Role Perceptions among Diaspora Journalists ». *Journalism Studies*, juillet 2024, p. 1‑20. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/1461670X.2024.2366344.
18. Ekwo, Uchenna. *Diaspora media and citizen engagement in the digital age: Analyzing the impact of transna-tional journalism on democratization.* 2011, https://www.mycmpi.org/wp-content/uploads/2012/07/Diaspora-Media-and-Citizen-Engagement-in-the-Digital-Age-Analyzing-the-Impact-of-Transnational-Journalism-on-Democratization.pdf.
19. Elsheikh, Dalia, et al. « Journalism in Transitional Context: Societal Hostility, Self-Censorship and the Expansion of "One Voice Journalism" ». *Journalism Practice*, février 2024, p. 1‑19. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/17512786.2024.2308526.
20. Esther, Louisa, et Richard H. Thomas. « 'Journalism in Another Form': How Exile Experiences from Burundi Renegotiate Key Elements of Journalism ». *Media, War &*

Conflict, septembre 2024, p. 17506352241268814. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/17506352241268814.

21. *Exile Journalism in Europe: Current Challenges and Support Programmes*. Körber-Stiftung, 2022, https://koerber-stiftung.de/site/assets/files/33513/exile_journalism_in_europe-1.pdf.
22. Frère, Marie-Soleil. « 'I Wish I Could Be the Journalist I Was, but I Currently Cannot': Experiencing the Impossibility of Journalism in Burundi ». *Media, War & Conflict*, vol. 10, nº 1, avril 2017, p. 3‑24. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/1750635217698334.
23. Geybulla, Arzu. « Uncensored Journalism in Censored Times: Challenges of Reporting on Azerbaijan ». *Journalism*, vol. 24, nº 2, février 2023, p. 313‑27. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/14648849211036872.
24. Ginosar, Avshalom, et Zvi Reich. « Obsessive–Activist Journalists: A New Model of Journalism **?** » *Journalism Practice*, vol. 16, nº 4, avril 2022, p. 660‑80. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/17512786.2020.1816488.
25. Hallin, Daniel C., et Paolo Mancini. *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*. Cambridge University Press, 2004. *Cambridge University Press*, https://doi.org/10.1017/CBO9780511790867.
26. Hanitzsch, Thomas, et al. « Mapping Journalism Cultures across Nations: A Comparative Study of 18 Countries ». *Journalism Studies*, vol. 12, nº 3, juin 2011, p. 273‑93. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/1461670X.2010.512502.
27. Hanitzsch, Thomas, et Tim P. Vos. « Journalism beyond Democracy: A New Look into Journalistic Roles in Political and Everyday Life ». *Journalism*, vol. 19, nº 2, février 2018, p. 146‑64. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/1464884916673386.
28. *Journalism in conflict and post-conflict conditions: worldwide perspectives*. Nordicom, 2016.
29. Katz Marston, Celeste. « Forced to Flee: How Exiled Journalists Hold the Powerful to Account ». *Nieman Reports*, 20 mars 2023, https://niemanreports.org/exiled-media-press-freedom/.
30. Koehler, Christina, et Pablo B. Jost. « Revealing the Hybrid Patterns: Conflict Coverage as a Product of a Commercial and a Normative Media Logic ». *The International Journal of Press/Politics*, vol. 24, nº 2, avril 2019, p. 233‑53. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/1940161218821802.

31. Larsen, Anna Grøndahl, et al., éditeurs. *Journalist Safety and Self-Censorship*. 1re éd., Routledge, 2020. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.4324/9780367810139.
32. *Locking down the windows*. JX Fund, septembre 2024, https://jx-fund.org/wp-content/uploads/2024/10/JX-Fund-Russia-EXIM-Report-2024.pdf?x76990.
33. Meyen, Michael, et Claudia Riesmeyer. « Service Providers, Sentinels, and Traders: Journalists' Role Perceptions in the Early Twenty-First Century ». *Journalism Studies*, vol. 13, no 3, juin 2012, p. 386‑401. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/1461670X.2011.602909.
34. Mükke, Lutz. *30 Jahre staatliche Einheit – 30 Jahre mediale Spaltung. Schreiben Medien die Teilung Deutschlands fest? (30 ans d'unité étatique – 30 ans de division médiatique. Les médias dénoncent-ils la division de L'Allemagne?)*. 45, Otto Brenner Stiftung, 2021, https://www.otto-brenner-stiftung.de/fileadmin/user_data/stiftung/02_Wissenschaftsportal/03_Publikationen/AP45_Mediale_Spaltung.pdf.
35. Nordahl, Jade Josefine. *Waves of democracy : contemporary exile journalism : a case study of The Democratic Voice of Burma*. 2009. University of Oslo, Sweden, Master's thesis, https://www.duo.uio.no/handle/10852/27768.
36. O'Loughlin, Conor, et Pytrik Schafraad. « News on the move: Towards a typology of Journalists in Exile ». *Observatorio (OBS*)*, vol. 10, no 1, mars 2016. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.15847/obsOBS1012016869.
37. Porlezza, Colin, et Rana Arafat. « Promoting Newsafety from the Exile: The Emergence of New Journalistic Roles in Diaspora Journalists' Networks ». *Journalism Practice*, vol. 16, no 9, octobre 2022, p. 1867‑89. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/17512786.2021.1925947.
38. *Predstavleniâ o repressiâh i političeskih presledovaniâh v Rossii (Représentations de la répression et de la persécution politique en Russie)*. OVD-Info, 5 février 2025, https://reports.ovd.info/predstavleniya-o-repressiyakh-i-politicheskikh-presledovaniyakh-v-rossii#11.
39. *Rebuilding Russian media in exile: successes, challenges and the road ahead*. JX Fund, 2022.
40. Rodina, Elena, et Olga Dovbysh. « Navigating Connections and Disconnections: The (Re)Making of Russian Exiled Journalism in the Digital Age ». *Journalism Studies*,

mars 2025, p. 1‑17. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/1461670X.2025.2471876.

41. *Russian Opposition in Exile, Part 1: Internal Heterogeneity*. Russian Analytical Digest (RAD), 316, 10 septembre 2024, https://css.ethz.ch/en/publications/rad/rad-all-issues/details.html?id=/n/o/3/1/no_316_russian_opposition_in_exile_part_.
42. « Russie ». *Reporters sans frontières*, https://rsf.org/fr/pays/russie.
43. Sarıaslan, Kübra Zeynep. « This is not journalism: mapping new definitions of journalism in German exile ». *ZMO*, 2020, https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:101:1-202007271315430069546 2.
44. Schimpfössl, Elisabeth, et al. « Self-Censorship Narrated: Journalism in Central and Eastern Europe ». *European Journal of Communication*, vol. 35, nº 1, février 2020, p. 3‑11. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/0267323119897801.
45. Schimpfössl, Elisabeth, et Ilya Yablokov. « Coercion or Conformism? Censorship and Selfcensorship among Russian Media Personalities and Reporters in the 2010s. » *Demokratizatsiya*, vol. 22, nº 2, 2014, p. 295‑311. Academic Search Premier, *EBSCOhost*, http://faraway.parisnanterre.fr/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=100826496&lang=fr&site=ehost-live.
46. Schimpfössl, Elisabeth, et Ilya Yablokov. « Power Lost and Freedom Relinquished: Russian Journalists Assessing the First Post‑Soviet Decade ». *The Russian Review*, vol. 76, nº 3, juillet 2017, p. 526‑41. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1111/russ.12142.
47. Skjerdal, Terje S. « How Reliable Are Journalists in Exile? » *British Journalism Review*, vol. 21, nº 3, septembre 2010, p. 46‑51. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/0956474810383773.
48. Skjerdal, Terje S. « Journalists or Activists? Self-Identity in the Ethiopian Diaspora Online Community ». *Journalism*, vol. 12, nº 6, août 2011, p. 727‑44. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1177/1464884911405471.
49. *Sustaining independence: Current state of Russian media in exile*. JX Fund, novembre 2023, https://jx-fund.org/wp-content/uploads/2023/12/Sustaining_Independence-Current_State_of_Russian_Media_in_Exile_2023.pdf?x98766.

50. Turchenko, Mikhail, et al. *Russian Opposition in Exile, Part 1: Internal Heterogeneity*. ETH Zurich, 10 septembre 2024. *DOI.org (Datacite)*, https://doi.org/10.3929/ETHZ-B-000692533.
51. Turchenko, Mikhail, et Margarita Zavadskaya. « Russian Wartime Migrants: Matching Political Demand with Supply ». *Russian Opposition in Exile, Part 1: Internal Heterogeneity*, nº 316, septembre 2024, https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/Russian_Analytical_Digest_316.pdf.
52. Turchenko, et Zavadskaya. « The Russian Opposition in the Eyes of Russians in Russia and Abroad: Mikhail Khodorkovsky ». *Riddle*, 3 février 2025, https://ridl.io/the-russian-opposition-in-the-eyes-of-russians-in-russia-and-abroad-mikhail-khodorkovsky/.
53. Vorobeva, Ekaterina, et al. *Russian Opposition in Exile, Part 2: Networks*. ETH Zurich, 11 septembre 2024. *DOI.org (Datacite)*, https://doi.org/10.3929/ETHZ-B-000692534.
54. Waisbord, Silvio. « Watchdog Journalism ». *The International Encyclopedia of Political Communication*, édité par Gianpietro Mazzoleni, 1re éd., Wiley, 2016, p. 1‑5. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1002/9781118541555.wbiepc046.
55. Yablokov, Ilya, et Vasily Gatov. « Broadcasting through the (New) Iron Curtain: Practices, Challenges, and Legacies of Russia's Independent Media in Exile ». *Journalism Studies*, février 2025, p. 1‑18. *DOI.org (Crossref)*, https://doi.org/10.1080/1461670X.2025.2462550.

Données empiriques

1. Entretien avec Dmitri, 9 mai 2025.
2. Entretien avec Liza, 6 mai 2025.
3. Entretien avec Maria, 3 avril 2025.
4. Conversations privées avec Anna, 6 février 2025.
5. Conversations privées avec Ekaterina, 3 avril 2025.

Sources primaires

1. *10 Most Censored Countries*. Committee to Protect Journalists, 10 septembre 2019, https://cpj.org/reports/2019/09/10-most-censored-eritrea-north-korea-turkmenistan-journalist/.
2. « Agency ». *New York Times*, 7 juin 2015, https://www.nytimes.com/2015/06/07/magazine/the-agency-russian.html.
3. Amzin, Alexandre. « Vojna (La guerre) ». *Chaîne Telegram «My i Žo / media i žurnalistika» (M et J / Médias et Journalisme)*, 28 février 2022, https://t.me/themedia/5107.
4. Antoniuk, Daryna. « Designed for peacetime, not war:' How Ukraine is forcing companies to rethink content moderation ». *The Record*, 13 avril 2022, https://therecord.media/how-ukraine-is-forcing-companies-to-rethink-content-moderation.
5. Balakhonova, Yulia, et al. « Novy Mir: A guide to the Russian Media in the Times of Total Censorship ». *Proekt*, 15 août 2022, https://www.proekt.media/en/guide-en/russian-media-after-war-en/.
6. Bensinger, Ken, et Benjamin Mullin. « Federal Funding Crackdown Imperils Global Newsrooms ». *The New York Times*, 26 février 2025, https://www.nytimes.com/2025/02/26/business/media/usaid-funding-cuts-journalism.html.
7. Britskaya, Tatiana. « Botovselennaâ (Univers des bots) ». *Novaïa Gazeta*, 29 mars 2025, https://novayagazeta.ru/articles/2025/03/29/botovselennaia.
8. « "Bud′te gotovy k dejstviâm Roskomnadzora". Zaâvlenie glavnogo redaktora internet-žurnala "Zvezda" ("Soyez prêt pour les actions de Roskomnadzor." Déclaration du rédacteur en chef du magazine en ligne "Zvezda") ». *Chaîne Telegram « Zvezda.Perm »*, 26 février 2022, https://t.me/zvzda/3571.
9. « CPJ calls for investigation into alleged poisoning of exiled Russian journalists Elena Kostyuchenko and Irina Babloyan ». *CPJ*, 16 août 2023, https://cpj.org/2023/08/cpj-calls-for-investigation-into-alleged-poisoning-of-exiled-russian-journalists-elena-kostyuchenko-and-irina-babloyan/.
10. « De passage en Serbie, une journaliste russe en exil se fait traiter comme une criminelle ». *RSF*, 17 août 2023,

https://rsf.org/fr/de-passage-en-serbie-une-journaliste-russe-en-exil-se-fait-traiter-comme-une-criminelle.

11. « Èto byl trolling. Geroj mediaskandala Asiâ Nesoevaâ pogovorila s RTVI (C'était le trolling . Le héros de mediascandal, Asiya Nesoeva, a parlé à RTVI) ». *RTVI*, 22 janvier 2025, https://rtvi.com/news/eto-byl-trolling-geroj-mediaskandala-asiya-nesoeva-pogovorila-s-rtvi/.
12. Gatov, Vasily, et al. « From Soviet to Russian Media Managers ». *Russian Politics*, vol. 2, nº 1, mars 2017, p. 7‑31. *brill.com*, https://doi.org/10.1163/2451-8921-00201002.
13. « Georgia: Azerbaijani Journalist Aytan Farhadova Fears Surveillance and Attacks in Exile ». *Women Press Freedom*, 6 février 2024, https://www.womeninjournalism.org/threats-all/georgia-azerbaijani-journalist-aytan-farhadova-fears-surveillance-and-attacks-in-exile.
14. Gessen, Masha. « How Russian Journalists in Exile are Covering the War in Ukraine ». *The New Yorker*, 6 mars 2023, https://www.newyorker.com/magazine/2023/03/13/how-russian-journalists-in-exile-are-covering-the-war-in-ukraine.
15. Guibert, Nathalie. « Controverse autour d'un article de propagande de la télévision d'Etat chinoise sur les Ouïgours ». *Le Monde*, 31 mars 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/03/31/quand-la-television-chinoise-cgtn-invente-une-journaliste-francaise_6075155_3210.html.
16. *Harcèlement en ligne des journalistes : quand les trolls lancent l'assaut*. RSF, 25 juillet 2018, https://rsf.org/sites/default/files/rsf_rapport_cyberharcelement_fr_0.pdf.
17. « How Afghan Exiled Journalists Make Sure Facts are Facts ». *JX Fund*, 15 août 2024, https://jx-fund.org/newsroom/news/fact-checking-from-exile/.
18. « Investigation finds Russian journalist Galina Timchenko targeted by Pegasus spyware ». *CPJ*, 13 septembre 2023, https://cpj.org/2023/09/investigation-finds-russian-journalist-galina-timchenko-targeted-by-pegasus-spyware/.
19. « Iran : des proches de journalistes condamnés à des peines de prison pour avoir défendu fils ou soeur ». *Reporters sans frontières*, 22 juillet 2020, https://rsf.org/fr/iran-des-proches-de-journalistes-condamn%C3%A9s-%C3%A0-des-peines-de-prison-pour-avoir-d%C3%A9fendu-fils-ou-soeur.

20. « Journalists and the Threat of Disinformation ». *PEN America*, 14 avril 2022.
21. Kamalov, Emil, et Ivetta Sergeeva. « Ostatʹsâ ili uehatʹ. Naskolʹko realʹno massovoe vozvraŝenie v Rossiû uehavših (Rester ou partir. Quelle est la réalité du retour massif en Russie des partis) ». *Carnegie Politika*, 30 juillet 2024, https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2024/07/russian-emigration-in-flux?lang=ru.
22. Kashin, Oleg. « Â/my Aleksandr Železnâk. Skandal s FBK kak èpizod istorii žurnalistiki (Je / nous sommes Alexander zheleznyak. Le scandale FBC comme épisode de l'histoire du Journalisme) ». *Kashin Plus*, 28 octobre 2024, https://telegra.ph/YAmy-Aleksandr-ZHeleznyak-Skandal-s-FBK-kak-ehpizod-istorii-zhurnalistiki-10-28.
23. Kashin, Oleg. « Pro žurnalistku, kotoraâ sočinâla fejki dlâ Holoda, Važnyh istorij i pročih (A propos d'une journaliste qui a composé des Fakes pour "Holod", "IStories" et d'autres) ». *Telegram*, 21 janvier 2025, https://t.me/kashinguru/113967.
24. Kasyanchuk, Denis. « Za polgoda Rossiâ uveličila import iz sosednih gosudarstv počti na 40%. Tak strana obhodit sankcii (En six mois, la Russie a augmenté ses importations en provenance des pays voisins de près de 40%. Ainsi, le pays contourne les sanctions) ». *The Bell*, 12 octobre 2023, https://thebell.io/amp/za-polgoda-rossiya-uvelichila-import-iz-sosednikh-gosudarstv-pochti-na-40-tak-stana-obkhodit-sanktsii.
25. Kolezev, Dmitry. « "Podcenzurnyj" ne značit "propagandistskij": premiâ "Redkollegiâ", reportaž o vojne i otkaz Aleksandra Černyha ("Sous-censuré" ne veut pas dire "propagandiste": le prix du Comité de Rédaction, le reportage sur la guerre et le refus d'Alexandre Chernyh) ». *Echo*, 1 mai 2025, https://echofm.online/opinions/podczenzurnyj-ne-znachit-propagandistskij-premiya-redkollegiya-reportazh-o-vojne-i-otkaz-aleksandra-chernyh.
26. Kolpakov, Ivan. « Sovety dlâ redakcij v izgnanii: rabota s žurnalistami, ostaûŝimisâ v strane (Conseils pour les rédactions en exil: travailler avec les journalistes qui restent dans le pays) ». *ijnet*, 21 mai 2024, https://ijnet.org/fr/node/17753.
27. Kolpakov, Ivan. « Даже в Европе мы не в безопасности (Même en Europe, nous ne sommes pas en sécurité) ». *Meduza*, 13 septembre 2023, https://meduza.io/feature/2023/09/13/dazhe-v-evrope-my-ne-v-bezopasnosti.
28. « Kto stoit za Nesoevoj. Oleg Kašin — o tom, počemu rešil raskrytʹ glavnuû mistifikaciû 2025 goda (Qui est derrière Nesoyeva. Oleg Kashin: pourquoi il a décidé

de révéler le principal canular de 2025) ». *« Mozhem objasnit' », Telegram*, 24 janvier 2025, https://t.me/kashinguru/114170.

29. Kulesheva, Anna. « Èmigraciâ: strah i "vtoraâ glava lûbvi" (Émigration: la peur et le "deuxième chapitre de l'amour") ». *Novaïa Gazeta*, 5 avril 2025, https://novayagazeta.ru/articles/2025/04/05/emigratsiia-strakh-i-vtoraia-glava-liubvi.
30. Macharia, Sarah, et al. *Breaking Barriers: A Whole-of-Society Approach to Gender Equality in Media Development*. CIMA, 30 octobre 2024, https://www.cima.ned.org/publication/breaking-barriers-a-whole-of-society-approach-to-gender-equality-in-media-development/.
31. Martínez, Aurora. « Qui raconte les récits de l'Érythrée ? » *Réseau international des journalistes*, 13 juin 2024, https://ijnet.org/fr/story/qui-raconte-les-r%C3%A9cits-de-l%E2%80%99%C3%A9rythr%C3%A9e.
32. *Lettre d'information «Mediagratch»*. 6 mars 2025.
33. Morohin, Denis. « Voennoe poglošenie (Prise de contrôle militaire) ». *Novaïa Gazeta Europa*, 25 mars 2025, https://novayagazeta.eu/articles/2025/03/25/voennoe-pogloshchenie.
34. Müller, Jan-Werner. « Is 'the Media' Really Under Attack? » *Foreign Policy*, 3 mai 2024, https://foreignpolicy.com/2024/05/03/media-attacks-world-press-freedom-authoritarianism-journalists/?utm_source=chatgpt.com.
35. Musaddique, Shafi. « Europe's largest journalist membership organisation has urged donors to mobilise and fill funding gaps that endanger the future of independent media, following the US Agency for International Development's (USAID) funds freeze ». *Alliance Magazine*, 2 mai 2025, https://www.alliancemagazine.org/blog/european-donors-urged-to-mobilise-as-us-aid-freeze-jeopardises-independent-media/.
36. Nacke, Michael. *Post sur X*, 30 juillet 2025, https://x.com/michaelnacke/status/1917619135434953010.
37. « "Nedogosizmena". Kak v Rossii sažaût za kontakty s inostrancami (La quasi-haute trahison : qui est emprisonné en Russie pour des contacts avec des étrangers) ». *Sever Real*, 22 juin 2024, https://www.severreal.org/a/nedogosizmena-kak-v-rossii-sazhayut-za-kontakty-s-inostrantsami/33041192.html.

38. « Nevliâtel′noe izgnanie: počemu rossijskaâ oppozicionnaâ diaspora aktivna, no neèffektivna (Exil iinsignifiante : pourquoi la diaspora de l'opposition russe est active mais inefficace) ». *Re:Russia*, 2 octobre 2024, https://re-russia.net/analytics/0193/.
39. *Obŝestvennaâ priemnaâ (Accueil public)*. https://bettercallyashin.com/.
40. « Onlajn rassledovanie (Rubrique "Enquête en ligne") ». *The Bell*, https://thebell.io/tag/onlayn-rassledovanie.
41. Osetinskaya, Elizaveta. *Facebook*. 10 septembre 2024, https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=10234211744784367&id=1512104653&mibextid=WC7FNe&rdid=obUNDiIVwyBsF1Mc.
42. « Peskov zaâvil ob otsutstvii v Rossii mesta dlâ "vragov našej strany" (Peskov a déclaré qu'il n'y a pas de place pour les "ennemis de notre pays") ». *RBC*, 11 septembre 2023, https://www.rbc.ru/rbcfreenews/64fedf2c9a79470b84686b20.
43. Philp, Rowan. « 'Reporting from the Outside': Lessons from Investigative Journalists in Exile ». *Global Investigative Journalism Network*, 9 mai 2022, https://gijn.org/stories/reporting-from-the-outside-lessons-from-investigative-journalists-in-exile/.
44. *Reestr Inostrannykh agentov Ministerstva Justicii Rossijskoj Federacii (Registre des agents Étrangers du ministère de la justice de la Fédération de Russie)*. https://minjust.gov.ru/ru/pages/reestr-inostryannykh-agentov/. Consulté le 10 avril 2025.
45. Robinson, Olga, et al. « Russia seizing thousands of homes in occupied Mariupol ». *BBC*, 17 avril 2025, https://www.bbc.co.uk/news/resources/idt-ca98fa24-29a3-4c74-aa7d-ce38f756270d.
46. Rosen, Jay. « I'm There, You're Not, Let Me Tell You About It ». *PressThink*, 27 mars 2012, https://pressthink.org/2012/03/im-there-youre-not-let-me-tell-you-about-it/.
47. « RSF dévoile la liste 20/2020 des Prédateurs numériques de la liberté de la presse ». *RSF*, 3 octobre 2020, https://rsf.org/fr/rsf-d%C3%A9voile-la-liste-202020-des-pr%C3%A9dateurs-num%C3%A9riques-de-la-libert%C3%A9-de-la-presse.
48. « Russian losses in the war with Ukraine ». *Mediazona*, https://en.zona.media/article/2025/03/28/casualties_eng-trl.
49. « Russians who fled abroad return in boost for Putin's war economy ». *Bloomberg*, 2 mai 2024,

https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-05-02/russians-who-fled-war-return-in-boost-for-putin-s-war-economy?sref=cus85deZ.

50. « Samkelo depended on USAID-backed drugs to stay alive ». *The Financial Times*, 26 février 2025, https://www.ft.com/content/533bc63c-f374-4ea0-a46a-5af76bff849b.
51. « Sankcii Zapada udarili po nezavisimoj žurnalistike Rossii (Les sanctions occidentales frappent le Journalisme indépendant de la Russie) ». *Holod*, 6 février 2025, https://holod.media/2025/02/06/sankczii-zapada-udarili-po-nezavisimoj-zhurnalistike-rossii/.
52. Shcherbakova, Irina. « Novaya Gazeta Launches European Edition in Bid to Dodge Kremlin Censorship ». *The Moscow Times*, 7 avril 2022, https://www.themoscowtimes.com/2022/04/07/novaya-gazeta-launches-european-edition-in-bid-to-dodge-kremlin-censorship-a77261.
53. Shulman, Ekaterina. *Apprivoiser les médias. Conférence pour l'Université ouverte*. https://openuni.io/course/6-course-5/lesson/14/.
54. Skryabin, Ivan. « Soveršenno ne hoču rvatʹ svoi svâzi s Rossiej". Počemu "inostrannye agenty" soblûdaût zakon RF, uehav iz strany ("Je ne veux absolument pas rompre mes liens avec la Russie." Pourquoi les "agents étrangers" respectent la loi de la Fédération de Russie en quittant le pays) ». *Postimees*, 23 décembre 2023, https://rus.postimees.ee/7721370/sovershenno-ne-hochu-rvat-svoi-svyazi-s-rossiey-pochemu-inostrannye-agenty-soblyudayut-zakon-rf-uehav-iz-strany.
55. Sokolova, Alesya. *Čto čitaût lûdi v Rossii i kak nezavisimym media do nih dotânut'sâ? (Que lisent les Russes et comment les médias indépendants peuvent-ils les atteindre ?)*. CEDAR, mars 2025, https://cedarus.io/research/what-do-russians-read?lang=ru.
56. « Spasite "Mediazonu". Nam bez vas ne vyžitʹ! (Sauvez Mediazona. Nous ne pouvons pas survivre sans vous!) ». *Mediazona*, https://donate.zona.media/.
57. « Špiony na kryše, internet-cenzura i nebûdžetnyj garderob činovnicy: Lučšie rassledovaniâ 2023 goda na russkom âzyke (Les espions sur le toit, la censure sur Internet et la garde-robe non budgétaire d'une fonctionnaire: Les meilleures enquêtes de 2023 en en russe) ». *Global Investigative Journalism Network*, 10 janvier 2024, https://gijn.org/ru/istorii/shpiony-na-kryshe-internet-cenzura-i-nebyudzhetnyj-garderob-chinovnicy-luchshie-rassledovaniya-2023-goda-na-russkom-yazyke/.

58. « Svoboda slova — 2024 (Liberté d'expression — 2024) ». *Centre de protection des droits des médias*, 22 janvier 2025, https://mmdc.ru/blog/2025/01/22/svoboda-slova-2024/.
59. Tchernyh, Aleksandr. *Message Telegram*. 30 avril 2025, https://t.me/Crexcrexcrex/4340.
60. « Turquie : le journaliste d'opposition en exil Can Dündar condamné à 27 ans de prison ». *France 24*, 23 décembre 2020, https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20201223-turquie-le-journaliste-d-opposition-en-exil-can-d%C3%BCndar-condamn%C3%A9-%C3%A0-27-ans-de-prison.
61. Uzhvak, Polina. « Sledy vojny iz kosmosa: čto my uznali o masštabah razrušenij ukrainskih gorodov iz analiza sputnikovyh snimkov (Traces de guerre de l'espace: ce que nous avons appris sur l'ampleur de la destruction des villes ukrainiennes à partir de l'analyse des images satellites) ». *Istories*, 22 avril 2024, https://istories.media/stories/2024/02/22/sledi-voini-iz-kosmosa/.
62. « Vedušij Aleksej Korostelev skazal v prâmom èfire "Doždâ", čto telekanal "smog pomoč'" mnogim rossijskim voennym (Le présentateur Alexei korostelev a déclaré en direct à Dojd que la chaîne de télévision " pourrait aider " de nombreux militaires russes) ». *Meduza*, 2 décembre 2022, https://meduza.io/feature/2022/12/02/veduschiy-aleksey-korostelev-skazal-v-pryamom-efire-dozhdya-chto-telekanal-smog-pomoch-mnogim-rossiyskim-voennym.
63. « Vojna Putina protiv Ukrainy: Trevožnaâ pravda (Guerre de Poutine contre l'Ukraine: une vérité Inquiétante) ». *Chaîne Youtube « SWI swissinfo.ch »*, 25 février 2025, https://www.youtube.com/watch?v=OiYStaejc2Q&t=1s.
64. Volchek, Dmitry. « Наша норма – 120 комментов в день". Жизнь кремлевского тролля ». *Radio Svoboda*, 24 janvier 2021, https://www.svoboda.org/a/31065181.html.
65. « "Vse obrušilos′ razom". Desâtki rossijskih NKO i SMI ostalis′ bez finansirovaniâ posle «zamorozki» pomoŝi SŠA ("Tout s'est effondré à la fois." Des dizaines d'ONG et de médias russes sans financement après le «gel» de l'aide américaine) ». *The Moscow Times*, 30 janvier 2025, https://www.moscowtimes.ru/2025/01/30/vse-obrushilos-razom-desyatki-rossiiskih-nko-ismi-ostalis-bez-deneg-posle-zamorozki-pomoschi-trampa-a153803.
66. « Vstat′ i idti. Kak rossijskie SMI v izgnanii perežili vtoroj god vojny ("Levez-vous et allez." Comment les médias russes en exil ont survécu à la deuxième année de

guerre) ». *Sever.Realii*, 3 janvier 2024, https://www.severreal.org/a/vstat-i-idti-kak-rossiyskie-smi-v-izgnanii-perezhili-vtoroy-god-voyny/32752667.html.

67. « ‘We thought we’d return the favor’ Leaked documents reveal that Kremlin propagandists are trying to tap into a new audience — Meduza’s ». *Meduza*, 5 juin 2024, https://meduza.io/en/feature/2024/06/05/we-thought-we-d-return-the-favor.
68. Zagovora, Maxime. « Uvaženie k strane prebyvaniâ — èto ne samocenzura (“Le respect du pays d’accueil n’est pas une autocensure») ». *Holod*, 13 juillet 2023, https://holod.media/2023/07/13/klishin-interview/.
69. « Žizn′ posle smerti: kak nezavisimye media nahodât den′gi v èmigracii (La vie après la mort: comment les médias indépendants trouvent de l’argent dans l’émigration) ». *Discours*, 25 décembre 2024, https://discours.io/articles/social/media-in-exile.